

# Libération

Les états généraux du diesel se tenaient samedi à Paris alors que ce carburant est de plus en plus controversé. **PAGES 2-5**

## Sus au diesel

MIKE KEMP, RUBBERBALL, CORBIS

### Kagame: «La France impliquée au Rwanda»

Christiane Taubira n'assistera pas aux commémorations du génocide, commis il y a vingt ans. Une décision prise après les déclarations du président Paul Kagame, qui accuse la France. Interview du chef d'Etat rwandais.

**PAGES 6-7**



**NOTRE SUPPLÉMENT ÉCOFUTUR  
CAHIER CENTRAL**

### Jean-Louis Borloo quitte la scène politique

Affaibli par la maladie, le patron de l'UDI estime ne plus avoir l'énergie nécessaire pour remplir ses responsabilités et annonce l'abandon de tous ses mandats.

**PAGE 11**

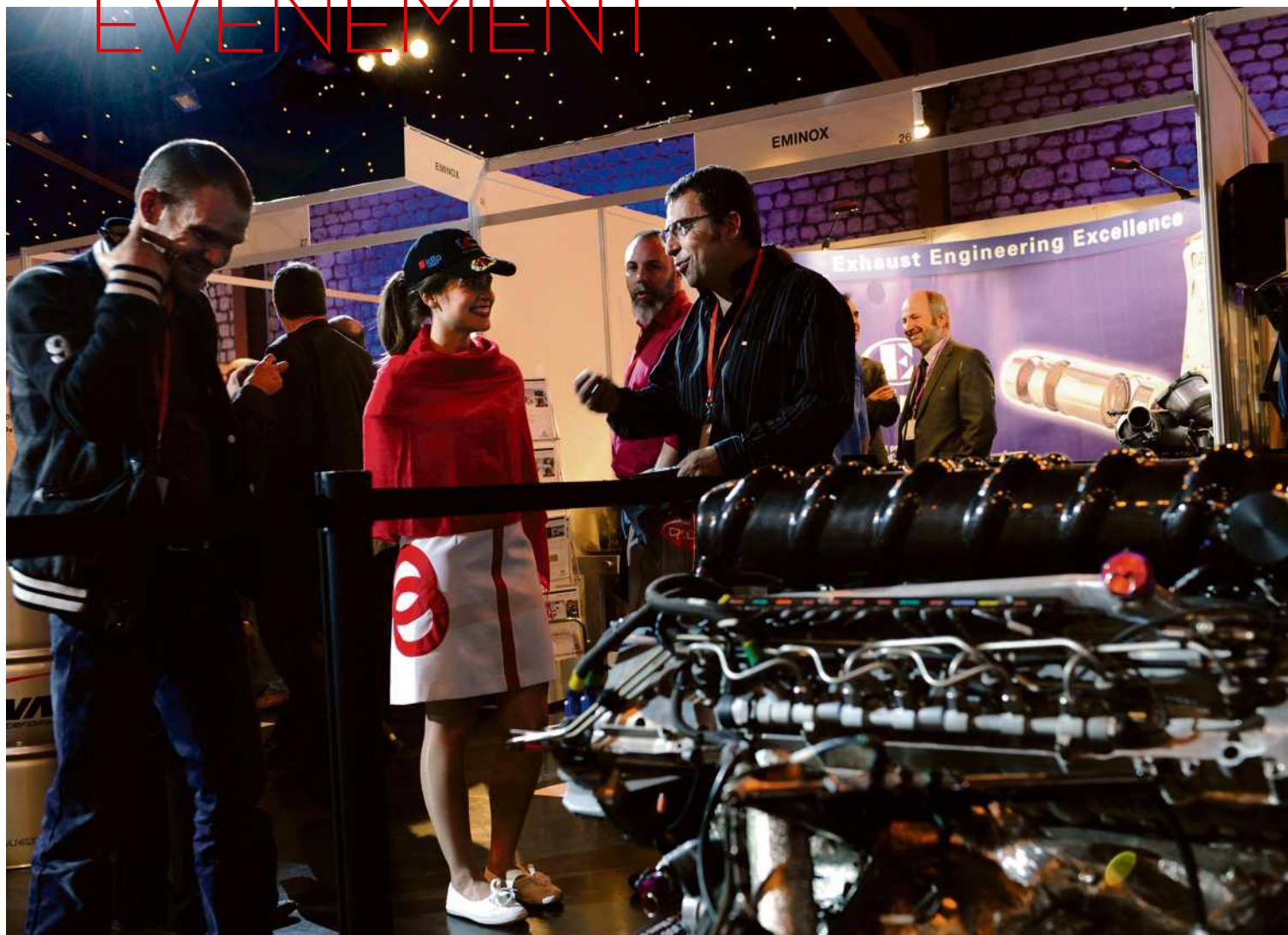
PUBLICITÉ

Penélope Cruz

What did you expect?

Schweppes

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LÉGUMES PAR JOUR. WWW.MANGERBOUGER.FR



Aux «états généraux du diesel», samedi, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

Emissions moins polluantes, meilleur rapport qualité-prix, fleuron hexagonal... Démontage de ces idées reçues, alors que les équipementiers contre-attaquent pour défendre le gazole.

# Le diesel à côté de ses pompes

Par **AMANDINE CAILHOL**, **LIONEL FROISSART** et **YANN PHILIPPIN**  
Photo **MARC CHAUMEIL**

À la fin du siècle dernier, le parc automobile français était constitué à près de 70% par des voitures à moteur essence. Aujourd'hui, le diesel est majoritaire – à plus de 60% – et, malgré une légère tendance à la baisse, il garde le vent en poupe (il représentait deux tiers des immatriculations de véhicules particuliers en 2013). Mais les récents pics de pollution ne lui ont pas fait bonne publicité. L'image d'Épinal d'un diesel «made in France» propre et bon marché s'étiole. Tour d'horizon des principales idées reçues autour de ce carburant controversé.

## MOINS POLLUANT, VRAIMENT ?

Encensé pour sa faible émission de gaz à effet de serre, le diesel a longtemps surfé sur son écolo-réputation. La combustion d'un litre de gazole émet pourtant 15% de CO<sub>2</sub> de plus qu'un même volume d'essence. Toutefois, les voitures diesel consommant moins de carburant au kilomètre, leur bilan

## L'ESSENTIEL

### LE CONTEXTE

Face à la fronde montante contre les particules fines, les premiers états généraux du diesel se sont réunis samedi.

### L'ENJEU

Comment restructurer un parc automobile entier afin d'éviter maladies et morts prématurées ?

est meilleur. Une Clio essence émet ainsi 105 g de CO<sub>2</sub> par kilomètre, contre 98 g/km pour le même modèle diesel, selon sa brochure technique. «La différence est minime», commente Sophie Fleckenstein, de France Nature Environnement, qui plaide pour «la fin du dogme diesel». Car s'il gagne sur le CO<sub>2</sub>, il est loin d'être exemplaire côté particules fines. Selon le rapport d'étape du Comité pour la fiscalité écologique, qui cite les chiffres de la Commission européenne, le diesel émet 4000 % de



## REPÈRES

Inventé par l'ingénieur Rudolf Diesel en 1897, le moteur du même nom se différencie du moteur essence par son principe d'auto-inflammation. Historiquement destiné aux navires puis aux poids lourds, ce nouveau type de motorisation a ensuite été élargi aux véhicules particuliers, après le premier choc pétrolier. Fort d'une moindre consommation et d'une fiscalité avantageuse, le diesel s'impose alors rapidement auprès du grand public.

# 67%

C'est la part de marché des véhicules diesel sur l'ensemble des ventes d'automobiles en France en 2013. Un chiffre en baisse de six points par rapport à 2012, qui atteint ainsi son plus bas niveau depuis dix ans.

**«C'est l'absence de courage politique face au lobby du diesel qui nous empoisonne et, en premier lieu, celles et ceux qui habitent le long des axes de circulation.»**

Emmanuelle Cosse secrétaire nationale d'Europe Ecologie-les Verts, samedi

## LES NORMES «EURO»

Depuis les années 1990, l'Union européenne impose des normes européennes d'émission, dites «normes Euro». Ces règlements fixent des seuils limites de rejets polluants pour les véhicules roulants. À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015, les voitures européennes mises en service devront respecter la norme Euro 6, plus restrictive.

PM10 – les particules fines de moins de 10 micromètres de diamètre – de plus que l'essence. Il recrache également 72% de plus d'oxydes d'azote (NOx), dont le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), particulièrement néfaste pour la santé (lire page 4). Mais étrangement, la brochure Renault, pour ne citer qu'elle, ne les mentionne pas. Pas plus que le «black carbone», des dépôts de suie issus de la combustion du diesel, «qui agissent comme des forceurs climatiques», observe Sophie Fleckenstein. Sentant le diesel sur le point de tomber en disgrâce, les constructeurs ont cependant fait des efforts en travaillant sur le post-traitement des gaz d'échappement. Il faut dire que l'Union européenne ne leur a pas laissé le choix en imposant des plafonds d'émission de plus en plus bas, avec les normes Euro, et en rendant obligatoire la généralisation des filtres à particules. Des mesures saluées par des associations écologistes. Les derniers modèles diesel seraient même moins polluants que les nouveaux moteurs à injection directe d'essence, selon une étude commandée par l'ONG bruxelloises Transport & Environne-

ment. «Mais les filtres ne sont qu'une partie de la réponse, nuance Sophie Fleckenstein, qui milite pour une révolution des modes de transport et de mobilité. Le renouvellement du parc automobile avec ces modèles plus propres prendrait entre vingt et vingt-cinq ans.

**DÉCRYPTAGE** On ne peut pas attendre aussi longtemps.»

Selon les professionnels, le trafic routier participe à 15% de la pollution atmosphérique totale. «Il s'agit d'un lissage national, corrige Sébastien Vray, président de l'association Respire. Près d'un axe routier, le pourcentage de pollution lié aux voitures monte jusqu'à 60%. A Paris, on est plus sur du 40%».

## MOINS CHER, RÉELLEMENT ?

Sur le plan technique, il est indéniable que les moteurs diesel ont fait d'énormes progrès. Les constructeurs proposent une gamme très large de motorisations diesel équipées d'un turbo, d'un système hybride, souvent des deux. Plus sobres, moins bruyants, à la pollution en partie contenue, ces moteurs ont longtemps conforté les acheteurs dans leur

Suite page 4

Voyant la réputation du carburant écornée, les hérauts du gazole organisaient samedi des états généraux.

## «Ils ne parlent que des enfants qui toussent»

**L**e diesel est un produit du présent et de l'avenir. C'est en tout cas le vœu formulé par Patrice Godefroy, président d'IDL, un groupe de distribution de pièces automobiles, et fondateur des Diésélistes de France qui organisaient, avant-hier à Aubervilliers, les premiers «états généraux du diesel». Leur but ? Redorer l'image d'un carburant dans le viseur des politiques, après les récents pics de pollution. Un «assassinat» en règle, selon un patron du secteur, qui pourrait mettre en péril Peugeot et Renault, pourtant absents de la manifestation.

«Pseudo-écologues». Pour mener le combat, l'association d'équipementiers n'a pas lésiné. Champagne, hôtesse et concert privé : la journée, qui a réuni quelques centaines de professionnels, avait un air de mini-salon de l'auto. «Un gros budget, reconnaît Fabrice Godefroy, directeur général d'IDL et président de l'association, mais nous attendons des retours importants.» A la tribune, des «experts» sont chargés de «rétablir la vérité». Comme Jean-Paul Morin, de l'Inserm, qui s'est attaqué au «mythe» de la pollution : «Grâce à l'évolution des technologies et aux normes euro-

qu'on les a longtemps encouragés à acheter du diesel.» Un professionnel ironise : «Si on stoppe le diesel, pourquoi ne pas arrêter de se chauffer ou de cultiver des légumes ?» Un autre s'insurge : «Il n'y a pas de filtres à particules sur les cheminées !» Quant aux voitures électriques, «elles polluent tout autant si l'on compte les déchets nucléaires et ceux des centrales à charbon».

Outre cet argumentaire bien ficelé, les «diésélistes» en ont profité pour mettre en avant leur solution pour nettoyer le vieux parc des modèles polluants : le «rétrofit», qui consiste à installer des dispositifs antipollution sur les anciens modèles. Mais l'opération coûte cher, entre 5 000 et 10 000 euros pour les poids lourds, et n'est pas adaptée aux véhicules légers. De plus, son efficacité est contestée.

«Casse sociale». Reste des questions sans réponses. Comme celle de l'objectivité des tests réalisés par les constructeurs, dont les résultats sont souvent en dessous des taux d'émissions observés sur la route. «Des améliorations sont prévues», jure Noureddine Guerrassi, de l'équipementier Delphi, seul à se risquer à un commentaire. «En Europe, tant qu'il n'y a pas de nor-

**«Si on stoppe le diesel, pourquoi ne pas arrêter de se chauffer ou de cultiver des légumes ?»**

Un professionnel samedi, à Aubervilliers

mes, il n'y a pas de pollution», ironise un exposant, qui s'étonne de l'absence d'obligation de recyclage des filtres à particules (FAP). «Avec les FAP, on ne fait que repousser le problème», commente de son côté un expert qui s'interroge sur le risque de pollution du dérasage de ces filtres. Tous s'accordent cependant sur un argument : l'emploi. «La France attaque l'un des fleurons de son économie», s'inquiète Thierry Leblanc, de Bosch France, qui souligne le risque de «casse sociale» sur certains de ses sites 100% diesel, comme celui de Rodez (Aveyron), qui emploie près de 2 000 personnes.

A. Ca.

## ÉDITORIAL

Par ALEXANDRA SCHWARTZBROD

## Enfumage

Puisque les mots, après toutes ces années d'enfumage, ne suffisent plus pour tirer la sonnette d'alarme, essayons de le dire avec des chiffres : si vous êtes bordelais(e), lillois(e), lyonnais(e), strasbourgeois(e), marseillais(e) ou parisien(ne), vous êtes déjà assuré(e) d'avoir perdu 3,6 à 7,5 mois d'espérance de vie à cause d'une pollution atmosphérique urbaine due, pour beaucoup, au diesel. Ce qui n'est franchement pas cool. Et ce n'est pas un fou furieux qui l'affirme, mais une toxicologue et membre du Haut Conseil de santé publique (lire interview page 4). Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On continue à se lamenter tout en rachetant des voitures diesel ? Tout le monde porte une part de responsabilité dans ce scandale, y compris le consommateur, c'est-à-dire vous et nous. Mais c'est d'abord au politique qu'il revient de fixer un cap et de prendre des mesures (encourager le déplacement urbain à vélo, par exemple, comme le rapporte notre cahier EcoFutur). Nous, à Libé, on a une idée : et si la nouvelle ministre de l'Ecologie, dont on sait l'impatience d'agir et la passion pour la voiture propre, décidait de mettre ce dossier sur le haut de sa pile et de consacrer son mandat à la chasse aux particules fines et à la restructuration du parc auto français ? Voilà un beau combat qui lui attirerait la sympathie des Français(es) et celle de l'ONU qui a défini le diesel comme un «cancérogène certain». On sait le peu d'intérêt que portent François Hollande et Manuel Valls à l'environnement. Ségolène Royal tient là le moyen de les confronter à une décision qu'ils ne peuvent repousser d'un revers de main. Son crédit est à ce prix.

Suite de la page 3 choix lorsqu'ils passaient à la pompe. Reste que les véhicules diesel sont plus onéreux à l'achat (de 700 à 2 000 euros pour un modèle identique), plus chers à l'entretien et ne font même plus vraiment la différence à la pompe, le prix du gazole se rapprochant de plus en plus de celui du super sans plomb. En moyenne, le surcoût d'une voiture diesel n'est compensé qu'à la condition d'accumuler un minimum de 20 000 km par an, ce que peu de citadins – souvent au volant de mini diesel (Smart, Clio, Mini Cooper) – parcourent. Mais les mythes ont la vie dure... Et ce malgré les avancées des moteurs essence, dont la consommation ne cesse de baisser. Sans parler de l'agrément de conduite que procure n'importe quel véhicule essence par rapport à son cousin diesel. S'ajoute à cela la déception légitime de certains utilisateurs de moteurs diesel lorsque vient – ou revient – l'heure de satisfaire aux révisions d'usage. C'est bien connu, un moteur diesel encaisse de fortes contraintes mécaniques. Les injecteurs, aujourd'hui des petits bijoux de technologie, ayant une fâcheuse tendance à s'encrasser, voire à rendre l'âme prématurément en cas d'entretien sommaire, la facture peut parfois s'avérer bien salée.

#### DU «MADE IN FRANCE», ASSURÉMENT ?

C'est l'argument brandi par Arnaud Montebourg pour refuser toute surtaxe sur le diesel. «Il faut trouver une formule qui n'attaque pas le "made in France", car nous sommes les meilleurs en diesel», lâchait-il en mars 2013. De fait, le diesel constitue l'un des rares avantages compétitifs des constructeurs français, par ailleurs mal en point. Renault et surtout PSA ont été les premiers à concevoir des petits moteurs diesel pour voitures, dès la fin des années 50, afin de profiter de l'écart de prix à la pompe. Ce qui explique pourquoi le diesel pèse 67% des ventes de voitures neuves en France (contre 53% dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest) et un gros paquet d'emplois. Il représente plus des trois quarts de l'activité des usines de moteurs de Trémery (PSA, Moselle) ou de Cléon (Renault, Seine-Maritime), et 22% de celle de Douvrin (PSA, Nord). Rien que dans les trois usines de moteurs tricolores, le diesel pèse, selon nos estimations, environ 6 000 emplois directs. Sans compter les salariés des usines d'assemblage et de bureaux d'études, ou les multiples sous-traitants.

Tuer le diesel aurait «des conséquences très importantes sur l'emploi», prévient-on chez PSA. Sauf que la dieselo-dépendance des constructeurs français ne leur a pas rendu service : cela les a avantagés en Europe, mais les a handicapés dans le reste du monde, où se trouve la croissance, mais où la quasi-totalité des voitures tournent à l'essence. Bref, Renault et PSA gagneraient, à terme, à réorienter leurs chercheurs et leurs usines vers des moteurs essence. Mais cela risquerait de se traduire, au moins dans un premier temps, par une grosse casse sociale. Un risque qu'aucun gouvernement n'a jusqu'ici osé prendre. ◆



La combustion d'un litre de gazole, carburant réputé moins polluant, émet en fait 15% de CO<sub>2</sub> de plus qu'un litre d'essence. GALLERYSTOCK

Francelyne Marano, universitaire et membre du Haut Conseil de santé publique :

## «A Lyon ou Paris, on perd de 3,6 à 7,5 mois d'espérance de vie»

Depuis 2012, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) classe les gaz d'échappement des moteurs diesel parmi les «cancérogènes certains» pour l'homme. Une confirmation officielle qui n'a rien d'une surprise puisque, dès 1988, l'OMS voyait dans ces gaz des «cancérogènes probables». Au Centre international de recherche contre le cancer (Circ), on se souvient que la publication de ce premier avis avait à l'époque été précédée de pressions des constructeurs automobiles pour retarder ou scinder l'évaluation en deux parties : l'une aurait incriminé les vieux diesels et l'autre aurait donné un label «Clean Health» aux nouveaux. Refus du Circ. En 2013, ce sont les particules fines, émises notamment par les moteurs diesel, qui ont à leur tour été classées cancérogènes par l'agence spécialisée de l'OMS. Toxicologue et membre du Haut Conseil de santé publique, professeure à l'université Paris-Diderot, Francelyne Marano fait le point sur les nuisances du diesel.

#### Pourquoi les particules fines émises par les moteurs diesel sont-elles dangereuses ?

Les particules les plus petites – les PM<sub>2,5</sub>, dont certaines peuvent avoir un diamètre inférieur à un micromètre – pénètrent dans les bronches et dans les poumons jusqu'au niveau des alvéoles. Or, c'est au niveau alvéolaire que se font les échanges gazeux. Chez les plus vulnérables – les asthmatiques, ceux atteints de bronchite chronique ou qui souffrent de maladies cardiovasculaires –, le dépôt de ces particules peut provoquer une inflammation et augmenter les crises d'asthme, les difficultés respiratoires et les accidents vasculaires et cardiaques. A long terme, les particules fines peuvent être à l'origine de mécanismes de cancérisation.

#### Les filtres des nouveaux véhicules diesel n'ont-ils pas résolu le problème ?

Il y a eu une grosse amélioration avec l'installation des pots catalytiques et des filtres : ils retiennent la majorité des particules primaires émises par les moteurs. Mais pas la totalité, et sûrement moins que ne l'assurent les constructeurs. Entre les tests réalisés sur «bancs moteurs», qui miment la conduite, et la réalité des émissions d'une voiture qui roule, il y a une grosse différence [évaluée à 30% selon le Joint Research Centre, le laboratoire de recherche de la Commission européenne, ndlr]. Le problème, c'est que dans le parc français, les véhicules diesel non équipés de filtres restent nombreux. De toute façon, les filtres laissent passer des composés organiques volatils (COV) et du dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) qui, une fois dans l'atmosphère, reforment des particules fines, dites secondaires.

#### Et les moteurs essence ?

Les moteurs essence émettent eux aussi des fumées contenant des COV et d'autres composants toxiques pour la santé. Mais ils n'émettent pas ces particules fines cancérogènes. En outre, les moteurs diesel émettent aussi de l'oxyde d'azote qui conduit, une fois relâché dans l'atmosphère et sous l'effet des UV, à la formation de l'ozone, un gaz très irritant pour les muqueuses des yeux et de l'appareil respiratoire.

#### Depuis quand connaît-on cet impact sanitaire négatif ?

Dans notre laboratoire de biologie cellulaire et de toxicologie, nous avons commencé à travailler sur la toxicité de ces particules il y a une vingtaine d'années, notamment avec Renault, qui s'inquiétait alors du dan-

ger potentiel des diesels. On suspectait déjà des risques cancérogènes. Mais il y a eu longtemps des controverses sur ce point. Au début de leur développement, les diesels étaient présentés comme plus propres, plus «écologiques» car ils émettaient moins de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) que les moteurs à essence. Or le dioxyde de soufre était à l'origine des pluies acides qui, dans les années 80, ont asphyxié certains lacs canadiens et scandinaves et entraîné le dépérissement de forêts en Europe et en Amérique du Nord.

#### Quelles sont les recommandations du Haut Conseil de santé publique ?

Il faudrait réduire les émissions de particules fines jusqu'au seuil fixé par l'Organisation mondiale de la santé, c'est-à-dire 10 microgrammes [µg] par mètre cube pour les particules fines. Or le nouveau seuil européen qui va devenir obligatoire est de 25 µg/m<sup>3</sup>. Pour- tant, c'est bien à la pollution de fond, à la pollution chronique qu'il faut s'attaquer. L'étude européenne Aphekom, menée dans 25 villes, a montré que la pollution atmosphérique urbaine réduit l'espérance de vie des citoyens. En France, à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rouen, Strasbourg, Toulouse et au Havre, on perd de 3,6 à 7,5 mois d'espérance de vie selon la ville. L'étude confirme aussi que les effets de la pollution sont observés au jour le jour, en l'absence même de ces pics de pollution qui n'indiquent qu'un dépassement de seuils réglementaires, et qu'habiter à proximité du trafic routier augmente sensiblement la morbidité ainsi que l'asthme de l'enfant.

Recueilli par ÉLIANE PATRIARCA



#### INTERVIEW

## Dans l'Hexagone, le gazole reste beaucoup moins taxé que l'essence. Fiscalité, la partenaire des particules

En France, la pollution de l'air est subventionnée par l'Etat. Grassement. Le privilège fiscal accordé au diesel, moins taxé que l'essence (environ 20 centimes par litre de moins), coûte 7 milliards d'euros par an aux contribuables. La Cour des comptes s'en étonne. Le kérosène, lui, n'est pas taxé du tout. Bref, la France privilégie le «pollueur payé» plutôt que le «pollueur payeur». Et pointe à la 21<sup>e</sup> place européenne dans la fiscalité écologique rapportée au PIB. Or rien n'indique que le gouvernement ait enfin le cran de s'attaquer à ces niches. Il y a renoncé à l'automne. Et la nouvelle ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, juge – à tort – la fiscalité écologique «punitive». Certes, la nouvelle contribution climat énergie (CCE) entraînera une hausse un peu plus élevée de la fiscalité du gazole par rapport à

celle de l'essence (respectivement +2,4 centimes et +2 centimes) en avril 2015. Un impact infime sur la réduction de l'avantage fiscal... «Il faut engager le rattrapage au rythme de 2 centimes par an, avance Denis Voisin, de la Fondation Nicolas Hulot. Ce qui coûterait 3 euros par mois et par ménage. A compenser par des mesures d'accompagnement, comme une prime à la conversion d'au moins 1000 euros ouverte aux véhicules d'occasion et proportionnelle aux revenus.» Sylvie Caudal, enseignante à Lyon-III et spécialiste de l'environnement, préconise aussi de «proposer en «échange» une baisse d'autres taxes – par exemple sur le travail – ou un mécanisme de crédit d'impôt ou de «chèque vert»». Sur le papier, simple comme un jeu d'enfant. Manque juste le courage politique.

CORALIE SCHAUB

Dès 1999, la mégapole a entrepris de bannir le diesel. Avec succès.

## Tokyo, empire d'essence

L'image a fait la joie des anti-diesel. Derrière les caméras, un homme agite une bouteille remplie d'une substance noirâtre. Shintaro Ishihara a pris ses fonctions à la tête de la métropole de Tokyo en avril 1999 et déclaré la guerre au diesel en août. Si grâce à sa loi sur le contrôle de la pollution de l'air votée en 1968, le Japon est parvenu à réduire les fumées et les suies crachées par les autos et les usines, il peine à chasser les particules fines de ses villes. Tokyo, où se concentrent plus de 13 millions d'habitants, est ceinturée et traversée par des voies, de larges avenues et des autoroutes qui se croisent et se superposent parfois sur trois niveaux.

**Asthme.** Dans les années 90, les autorités découvrent que les diesels sont la principale source d'émission de particules fines et d'oxyde d'azote, alors qu'ils ne représentent que 20% du trafic. La capitale doit aussi faire face à la fronde croissante de collectifs d'habitants qui intentent des procès pour «pollution de l'air» en mettant des malades en avant. En 1998, un jugement établit que les moteurs génèrent asthme, cancers et maladies

respiratoires, et que les victimes peuvent être indemnisées. En pragmatique autoritaire, le gouverneur Ishihara lance la campagne «Dites non aux véhicules diesel» en août 1999, sans attendre le feu vert de l'Etat. Tokyo demande aux entreprises et aux particuliers de ne plus conduire, acheter ou vendre des diesels. Il incite au remplacement de ces derniers par

**Le 1<sup>er</sup> octobre 2003, les autorités commencent la chasse aux véhicules sales. Leurs propriétaires doivent les mettre aux normes ou les changer.**

des véhicules essence et à l'installation de pots catalytiques. Mais la ville ne se contente pas de belles déclarations. En décembre 2000, l'ordonnance pour la préservation de l'environnement est édictée. En appelant à la «coopération des entrepreneurs et des résidents pour que l'air de Tokyo soit de nouveau plus propre», Ishihara présente un catalogue de mesures devant suivre un calendrier serré.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2003, les autorités commencent la chasse aux véhicules sales. Leurs propriétaires doivent les mettre aux normes ou les changer.

Les particuliers ont sept ans pour s'y soumettre. Tokyo a provisionné 1,9 milliard de yens (environ 19 millions d'euros à l'époque) pour subventionner ces adaptations. Les contrevenants s'exposent à une amende de 500 000 yens, avec la menace que leur nom soit divulgué. Entre 2003 et 2011, la ville a délivré 460 interdictions de circulation à des entreprises. Elle installe des caméras et des capteurs, déploie des inspecteurs, organise des débats pour promouvoir transports en commun, véhicules hybrides et légers. Avant de convaincre les préfectures voisines du grand Tokyo (34 millions d'habitants) d'adopter son plan de bataille.

**Souffre.** Dans le même temps, les raffineries sont priées de réduire la concentration de soufre dans le gazole. En deux ans, le taux est divisé par 50 ! Aujourd'hui, la vente de voitures diesel représente moins de 1% du marché au Japon. Les rares diesels en circulation sont récents et propres. Le département de l'environnement de Tokyo est fier d'annoncer que les hauteurs enneigées du mont Fuji, distant de 100 km, sont clairement visibles «plus de cent soixante jours par an».

Envoyé spécial à Tokyo  
ARNAUD VAULIERIN

## SOIRÉE SPÉCIALE SUR FRANCE 3 CE SOIR DÈS 20H45

## HISTOIRE Immédiate

Deux documentaires inédits

### QUE SE PASSE T-IL DANS LA TÊTE DE FRANÇOIS HOLLANDE ?

de Franz-Olivier Giesbert et Laurent Portes

### FRANÇOIS HOLLANDE ET NOUS

d'Anna Cabana et Julien Johan



VOUS ÊTES  
AU BON ENDROIT

france3.fr



francetélévisions

Débat interactif à suivre sur [france3.fr](http://france3.fr)  
Commentez et réagissez [f](https://www.facebook.com/france3) #Hollande



# «Paris a été impliqué avant, pendant et après le génocide»

Par **MARIA MALAGARDIS**  
Envoyée spéciale à Kigali  
Photo **MARTINA BACIGALUPO.VU**

Une chaise vide à l'heure du souvenir. La ministre française de la Justice, Christiane Taubira, n'assistera pas aux commémorations des vingt ans du génocide au Rwanda, prévues aujourd'hui à Kigali. La décision a été prise samedi à Paris, en réaction aux déclarations du président, Paul Kagame, qui a accusé la France d'avoir «participé» au génocide dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique*. Une accusation qui n'est pas nouvelle : c'est aussi ce qu'il a dit lors de l'entretien de deux heures qu'il a accordé à quelques journalistes, dont *Libération*. «La France n'aurait pas dû réagir aussi vivement», déplore hier Bernard Kouchner, venu assister aux commémorations à titre privé. «Avec Sarkozy, nous avons amorcé une vraie réconciliation. On va à nouveau reculer, donner du grain à moudre à tous les négationnistes», souligne l'ex-ministre des Affaires étrangères, qui rejette le terme de «participation». Mais rappelle aussi que «le gouvernement génocidaire a été formé dans l'enceinte de l'ambassade de France en avril 1994», et que «Paris lui a livré des armes jusqu'en août 1994». L'incident diplomatique montre en tout cas que le malaise demeure. Pourtant, au Rwanda, l'absence de Taubira aux commémorations – la France n'étant représentée que par son ambassadeur, Michel Flesch – ne suscite qu'une indifférence désabusée : «Ils ne veulent pas venir ? Tant pis, on s'en fout», déclarait hier, en off, un responsable rwandais. Quant à l'homme fort du pays, il ne mâche pas ses mots.

Quelles sont vos relations avec la France, vingt ans après le génocide ? La France a été impliquée au Rwanda avant et pendant le génocide. Et peut-être même après. Depuis 1994, nos relations sont changeantes : elles se réchauffent, puis sont plus tièdes, et puis ça change encore. Beaucoup de responsables du génocide ont trouvé refuge en France. Désormais, les justes de nos deux pays collaborent, c'est bien. Mais il faudrait que je sois satisfait, simplement parce qu'un premier procès, celui de Pascal Simbikangwa [un ancien officier rwandais jugé, fin mars, par la

cour d'assises de Paris, ndlr], a eu lieu cette année ? Et qu'il été condamné à vingt-cinq ans de prison ? Une seule personne en vingt ans ! La France comme la Belgique ont joué un rôle néfaste dans l'histoire de mon pays, ont contribué à l'émergence d'une idéologie génocidaire. Quand, en France, la justice est si lente, nous ne pouvons pas imaginer que c'est neutre. Dans nos relations avec ces deux pays, notre grille de lecture est forcément liée aux compromissions du passé.

**Comment le Rwanda est-il sorti d'une telle tragédie ?**

Un génocide n'est pas un accident de l'histoire. Nous n'avons pas pu l'empêcher, mais nous l'avons arrêté. Après, il a fallu reconstruire ce pays, créer de nouvelles institutions, promouvoir l'éducation. Faire en sorte d'extirper les racines de la tragédie. Aujourd'hui, le Parlement compte 64% de femmes. En seulement cinq ans, un million d'habitants sont sortis de la pauvreté. Nous avons aussi mis en place une mutuelle de santé dont bénéficient désormais 80% des Rwandais. Le développement est une réalité, mais on ne nous juge jamais sur nos réalisations. On préfère spéculer sur Kagame, les Tutsis, etc.

**Peut-être parce que vous êtes aussi accusé d'avoir mis en place un régime autoritaire...**

## INTERVIEW

## REPÈRES

**«Il est impossible pour nos deux pays d'avancer [...] au détriment de la vérité historique.»**

**Louise Mushikiwabo**  
ministre des Affaires étrangères du Rwanda, hier

Ceux qui, à l'étranger, formulent ces critiques n'ont parfois jamais mis les pieds au Rwanda. C'est toujours le même refrain depuis vingt ans : on nous dit «OK, le Rwanda a fait des progrès impressionnants, mais...» Et il y a toujours ce «mais». Pourtant, la métamorphose du pays n'aurait pas eu lieu sans le soutien populaire. Ce développement, qui impressionne tant à l'étranger, a été accompli par ces Rwandais qu'on prétend privés de liberté, de droit de s'exprimer et qui ont fait preuve d'une énergie incroyable au lendemain de la tragédie pour transformer leur pays. Par ailleurs, je m'interroge : le Rwanda est plus critiqué aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été sous le régime précédent, avant 1994. Ceux qui ont conduit au génocide méritaient donc plus de tolérance ? Le monde extérieur préférerait-il la façon dont le pays dérivait avant 1994 ?

**Vous semblez cependant avoir parfois du mal à accepter les critiques. Le Rwanda ne commet-il jamais d'erreur ?**

Inversons la question : est-ce que la communauté internationale, si prompt à donner des leçons, ne commet jamais d'erreurs ? Comme si elle n'avait pas de responsabilités dans notre tragédie. Pourquoi est-ce qu'on n'écoute pas nos arguments ? Pour la justice, nous avons choisi une voie originale. Il fallait réfléchir à un système qui puisse concilier

besoin de justice et réconciliation, ce sont des objectifs parfois contradictoires. Nous avons décidé de ressusciter les *gacaca* [la justice traditionnelle de village réactualisée après 1994, ndlr]. On nous a dit «ça ne correspond pas aux standards internationaux de la justice». Le Tribunal international pour le Rwanda [TPIR, créé en novembre 1994 à Arusha en Tanzanie] a, de son côté, dépensé 2 milliards de dollars pour juste une cinquantaine de procès. Et c'est ça, le modèle ? **Allez-vous vous représenter en 2017 ?** La Constitution limite ma fonction à deux mandats de sept ans. Je sais qu'il y a des gens qui voudraient que je reste encore au pouvoir. Près de la moitié de la population, 47%, a moins de 18 ans aujourd'hui. C'est à eux qu'il faudra poser la question. J'aurai bien sûr mon mot à dire. Mais le Rwanda vivra un jour sans Kagame. La vraie question n'est pas «si», mais «quand» je partirai...

**Récemment, vous avez aussi été soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat d'un de vos opposants, et ancien camarade de lutte, tué en décembre à Johannesburg, en Afrique du Sud...**

Le soir même où cet homme a été tué, le Rwanda a tout de suite été accusé. Avant même de savoir précisément ce qui s'est passé. L'enquête en Afrique du Sud prouvera que le Rwanda n'est pas derrière la mort de Patrick Karegeya. Mais ne comptez pas sur moi pour faire semblant d'être triste ou pour faire son deuil. Car de qui s'agit-il ? D'opposants innocents qui ne feraient rien de mal ? Nous savons que ces gens-là essayent, depuis l'Afrique du Sud, de déstabiliser le Rwanda.

**Certains de vos propos ont semblé cautionner ce meurtre...**

J'ai dit que ceux qui menacent le Rwanda, tuent des gens ici et se mettent à l'abri dans un pays étranger, seront redevables de leurs actes. Et je le répéterai encore. La sécurité du Rwanda n'est pas négociable.

**Finalement, vingt ans après le génocide, vous êtes toujours en guerre ?**

La guerre, nous l'avons déjà faite en 1994, lorsque nous avons arrêté le génocide. Mais il y a plusieurs sortes de guerres, pour le Rwanda comme pour l'Afrique, ce continent qui reste négligé et qui doit accepter ce qu'on décide à sa place. ◀

# 10 000

**victimes par jour durant les trois mois du génocide d'avril à juillet 1994.** Entre 800 000 et un million de Rwandais, en majorité tutsis, ont perdu la vie.





Le gouvernement français annule la venue de Christiane Taubira au Rwanda.

## Entre Paris et Kigali, la régression

Paris n'a rien vu venir. La semaine dernière, François Hollande s'était brièvement entretenu avec son homologue rwandais à Bruxelles, en marge du sommet réunissant les dirigeants européens et africains. «*L'ambiance était au beau fixe*», dit un témoin. La participation de la garde des Sceaux Christiane Taubira aux commémorations du vingtième anniversaire du génocide à Kigali semblait appréciée par les autorités locales. «*Elle est l'une des dirigeantes françaises les mieux perçues par les Rwandais*, souligne un responsable à Paris. *Chaque année, Taubira participait aux commémorations organisées en France par les associations.*» Mais son déplacement d'aujourd'hui a été annulé par le gouvernement français.

Le coup est d'autant plus rude pour la garde des Sceaux que, dans son entretien à *Libération*, Paul Kagame stigmatise les lenteurs de la justice française face aux génocidaires présumés réfugiés sur son sol (*lire ci-contre*). Pourtant, assure un proche de François Hollande, Paris met les bouchées doubles : «*Les autorités de Kigali ont connaissance des nombreux dossiers sur lesquels travaille actuellement le pôle génocide du tribunal de Paris.*»

La séquence de ce week-end ramène les deux pays dix ans en arrière. En avril 2004, le secrétaire d'Etat Renaud Muselier, qui représentait la France aux commémorations de Kigali, avait quitté le stade où se déroulait la cérémonie après que Paul Kagame eut, déjà, mis en cause directement Paris dans la préparation et la participation au génocide. «*On avait anticipé la possibilité que l'histoire se répète lors du discours de Kagame*», confie un diplomate. Mais pas que le chef de l'Etat rwandais anticiperait sur la cérémonie elle-même...

Alors que les deux pays coopèrent en bonne intelligence au Mali et en République centrafricaine (*lire Libération de ce week-end*), les propos de l'homme fort de Kigali apparaissent comme un coup d'arrêt au processus de réconciliation entamé par Nicolas Sarkozy après son élection. Voir comme une régression. «*Ils démontrent une chose : tant que Kagame sera au pouvoir à Kigali, une normalisation complète des relations entre nous sera compliquée*», relève un proche du dossier à Paris. Ces accusations laisseront des traces. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères en 1994, a enjoint le chef de l'Etat à «*défendre l'honneur*» de la France, de ses militaires et de ses diplomates. Les vétérans de l'opération Turquoise ne vont pas tarder à remonter au front médiatique.

Mais peut-être est-ce là l'objectif visé par le pouvoir de Kigali, pense l'ancien ministre de la Défense Paul Quilès. Ce dernier rappelle que le Rwanda est en difficulté sur la scène internationale : Américains et Britanniques, alliés traditionnels de Kagame, ne dissimulent plus leurs critiques sur son rôle déstabilisateur en république démocratique du Congo, tandis que Pretoria l'a carrément accusé d'être derrière l'assassinat d'opposants réfugiés en Afrique du Sud. Cette nouvelle polémique a, en tout cas, occulté la visite ce samedi à Bangui de Ban Ki-moon, le patron de l'ONU, où il a déclaré devant les parlementaires : «*La communauté internationale a fait défaut aux Rwandais il y a vingt ans. Et nous risquons de ne pas en faire assez pour les Centrafricains aujourd'hui.*»

THOMAS HOFNUNG

**VU DE BERLIN**Par **NATHALIE VERSIEUX**

## L'Allemagne cherche à calmer la fureur de Vladimir Poutine

Après plusieurs jours de vive polémique avec Moscou, Berlin a tenté de désamorcer le conflit sur les propos prêtés au grand argentier allemand. Et de publier une mise au point, en fin de semaine, signée du porte-parole du gouvernement. «Il est indiscutable que l'ensemble des membres du gouvernement sont parfaitement conscients des énormes souffrances, des horreurs indescriptibles infligées pendant la Seconde Guerre mondiale au peuple russe au nom de l'Allemagne...» Selon la presse, Wolfgang Schäuble (CDU) aurait comparé, lors d'une rencontre avec des lycéens de Berlin lundi dernier, l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine à celle des Sudètes par Hitler en 1938. Cette annexion avait marqué le début des hostilités de la Seconde Guerre mondiale, qui entraînera la mort de 20 millions de personnes en Union soviétique, où les forces spéciales de Hitler firent preuve d'une grande bestialité.

Le vétéran du gouvernement allemand est coutumier des propos provocateurs. Il s'était notamment attiré la colère des Grecs en critiquant leur calendrier électoral et en comparant le pays à un «puits sans fond». Mais cette fois, Berlin a mis une énergie particulière à amenuiser l'affaire. Schäuble, invité à participer à un débat télévisé pour s'expliquer, a démenti ces propos. Le ministre allemand des Affaires

étrangères, Frank Walter Steinmeier, interrogé sur l'opportunité d'une telle comparaison, a fait part de ses réticences. Angela Merkel, questionnée elle aussi sur le faux pas présumé de son ministre, a pris ses distances, assurant «avoir suffisamment à faire avec l'annexion de la Crimée, qui est clairement une entorse au droit international».

Mais il en faudrait davantage pour apaiser les Russes. En pleine crise ukrainienne, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a fait part de sa désapprobation à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou. «Nous jugeons provocateurs les rappels pseudo-historiques du ministre allemand, a déclaré Sergueï Lavrov à l'issue de la rencontre. Les analogies qu'il s'autorise sont des manipulations grossières des événements et des faits historiques.» Et d'ajouter que Wolfgang Schäuble devait «rendre des comptes» à Moscou après de tels propos. La violence des débats en Allemagne souligne la fragilité des relations germano-russes, toujours fortement affectées par le passé. Les néocomunistes de Die Linke sont les seuls à avoir ouvertement critiqué, au Bundestag, les réactions occidentales dans la crise ukrainienne, soulignant ainsi la quasi-impossibilité pour les autres partis allemands – notamment le SPD ou les Verts – de former un jour une coalition avec Die Linke. ◆

**L'HISTOIRE**

### À ZÜRICH, UN IMMEUBLE CONÇU POUR LES HYPERSENSIBLES

Interdiction de fumer, de se parfumer, d'utiliser son téléphone portable... autant de règles à suivre si l'on souhaite vivre ou visiter un immeuble pour hypersensibles qui vient d'être construit à Zurich, avec l'aide financière de la ville. Le bâtiment comporte un espace commun équipé d'un filtre purifiant l'air. Dans la quinzaine d'appartements, demeurent des personnes atteintes du syndrome d'hypersensibilité chimique (MCS), qui serait causé par une intolérance à des produits chimiques: lotions, lessives, laques pour cheveux, peintures. L'hypersensibilité peut aussi être électromagnétique, provoquée par les différentes ondes que dégagent les équipements électroniques sans fil. Les résidents ne sont pas pour autant isolés du monde, puisqu'ils disposent d'une ligne téléphonique traditionnelle. Peu reconnu par la médecine classique, le syndrome affecte 5 000 personnes en Suisse.

**RETOUR SUR** LE CRASH DU VOL DE LA MALAYSIA AIRLINES

## MH370: le mystérieux signal bientôt analysé

Signal ou pas signal? Des avions et des navires participant aux recherches du vol MH370 de la Malaysia Airlines convergeaient hier vers la zone où un signal sous-marin aurait été détecté par un bâtiment chinois. Il s'agit désormais de vérifier que ce signal acoustique provient des boîtes noires du Boeing 777 qui s'est vraisemblablement abîmé dans l'océan

le 8 mars avec 239 personnes à bord. L'Australie a par ailleurs annoncé qu'une nouvelle analyse des données satellites confirmait la zone de recherche dans la partie sud de l'océan Indien. La fréquence détectée samedi par le bateau chinois se situait dans cette partie prioritaire des recherches. Mais les autorités australiennes et chinoises se montraient toujours

extrêmement prudentes, hier, estimant que le signal pourrait émaner d'une pollution sonore sans rapport avec l'avion. De nouveaux navires britannique et australien détecteurs de boîtes noires faisaient route vers le point supposé de la captation des fréquences. Le temps presse, car les boîtes n'émettent que durant un mois environ. **S.Etr**

## La leçon de démocratie des électeurs afghans

**PRÉSIDENTIELLE** La participation au scrutin de samedi dépasserait les 50% en dépit des menaces des talibans.



Un bureau de vote à Hérat (dans le nord-ouest du pays), samedi. PHOTO AREF KARIMI/AF

Les Afghans ont voté. Et ils l'ont fait massivement au premier tour de la présidentielle de samedi alors que bien des observateurs estimaient que les électeurs, terrorisés par les menaces des talibans, et écœurés par la corruption systématique du gouvernement sortant, le népotisme et les magouilles des seigneurs de guerre, allaient fuir les urnes. La participation à ce scrutin présidentiel, première passation de pouvoir en Afghanistan d'un président démocratiquement élu à un autre, pourrait dépasser largement les 50%, ce qui serait largement supérieur à celle de la précédente en 2009 (30%).

«C'est comme si mes rêves devenaient réalités, s'est exclamée Shukria Barakzai, l'une des députées emblématiques du Parlement afghan. Ce fut une fantastique baffe à la figure des ennemis de l'Afghanistan, un bon coup de poing dans la tête de ceux qui croient que l'Afghanistan n'est pas mûr pour la démocratie.»

Le premier enjeu de l'élection, qui doit désigner parmi huit candidats le successeur de Hamid Karzaï à quelques mois du retrait de la coalition internationale organisée par l'Otan, était effectivement la participation. On pouvait craindre qu'elle soit limitée, les talibans ayant promis de terroriser le processus électoral. Or, leurs menaces n'ont pas suffi à décourager les 7 millions d'électeurs – au point que certaines villes ont manqué de bulletins de vote – y compris du côté des femmes, très présentes. Dans les campagnes, en revanche, plus soumises à la pression des insurgés, la participation est plus difficile à évaluer. Cette participation, le président sortant, Hamid Karzaï, qui ne pouvait postuler pour un troisième mandat, l'a

qualifiée d'«énorme», signe que le pays a franchi «une nouvelle étape vers la paix et la stabilité». On est loin d'en être là, mais force est de constater que les attaques des insurgés, responsables en douze ans de la mort d'au moins 16 000 civils et de milliers de soldats et policiers, ont été moins nombreuses et meurtrières que prévu. D'où l'autosatisfaction du directeur des services secrets afghans, Rahmatullah Nabil, qui a affirmé que ses forces avaient déjoué la «majorité» des attaques ennemies. Même appréciation du secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen: «Il s'agit d'élections véritablement menées par les Afghans, dont la sécurité a été assurée par les Afghans, pour l'avenir des Afghans.» La volonté de tourner la page Karzaï a dû aussi compter parmi les motivations des électeurs.

**JEAN-PIERRE PERRIN**

**LES GENS**

### MOUSSA MARA, NOUVEAU PREMIER MINISTRE MALIEN

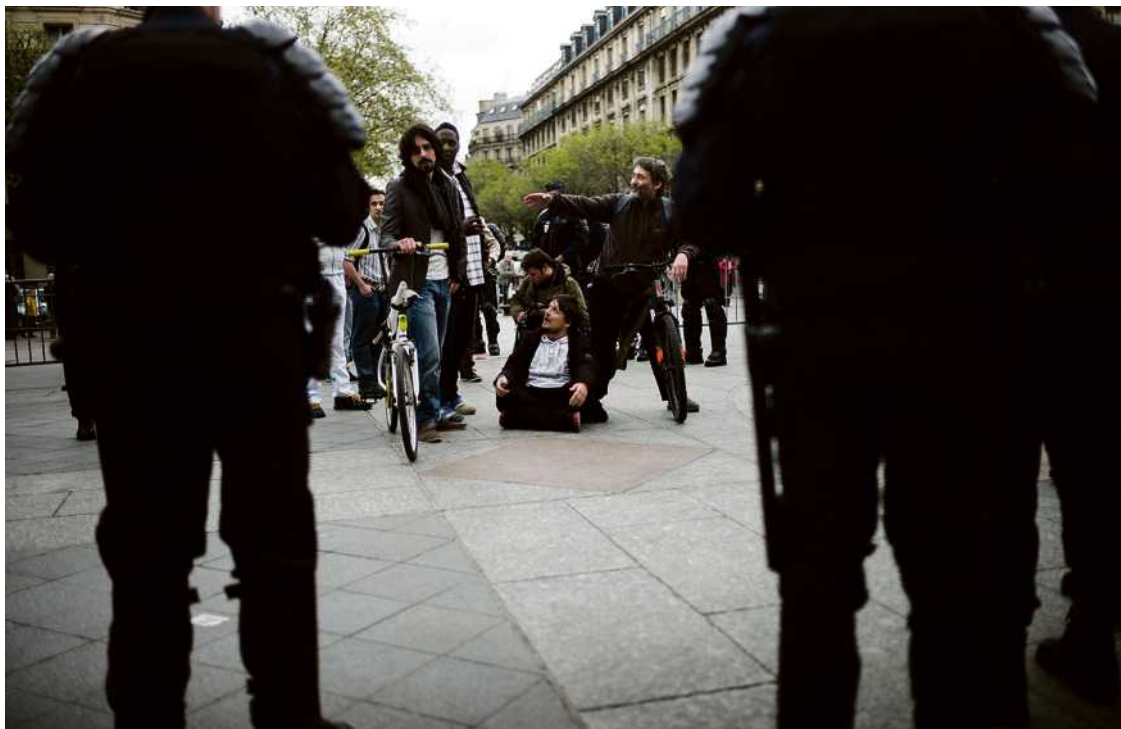
Moussa Mara, 39 ans, a été chargé, hier, de constituer un nouveau gouvernement au Mali. Ce comptable, maire d'une commune de la capitale, Bamako, avait été candidat au premier tour de la présidentielle de l'été 2013 contre l'actuel président Ibrahim Boubacar Keita (IBK). Il n'avait récolté que 1,5% des voix sous la bannière de son mouvement, Yelega («changements» en bambara). Il était jusqu'à présent ministre de l'Urbanisme et de la politique de la Ville dans le gouvernement de Oumar Tattam Ly auquel il succède. Le Premier ministre Ly n'a donné aucune raison à sa démission, sept mois après sa nomination, alors qu'il s'était engagé à «redresser et à réconcilier le Mali». Avant l'intervention française de janvier 2013 (toujours en cours), le nord du pays avait été le théâtre d'une offensive des rebelles touaregs rapidement supplantés par des groupes islamistes liés à Al-Qaeda. Ce conflit a ravivé les tensions entre communautés touaregs, arabes et noires.

PHOTO AFP

# 48%

C'est le score du Fidesz, le parti conservateur populiste de Viktor Orbán, arrivé en tête du premier tour des élections législatives hongroises.





Devant l'Hôtel de ville de Paris, hier. Dans la capitale, une vingtaine de personnes seulement se sont mobilisées pour Jour de colère 2.

# Le grand flop de Jour de colère «saison 2»

L'agrégat de groupuscules d'extrême droite, hostile au «système», a fondu, et a rassemblé au total quelques centaines de manifestants.

Par **WILLY LE DEVIN**  
Photo **ALBERT FACELLY**

La scène est pathétique. Hier, en début d'après-midi, une quinzaine de jeunes se pointent devant l'Hôtel de ville de Paris. Ils sont là pour «la saison 2» de Jour de colère, cet agrégat de groupuscules d'extrême droite, hostile «au système», et bien décidé à surfer sur le mécontentement sorti des urnes aux élections municipales avec la poussée du Front national. Vers 14 h 30, comprenant qu'ils ne seront pas plus d'une vingtaine, ils passent à l'action. L'un extrait un ananas maigrichon de son sac à dos, pendant qu'un autre «glisse

des quenelles». Les CRS se déploient, observent, puis les encerclent. L'organisateur, comprend alors que la fin de partie est proche et se met à supplier les forces de l'ordre de ne pas interpellier ses «potos parce qu'ils ne feraient pas de mal à une mouche et que cela relève chez eux de la psychiatrie...»

Le must? Un petit brun chétif, «électeur de Gollnisch», aux poches remplies d'œufs. Parti pour les «splasher» contre la façade de la mairie, il se ravise face au déploiement policier : «Déjà ce matin, quand j'ai vu qu'on n'était que 50 dans l'événement Facebook, je me suis fait une omelette avec. Bon bah, je vais manger les autres!» En province, Jour de colère 2 a éga-

lement accouché d'une souris : à peine 50 personnes samedi à Dijon, une douzaine le même jour à Toulouse, une grosse centaine à Montpellier et à Lille. Seul Lyon a réussi à rassembler plusieurs centaines de personnes (lire nos reportages sur [Libération.fr](http://Libération.fr)). A mille lieux néanmoins des 17 000 «colériques» qui avaient marché sur la Bastille le 26 janvier.

## POURQUOI JOUR DE COLÈRE 2 N'A PAS FONCTIONNÉ ?

Pour de simples raisons logistiques d'abord. En janvier, les principales forces du mouvement étaient invitées à converger vers Paris. La perspective de semer le trouble en plein cœur de la capitale était irrésistible et nombreux ont été ceux

ayant répondu à l'appel. Cette fois-ci, les organisateurs, parmi lesquels Alain Soral, leader de l'association politique Egalité et Réconciliation, Yvan Benedetti, ex-numéro 1 de l'Œuvre française, un mouvement pétainiste dissout après l'affaire Méric, et Alexandre Gabriac, chef de file des Jeunesses nationalistes, ont opté pour des cortèges décentralisés dans 8 villes de province : Caen, Nantes, Lille, Dijon, Montpellier, Lyon, Toulouse et Bordeaux. Une idée loin d'être lumineuse pour Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques (Orap) à la Fondation Jean-Jaurès : «Les mobilisations fractionnées comportent toujours le risque d'une évaporation, a fortiori pour Jour de colère, qui est

un pot-pourri de groupuscules divers.»

Outre le nombre de mobilisés, c'était là l'autre inconnue de Jour de colère 2 : les différentes mouvances, plus unies par ce qui les oppose à «la dictature socialiste» que par ce qui les rassemble, allaient-elles à nouveau battre le pavé ensemble ? La réponse est clairement non.

En janvier, le Printemps français, frange la plus intégriste de la Manif pour tous, avait apporté un gros tiers des troupes – les deux autres tiers étant les soralo-dieudonistes. Or, depuis, son égérie, Béatrice Bourges, s'est laissée aller à quelques délires mystiques : personne n'a vraiment compris le sens de sa grève de la faim, initiée au même moment, dont le but n'était rien moins que le départ de François Hollande de l'Elysée ! En outre, sa proximité avec les milieux catholiques traditionalistes, peu appréciés de l'ultradroite, a conduit à son abandon en rase campagne.

## LA NOMINATION DE VALLS À MATIGNON N'AURAIT-ELLE PAS DÙ ATTISER LE MOUVEMENT ?

En théorie, oui. L'ex-pensionnaire de Beauvau suscite un rejet épidermique dans ces franges de l'extrême droite. Elles lui reprochent son autoritarisme, un sionisme supposé – et donc une islamophobie latente – ou son côté libéral. En sus, Manuel Valls aurait pu payer la croisade qu'il a menée pour faire interdire les spectacles de Dieudonné, véritable héraut de ces milieux. Sur les réseaux sociaux, l'appel à la mobilisation de ce week-end était d'ailleurs accompagné d'une photo du Premier ministre barré d'un «Dégage». Pourtant, il n'en fut rien. D'après Jean-Yves Camus, «Manuel Valls a démontré qu'il était prêt à aller au combat contre ces groupes. Certains ont probablement craint de nouvelles dissolutions.»

## Y AURA-T-IL UN JOUR DE COLÈRE 3 ?

Rien n'est moins sûr. L'éclatement du mouvement semble irrémédiable. Toutefois, une figure monte : celle de Farida Belghoul. Cette ancienne militante de la Marche des Beurs a grandement contribué à propager des rumeurs selon lesquelles l'ex-ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, voulait introduire la «théorie du genre» à l'école. Du pain béni pour ces rétrogrades. Cette semaine, Farida Belghoul a été invitée à s'exprimer devant les monarchistes de l'Action française, l'un des plus anciens groupuscules d'extrême droite fondé en 1898 !

## REPÈRES

### UNE DYNAMIQUE PLOMBÉE

Présents le 26 janvier pour Jour de colère 1, des mouvements, tels Civitas, le Printemps français, ou le Parti de l'In-nocence de l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus, étaient absents hier.

# 17 000

Le nombre de manifestants présents le 26 janvier pour «Jour de colère 1». Ce week-end ils furent à peine plus 600 dans huit villes.

Jour de colère a récupéré des militants hostiles aux études de genre (qui, comme leur nom l'indique, sont des études et non une théorie). Elles se penchent sur ce qui définit le masculin et le féminin d'un point de vue social, psychologique, historique... Sans nier, les différences biologiques.

## «Hollande démission, Taubira à Cayenne»

Un manifestant présent dimanche dans le rassemblement lyonnais de Jour de colère 2, qui a mobilisé à peine 300 personnes

Philippe Grandcoing et Vincent Brousse, historiens, sur la victoire surprise de la droite à Limoges :

# «La notion de “ville de gauche” pèse de moins en moins dans les choix politiques»

Recueilli par **JULIE CARNIS**  
Correspondante à Limoges

**L**e 30 mars, Limoges a basculé à droite après cent ans de socialisme. Un séisme local devenu l'emblème national de la débâcle de la gauche. Les historiens Philippe Grandcoing et Vincent Brousse, auteurs d'une cartographie de la sociologie électorale de la ville depuis 2001, en expliquent les causes.

**Le basculement de Limoges ne vous a pas surpris. Pourquoi ?**

**Vincent Brousse :** A l'origine il y a l'intuition du géographe Thierry Moreau. Après le score historiquement bas du PS au premier tour, nous savions que l'élection se jouerait sur un faible écart. Cette

## INTERVIEW

cartographie nous a permis de matérialiser une bascule possible due au triple décrochage du PS dans le centre-ville qui se droitise, dans les quartiers périphériques qui se frontisent et dans les quartiers pavillonnaires où le PS reflue. A Limoges, ce recul de 26 points entre 2008 et 2014 a un sens politique très fort, perceptible dès les cantonales de 2011. Le FN avait alors enregistré 30% des voix dans les quatre quartiers populaires, les zones de force de la gauche. Dès alors nous n'avons eu de cesse de mettre en garde sur l'évolution d'une ville qui se clivait, qui se paupérisait et qui se ghettoisait. «Ghetto du gotha» d'un côté et quartiers à fort taux de chômage de l'autre.

**Les vaincus ont invoqué le contexte national.**

**Philippe Grandcoing :** C'est en partie exact. Mais l'essentiel s'est joué ailleurs, dans les grands ensembles hérités des années 60-80. Le vote de gauche s'y effondre. Alors qu'en 2008 la liste socialiste y dépassait les 60%, six ans plus tard, elle oscille entre 33% et 40%. Il est clair qu'une partie de l'électorat populaire, aux conditions de vie dégradées, a sanctionné les sortants. C'est dans ces mêmes quartiers que l'abstention et le vote FN sont les plus forts.

**Selon le PS, la droite a aussi gagné grâce au FN. Est-ce si simple ?**

**V.B. :** C'est vrai mais insuffisant. Vrai car on peut penser que l'essentiel des 2300 voix qui manquent au FN au second tour est allé sur la liste de droite. Particulièrement dans les quartiers chics, mais aussi dans les quartiers populaires. A la Bastide, le vote FN recule de 8 points, la liste de droite progresse de 10. Pour autant, la progression UMP-UDI est de plus de 5100 voix.



Le candidat UMP Emile-Roger Lombertie (au centre) après sa victoire le 30 mars à Limoges. PHOTO THOMAS JOUHANNAUD, «LE POPULAIRE DU CENTRE», MAXPPP

Il y a donc des votes pris dans l'abstention et à gauche. Au second tour, cette dernière baisse en terme de voix, plus encore en pourcentage. La gauche devrait s'inquiéter de son incapacité à reconquérir ce vote protestataire, particulièrement dans les quartiers populaires.

**Comment expliquez-vous le score du FN au premier tour tout aussi dé-**

**routant à Limoges ?**

**P.G. :** Il y a certes des facteurs nationaux, comme le discours social du FN. Mais d'autres éléments jouent à plein localement. D'abord, le sentiment d'insécurité certainement sous-estimé par la municipalité. Or, ce n'est pas parce que l'insécurité reste faible par rapport à d'autres villes qu'elle n'est pas en


forte croissance. En ce domaine, ce qui compte, c'est le sens de la courbe et non la valeur absolue des chiffres ! S'y ajoute le fait que l'action sociale menée depuis un siècle (logements sociaux, loisirs populaires, action culturelle) semble aujourd'hui dérisoire, voire inappropriée, au regard du chômage de masse qui s'installe. Il ne faut pas négliger, enfin, un phénomène socio-culturel dont la municipalité n'a pas pris la mesure. Les identités collectives se délitent, du fait du renouvellement des générations, de l'arrivée de nouveaux habitants et de l'individualisme croissant. La notion même de «ville de gauche» pèse de moins en moins dans les choix politiques. On l'a vu au second tour où c'est l'électorat de droite qui a le plus voté !

**Cette percée du FN doit-elle être prise au sérieux ?**

**V.B. :** Cantonales de 2011, présidentielle de 2012 et ces municipales, avec une courbe ascendante jusqu'à 17%. A Limoges, le socle du FN semble être autour de 11% des exprimés. La liste Bleu Marine est arrivée en tête du premier tour dans trois bureaux, tous dans des quartiers populaires, les plus jeunes, les plus en périphérie. C'était inconcevable dans cette ville il y a cinq ans !

Difficile de faire de la prospective, mais les comportements de l'électorat limougeaud se sont, en une fois, considérablement nationalisés. Et le vote FN est bien devenu une composante de l'expression d'une partie des habitants. C'est un vrai défi pour la droite de gouvernement et la gauche ébranlée. La droite obtient une victoire fragile avec une majorité hétéroclite.

**Ce changement du rapport de force est-il durable ?**

**P.G. :** La liste de droite a recueilli un peu plus de 27% des voix... des inscrits ! C'est dire si elle doit convaincre, en particulier dans l'électorat populaire qui est plus tenté par le vote contestataire ou l'abstention. Sa victoire est en partie due au report centriste. Inversement, la gauche a pâti d'une faible mobilisation. En outre, la différence entre gauche et droite est de moins de 600 voix, dans une ville de 138 000 habitants. Autant d'éléments qui laissent le jeu très ouvert. Une partie de l'électorat limougeaud a sans doute aussi exprimé un désir d'alternance, par lassitude à l'égard d'une équipe ancienne et une gouvernance perçue comme sclérosée. En ce sens, c'est une attente démocratique qui s'est exprimée et que la droite ne devra pas décevoir. 

## REPÈRES

**«Il y a [...] un maire qui sollicite l'élection de trop. Mais Limoges, à 89 km de Tulle, c'est aussi un signe de cette sanction nationale.»**

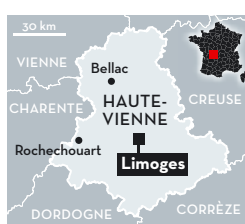
François Hollande

10

**communes comptant plus de 100 000 habitants ont été perdues par la gauche** aux municipales. La droite détient aujourd'hui 22 de ces 41 villes, dont les symboliques Toulouse, Reims ou Saint-Etienne.

45,07%

**C'est le score d'Emile Lombertie (UMP) au second tour de la municipale de Limoges** face au maire PS sortant, Alain Rodet (43,81%), et au candidat FN, Vincent Gérard (11,10%).





## LES GENS



## MANUEL VALLS PRÉPARE SON GRAND ORAL

Débuts ardu pour Manuel Valls. Le Premier ministre prononcera demain son discours de politique générale. Il s'agit d'un «discours important, il faut que je me l'approprie», confirmait hier dans le *Journal du dimanche* l'intéressé, qui promet du «concret», à l'image de son mentor, Michel Rocard, en 1988. Dans la foulée, Manuel Valls engagera la responsabilité de son gouvernement devant une majorité fragilisée. Tout juste sortis de l'exécutif, les écologistes ne voteront «pas contre», a assuré samedi le sénateur Jean-Vincent Placé. Mais ils pourraient décider de s'abstenir. Par ailleurs, une centaine de députés issus de plusieurs sensibilités du PS - aile gauche du parti, aubryistes, Gauche populaire - ont envoyé au Premier ministre un texte pour que soit mis fin aux «politiques d'austérité qui ont enfoncé l'Europe dans la récession». De quoi, assurément, animer le débat à l'Assemblée, où le PS ne dispose que d'une courte majorité. PHOTO AFP

**«Je ne veux pas [...] que la cause de l'environnement, que la cause de l'écologie, se résume à des impôts supplémentaires.»**

**Ségolène Royal**  
ministre de l'Ecologie,  
invitée hier au Grand Jury  
RTL-LCI-le Figaro

## Jean-Louis Borloo se décentre

**OPPOSITION** Le patron de l'UDI a annoncé hier que, pour des raisons de santé, il quittait la vie politique.



Jean-Louis Borloo au premier conseil de l'UDI, le 15 juin à la Défense. PHOTO ALBERT FACELLY

Une décision surprise mais un peu attendue. Hier, dans une lettre adressée aux membres du comité exécutif de l'UDI, son président, Jean-Louis Borloo, également à la tête du Parti radical valoisien, annonce son retrait définitif de la vie politique ainsi que l'abandon de son mandat de député.

«Je n'ai pas en l'état toute l'énergie nécessaire pour remplir concrètement mes responsabilités. J'ai donc décidé de laisser la place libre à celles et à ceux qui vont prendre le relais. J'ai donc décidé de mettre un terme à mes fonctions et à mes mandats», écrit l'ancien ministre de l'Ecologie de Nicolas Sarkozy après s'être félicité du score de sa formation aux municipales. Mais «le calendrier politique s'impose à moi, je dois donc clarifier ma situation», ajoute-t-il. D'autant que les cen-

tristes réunis au sein de l'Alternative, les retrouvailles du Modem de François Bayrou et de l'UDI, lancent conjointement, aujourd'hui à Paris, leur campagne pour les européennes.

En retrait de la politique depuis janvier à cause de graves problèmes de santé, une pneumonie aiguë suivie d'une septicémie, Borloo avait laissé les rênes de l'UDI à ses trois lieutenants : Yves Jégo, député-maire de Montebello-Fault-Yonne (Seine-et-Marne), Jean-Christophe Lagarde, député-maire de Drancy (Seine-Saint-Denis) et l'ex-ministre de la Défense Hervé Morin, président du «Parlement» du parti. Il préconise la mise en place d'une présidence par intérim et la tenue d'un congrès à la fin de l'année.

L'UDI, qui a déjà été le jouet de rivalités internes, pourrait de nouveau traverser une

zone de turbulences. Jusqu'à présent, Jean-Louis Borloo s'en était fait le ciment, et le leader incontesté. La naissance de l'Alternative doit beaucoup à la volonté du député de Valenciennes de réunir «toutes les chapelles éclatées du centre». La tête de ce conglomérat devrait échoir à François Bayrou, en position de force depuis son élection à la mairie de Pau.

Agitateur d'idées aussi brouillon que bouillonnant, ancien maire de Valenciennes à la période la plus noire de la ville, Jean-Louis Borloo, ministre de la Ville, a lancé un plan de rénovation urbaine d'une envergure exceptionnelle et a été à l'initiative du «Grenelle de l'environnement». Son retrait va entraîner une législative partielle dans le Nord où, lors des municipales, la gauche a essuyé quelques revers.

CHRISTOPHE FORCARI

## BILLET

Par MATTHIEU ÉCOIFFIER

## Les verts dans le vide

La fable de la sortie des Verts du gouvernement est «ubuesque», a ironisé hier Julien Dray. Vu de l'extérieur, disons des rangs du peuple de l'écologie qu'Europe Ecologie-les Verts ambitionnait de représenter, la décision de Cécile Duflot et Pascal Canfin de jeter l'éponge verte à la tête de Valls paraît, il est vrai, totalement absurde. Après avoir avalé les couleuvres sociales-démocrates dans le gouvernement Ayrault pendant vingt-deux mois, c'est au moment où le maître corbeau social-libéral était prêt à leur lâcher un beau fromage écolo que le renard vert s'en est allé. Pas pour faire affaire avec Mélenchon, non, juste pour être un parti de gouvernement... hors du gouvernement, a-t-on appris ce week-end. Que les deux ministres aient verrouillé le débat en interne avec leur annonce unilatérale laissera des traces comme le conseil fédéral houleux de samedi

en témoigne. Une majorité de cadres intermédiaires les soutient. On peut y voir un beau coup tactique pour se démarquer d'un exécutif sanctionné dans les urnes et redonner à Duflot en voie de voyantisation une virginité en vue de 2017. D'autres y verront un sale coup pour l'écologie. Hier, le Premier ministre a confirmé, non sans perfidie, ses alléchantes propositions : «grand ministère de l'Ecologie», «collégialité de l'équipe». Mardi, il était allé plus loin en s'engageant auprès de la délégation EE-LV à abandonner Notre-Dame-des-Landes et surtout à inscrire dans la loi sur la transition énergétique votée avant l'été la réduction de la capacité nucléaire «installée», soit la fermeture d'autres centrales après celle de Fessenheim, objet d'un furieux bras de fer en coulisses avec EDF. Les associations comme les électeurs pour qui faire avancer l'écologie est une priorité en seront pour leur frais.

## QUESTIONS À JULIEN DURAND

CANDIDAT AUX EUROPÉENNES EE-LV DANS L'OUEST

## «Témoigner de la lutte contre Notre-Dame-des-Landes»



Julien Durand, 67 ans, paysan à la retraite et figure de la lutte contre le projet nantais d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a accepté la proposition de l'eurodéputé Yannick Jadot, candidat d'Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) dans l'Ouest d'être présent sur sa liste.

► **Pourquoi vous présenter aux européennes sur la liste d'EE-LV?** Je suis producteur de lait à la retraite et militant à la Confédération paysanne. J'ai accepté la proposition de Yannick Jadot pour témoigner dans cette campagne de la lutte contre Notre-Dame-des-Landes et tous les grands projets d'infrastructures dévoreurs d'espace agricole et d'argent public. Je serais en position non éligible. EE-LV nous a épaulés depuis le début sans réserve. L'action politique est, avec l'action citoyenne et juridique, l'un des trois piliers de notre combat.

► **La clé de l'abandon de Notre-Dame-des-Landes est politique?** Il y a encore quatre recours juridiques en cours. Mais l'abandon de ce projet ne peut s'acter que par une décision forte de l'exécutif. Les associations ont demandé un rendez-vous avec Ségolène Royal [ministre de l'Ecologie, ndlr], on verra si elle maintient sa position pour un moratoire avant l'abandon définitif, qui est notre objectif.

► **Jean-Marc Ayrault, grand promoteur du projet d'aéroport, est de retour dans son fief. C'est bon signe?** Nous ne sommes pas contre un homme mais contre un grand projet inutile. La direction générale de l'aviation civile a reconnu que l'aéroport actuel de Nantes pouvait être conservé et amélioré.

Recueilli par M.É.



## RETOUR SUR L'ENDETTEMENT DE L'UMP ET L'AFFAIRE BYGMALION

## Copé à l'offensive avec une calcullette

Après la vague bleue, l'heure des comptes. Jean-François Copé, président de l'UMP, présentera mardi son rapport sur la situation financière du parti, dont il assure qu'il fera litière des accusations de surendettement et de favoritisme qui pèsent sur lui. «La dette nette de notre parti est de 24,1 millions d'euros, soit beaucoup moins qu'après la présidentielle

de 2007, et pas du tout de 96 millions», a expliqué au *Journal du dimanche* l'élus de Meaux, inquiet par une enquête préliminaire. «Je montrerai aussi que la fausse accusation de favoritisme est diffamatoire, car les partis politiques ne sont pas soumis aux codes des marchés publics. Ils choisissent de travailler avec des prestataires compétents et loyaux», a-t-il ajouté en allusion à Bygmalion,

société de communication et d'événements fondée par deux de ses proches. François Fillon a, pour sa part, redemandé début avril, lors du comité politique hebdomadaire de l'UMP, la mise en place d'un comité de supervision des comptes du parti... Une façon de mettre un bâton de plus dans la roue de son meilleur ennemi. W.L.D.

**LES GENS**

**EMMANUEL GIBOULOT,  
VITICULTEUR BIO EN  
ATTENTE DE JUGEMENT**

Le tribunal de grande instance de Dijon rend aujourd'hui sa décision à l'encontre d'Emmanuel Giboulot, un viticulteur bio de Côte-d'Or, qui a refusé de traiter ses ceps contre une maladie, la flavescence dorée (*lire Libération du 22 février*). A l'audience du 24 février, une amende de 1000 euros, pour moitié avec sursis, avait été requise contre l'exploitant, qui cultive 10 hectares de côte-de-beaune et hautes-côtes-de-nuits en biodynamie. La représentante du parquet, Jeanne Delatronchette, avait fustigé le non-respect «*par choix idéologique*» de l'arrêté préfectoral imposant de traiter, en 2013, les vignes de Côte-d'Or contre la flavescence dorée. Cette maladie mortelle pour la vigne et très contagieuse, apparue en 1949 dans le Sud-Ouest, touche presque tout le vignoble français après s'être fortement développée depuis une dizaine d'années selon les autorités sanitaires. Un important foyer avait été découvert en Saône-et-Loire en 2011, entraînant en Bourgogne l'arrachage de 11 hectares de vignes en 2012 puis 0,2 hectare en 2013. PHOTO AFP

# 200

**C'est le nombre de personnes qui ont manifesté samedi à Paris contre les violences policières à l'appel du collectif Urgence notre police assassine fondé par Amal Bentounsi, sœur d'Amine Bentounsi tué d'une balle dans le dos par un policier en 2012 à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Cette jeune femme doit comparaître aujourd'hui devant le tribunal correctionnel de Paris, suite à une plainte déposée en janvier 2013 par Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur. Amal Bentounsi sera jugée pour «diffamation» : elle a publié une vidéo ([urgence-notre-police-assassine.fr](http://urgence-notre-police-assassine.fr)) dans laquelle elle parodie les modes de recrutement dans la police, un corps qui selon elle laisserait libre cours à toutes les violences et bavures.**

**«Prêtre au Mans de 1962 à 1998, soit trente-cinq ans, j'ai quitté la prêtrise parce que je ne supportais pas la hiérarchie, et je percevais 383 euros mensuels.»**

**Hubert Panneau** 79 ans, membre de l'Association pour une retraite convenable (APRC) qui défend les intérêts d'anciens prêtres et religieux qui ont quitté l'Eglise

**L'HISTOIRE**

## HOMMAGE AUX ENFANTS D'IZIEU RAFLÉS IL Y A SOIXANTE-DIX ANS

C'était il y a soixante-dix ans : la Gestapo commandée par Klaus Barbie, raflait 44 enfants juifs et sept éducateurs qui les encadraient à Izieu (Ain). Tous seront déportés et mourront à Auschwitz et dans un centre pénitentiaire en Estonie. Hier, une cérémonie commémorative s'est tenue au mémorial créée dans la maison où ils résidaient et où ils furent raflés le 6 avril 1944. «*Dans cette traversée de la nuit que le nazisme imposa au monde, Izieu porte la mémoire particulière du crime le plus abominable, celui perpétré contre les enfants*», a dit Aurélie Filippetti, la ministre de la Culture, dans son discours. «*Ce crime est de ceux qui ne peuvent, qui ne doivent jamais être effacés. Mais je veux voir dans l'évolution de ce lieu, dans son ouverture à la jeunesse, un signe d'espérance*». Aux côtés de la ministre, il y avait le président du Parlement européen, Martin Schulz, ainsi que six anciens pensionnaires de la maison d'Izieu, qui eurent la vie sauve, car ils étaient partis quelques mois avant la rafle. Inauguré en 1994 par François Mitterrand, le mémorial reçoit chaque année 26 000 visiteurs, dont 14 000 scolaires.

# Un ado suspecté de meurtre dans un centre pour enfants

**HÉRAULT** Après la mort d'une fillette dans un institut thérapeutique, un pensionnaire devait être déféré hier soir devant la justice.

Un adolescent de 16 ans devait être déféré hier soir devant la justice pour «*meurtre présumé, accompagné ou suivi de viol*», a annoncé le parquet de Montpellier. Pour les enquêteurs il fait figure de suspect dans la mort d'une fillette de 12 ans dans un centre thérapeutique pour enfants dont elle était pensionnaire à Lodève (Hérault). Son corps a été découvert, vendredi soir tard, caché sous des vêtements dans un des bâtiments de l'établissement situé un peu à l'écart de la ville. Peu après, l'adolescent, lui aussi pensionnaire de ce centre pour enfants et jeunes en difficulté avait été placé en garde à vue.

La jeune victime avait disparu vendredi à l'heure du déjeuner. La direction du centre donnait alors l'alerte craignant une banale fugue. La fillette «*est morte d'un syndrome asphyxique*» pouvant résulter «*d'une strangulation*», indiquait samedi le parquet en se fondant sur des premiers résultats de l'autopsie. Cet examen médico-légal aurait aussi révélé des «*signes de violence*» et mis en évidence des preuves de «*relations sexuelles*». Le jeune homme aurait été aperçu avec la fillette avant



L'entrée de l'établissement, un peu à l'écart de Lodève (Hérault). PHOTO BERTRAND LANGLOIS, AFP

sa disparition, «*mais il réfute être impliqué de quelque manière que ce soit dans (cette) mort*», a précisé Christophe Barret, le procureur de la République de Montpellier. Il a nié les faits au cours de sa garde à vue. Mais «*nous avons de bonnes raisons de penser que les relations sexuelles [...] n'ont pas été consenties*». Cet adolescent semble au centre de l'enquête. Il aurait, selon le procureur, un comportement «*qui apparaît comme équivoque*».

Des agents de la police technique et scientifique ont procédé à des investigations dans le bâtiment où a été découvert le cadavre et procédé à des prélèvements ADN. Les enquêteurs ont aussi interrogé le personnel et les élèves de cet Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (Itep). Il accueille une cinquantaine d'enfants et adolescents âgés de 6 à 18 ans. L'établissement s'étend sur 22 hectares. Il est constitué de plusieurs pavillons dispersés dans la ver-

dure. La mission des Itep consiste à accueillir «*des enfants, adolescents ou jeunes adultes qui présentent des difficultés psychologiques s'exprimant par des troubles du comportement perturbant gravement leur socialisation et leur accès à la scolarité et à l'apprentissage*», indique le site internet de l'établissement. La fillette y séjournait depuis deux ans. Depuis son arrivée, elle «*ne s'était jamais fait remarquer*», a souligné le procureur.

T.S. (avec AFP)

# La cuisine scolaire du FN ne passe pas

**ÉDUCATION** SOS Racisme et le PCF s'élèvent contre le parti d'extrême droite qui, dans les cantines de ses villes, veut arrêter les menus sans porc.

L'annonce par Marine Le Pen que les municipalités Front national allaient supprimer les menus sans porc dans les cantines scolaires suscite des remous. SOS Racisme a accusé samedi la patronne du FN, «*sous couvert de défendre la laïcité*», de viser les juifs et les musulmans. Il s'agit d'une «*offensive antimusulmane à peine masquée*» a dénoncé de son côté le PCF.

«*Loi*», «*Nous n'accepterons aucune exigence religieuse dans les menus des écoles*», avait tranché Marine Le Pen, interrogée vendredi sur RTL au sujet des premières décisions des maires FN, il n'y a

absolument aucune raison pour que le religieux entre dans la sphère publique, c'est la loi. Cette mesure contribuera à «*sauver la laïcité qui est en très grave difficulté*», a poursuivi l'eurodéputée, accusant des maires UMP et PS de «*fermer les yeux sur les violations de la laïcité*» dans le but de s'assurer «*la bienveillance de communautés dont ils pensent qu'ils seront ou ils ont été des électeurs*».

Dans un communiqué, SOS Racisme a jugé «*affligeant*» que le FN s'attaque à «*un sujet aussi marginal que quasi historique*», rappelant que les menus sans porc existent «*depuis des décen-*

nies». C'est un moyen pour l'extrême droite «*de s'en prendre à ses cibles privilégiées que sont les juifs et les musulmans*», écrit l'association. Pour elle, Marine Le Pen n'a aucune leçon de laïcité à donner, car elle ne pose pas «*la question du poisson le vendredi aux menus de très nombreux établissements scolaires*», et qu'elle n'a pas réagi aux dérapages de groupes catholiques extrémistes autour des manifestations contre le mariage pour tous. «*Convictions*». Dans un rapport publié le 28 mars 2013, le Défenseur des droits, Dominique Baudis, avait rappelé que, en l'absence de

texte contraignant, les maires n'avaient «*aucune obligation de proposer des menus en fonction de la conviction religieuse*». La cantine étant un service public, estimait-il, elle est soumise à ses règles : accès à tous, continuité et neutralité. Le refus d'une collectivité d'adapter les repas selon les convictions des familles ne peut donc être «*assimilé à une pratique discriminatoire*», avait conclu le Défenseur des droits. Sur le terrain, la situation est très diverse avec des cantines proposant des menus avec ou sans porc, et d'autres non.

VERONIQUE SOULÉ  
(avec AFP)



# Une crèche au fil des mots

Modèle du genre, la structure grenobloise 3 Pom s'applique à immerger les enfants défavorisés dans un bain de langage.

Par **MARIE-JOËLLE GROS**  
Envoyée spéciale à Grenoble  
Photos **PABLO CHIGNARD**

Quartiers sud de Grenoble, à l'écart du centre-ville. Des logements sociaux, des équipements sportifs, la départementale toute proche et la crèche «3 Pom». 27 enfants y sont présents par demi-journée. Il y a un espace pour les nourrissons et un second pour les plus grands, ceux qui marchent. Parmi eux, Tyson, Ryan, Amine, Fedi, Myriam, Jennifer, Delia, Mohammed, Aroun, Amadou. Des enfants de milieux populaires pour la plupart, qui jouent, qui dorment, qui goûtent et

qui, pour certains, parlent peu. Trop peu pour leur âge. Cet après-midi-là, Jacqueline Bloyet, éducatrice de jeunes enfants, propose un «atelier» : Tyson, Fedi et Amadou se pressent contre une porte. L'atelier a lieu de l'autre côté, dans une salle à l'écart pour un moment à part. Ce sont, tous les jours, quelques minutes pendant lesquelles on s'isole du groupe pour une discussion en petit comité.

**JOUTES IDÉOLOGIQUES.** Les trois garçons, 2 ans en moyenne, ont visiblement leurs habitudes dans cette pièce. Sans qu'on ne leur demande rien, ils vont dans le fond chercher des coussins de couleurs, les installent contre un mur, se calent dessus. «*Ils sont en demande*», souligne l'éducatrice, qui s'adresse à chacun par son prénom. Elle tient un imagier à la main et encourage les garçons à lui décrire ce qu'ils voient. Fedi est le plus loquace. Tyson montre du doigt une moto, mais aucun son ne sort de sa bouche. Amadou désigne de la main le tramway, chuchote quelque chose qui reste inaudible. L'éducatrice les aide à nommer le casque, la rue, le parc, précise les couleurs. Elle sourit beaucoup, ne les brusque pas, les regarde l'un après l'autre. L'échange dure une dizaine de minutes. Après quoi, les enfants rangent les imagiers et les coussins et repartent jouer avec les autres. Au cours de ce moment de «conversation», il n'y a pas eu d'effet magique. Les enfants ne se sont pas mis à parler d'un coup. Mais, raconte Tibaut, éducateur également, «*on les sent de plus en plus à l'aise. Au moment du goûter, on voit que quelque chose s'est passé. Ils sont davantage dans l'échange, plus ouverts à ce qui se passe autour d'eux*».

C'est ici, avec l'équipe de cette crèche, que le dispositif «Parler bambin» a été construit par un chercheur, Michel Zorman, médecin de santé publique et personnalité locale (1), décédé en 2012. Depuis, le Parler bambin a essaimé, soutenu en cela par les élus de la ville : les 450 auxiliaires de puériculture, éducateurs de jeunes enfants, nou-



A la crèche 3 Pom, le 26 mars. En haut, Amadou, Tyson et Fedi en atelier avec l'éducatrice.

## REPÈRES

### CAROLINA ABECEDARIAN

Créé en 1972 aux États-Unis, ce programme d'acquisition du langage à partir de jeux éducatifs s'adresse aux enfants de 0 à 5 ans. Avec des effets probants sur la réussite scolaire.

### «Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans»

était à sa création, en 2006, un appel à la mobilisation lancé contre une expertise de l'Inserm sur les troubles chez l'enfant et l'adolescent. Sa pétition avait recueilli des dizaines de milliers de signatures de professionnels de la petite enfance.

# 8%

C'est la part des enfants qui, en France, ont une place en crèche, parmi les 20% les moins favorisés

nous, etc., ont tous été formés par le centre communal d'action social (CCAS). D'autres villes ont embrayé (Lille, Nantes, Metz, Le Havre, Bourges, Fontenay-aux-Roses) et parfois, l'ensemble d'un département, comme l'Ille-et-Vilaine. Le constat de Zorman était sans appel : un enfant qui ne maîtrise pas le langage se heurte à des difficultés d'apprentissage. Donc plus tôt on l'aide à acquérir du vocabulaire et l'aisance de la parole, plus on lui donne de chances pour la suite. Au moment d'apprendre à lire notamment. Zorman avait découvert des méthodes nord-américaines et choisi de les adapter en France. Des études démontrent qu'on parle moins aux tout-petits dans les milieux populaires : à 3 ans, ils connaîtront moitié moins de mots que ceux des milieux aisés. Des chiffres que reprend et diffuse Terra Nova, le think tank proche du PS, qui soutient le «Parler bambin» et aussi le programme «Carolina Abecedarian», basé sur des jeux, que Martine Aubry souhaite expérimenter à Lille. Problème : ces initiatives se heurtent régulièrement à une levée de boucliers. La prévention précoce est vue comme la stig-

## REPORTAGE

matiation de publics fragiles. Et la machine s'emballa. On se souvient de la mobilisation des professionnels de la petite enfance contre la publication, en 2005, d'une expertise collective de l'Inserm sur les troubles de conduite chez l'enfant et l'adolescent. Le terrain avait pris feu, l'ambiance s'y prêtait, Sarkozy se lançait dans le pronostic de la délinquance dès le plus jeune âge. Il reste, depuis, une sensibilité à fleur de peau sur ces questions de prévention auprès des plus jeunes. Le collectif «Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans» joue le rôle de sentinelle. Et monte au créneau très souvent (2). Au sein de la crèche 3 Pom, on fait le constat de ces joutes idéologiques entre consternation et détachement. «Personne ne fait réciter des listes de mots aux enfants, sourit, désolée de l'avoir lu, la directrice de la crèche, Anne Viossat. On ne plaque pas non plus une méthode toute faite sur eux. Le dispositif évolue en permanence.»

**TÊTE À TÊTE.** C'est l'heure du goûter. Des assiettes de fromage sont disposées au centre des minuscules tables d'enfants. Des fruits suivent.

Des petits malins font des stocks. Les adultes leur font remarquer que l'assiette va repasser, merci de la faire tourner. Toutes les occasions de créer une conversation sont encouragées. «*L'écueil serait de faire les questions et les réponses, de parler sans écouter. Il faut laisser aux enfants le temps de s'exprimer*», souligne Jacqueline Bloyet. Pendant le temps des soins, du change, à chaque situation de tête à tête avec un enfant, les puéricultrices ont appris à attendre que des mots naissent en réponses aux leurs. «*Et nous intégrons les parents dans la boucle*», précise la directrice. Tyson quitte la crèche dans les bras de sa mère, passe devant la directrice et la formatrice, qui le saluent au passage. L'enfant leur fait coucou de la main. Sa mère s'arrête et lui dit : «*Et avec ta bouche ?*» Quelques secondes à dévisager ses interlocutrices puis le garçonnet articule : «*Au revoir*». Sa mère est aux anges. ♦

(1) Chercheur associé auprès du laboratoire cogni-sciences de l'Ifm de Grenoble. Initiateur du programme P.A.R.L.E.R. (Parler, apprendre, réfléchir, lire, ensemble pour réussir) à destination des élèves de primaire.

(2) A lire : leur contribution dans Mediapart datée du 17 mars.



# Vivendi fait payer Numericable très cher pour SFR

Le choix du cablo-opérateur, qui a relevé son prix après la surenchère de Bouygues, est une excellente opération pour le vendeur.

Par CATHERINE MAUSSION

And the winner is... Vivendi. Car si Numericable emporte SFR, aux dépens de Bouygues, c'est bien Vivendi, le vendeur de l'opérateur, qui fait la plus belle affaire. Il va recevoir 13,75 milliards d'euros en cash et 20% de la nouvelle entité Numericable-SFR. Vivendi a su si bien attiser la rivalité entre les deux opérateurs que la valorisation de SFR – estimée à 13 milliards d'euros avant le début du duel – tutoie désormais les 18 milliards au moins sur le papier et si les économies attendues de la fusion sont bien au rendez-vous. Quelles secousses ces 5 milliards d'enchérissement vont-elles produire sur le marché ?

## DÉCRYPTAGE

### BOUYGUES AU PIED DU MUR

Le plus fragile des quatre opérateurs mobiles se retrouve tout seul. L'acharnement qu'il a mis pour détrôner le cablo-opérateur témoin d'une certaine fébrilité. Au lendemain de la défaite de Bouygues, son entourage cherchait à minimiser l'échec : « Le choix est acté. On l'accepte », sans cacher un peu d'amertume à cause d'un jeu dès le début « pipé ». « Vivendi avait une préférence très nette pour vendre à Numericable mais il est venu nous chercher... » D'où cette partie de poker avec cinq relances de la part de Bouygues, dont les deux dernières lors du week-end décisif où Vivendi avait réuni son conseil de surveillance pour trancher. Les conseils de Bouygues, avocats d'affaires et banquiers, examinent

à présent les recours possibles : « La procédure n'a pas été d'une correction totale mais existe-t-il pour autant des éléments tangibles pour la contester ? » L'attaque pourrait venir aussi des actionnaires de Vivendi qui s'estimeraient lésés par l'opacité de la procédure, et in fine, le choix de Numericable. Bouygues devra dire très vite comment il envisage l'avenir. Bien que perdant, il a fait la démonstration de sa capacité à réunir des montagnes de milliards et à coaguler des investisseurs – de la Caisse des dépôts et consignations à un fonds singapourien, bien au-delà de son cercle habituel (Pinault, Decaux...). Il envoie le signal qu'il n'est pas prêt à se coucher : ses futurs partenaires en affaires – les analystes veulent le marier à Free – devront en tenir compte. « Maintenant, tous

les regards vont se tourner vers Bouygues [...] qui ne peut pas à mon sens rester tout seul », a jugé hier Stéphane Richard, patron d'Orange.

### NUMERICABLE SOUS L'ŒIL DE SES BANQUIERS

Patrick Drahi, premier actionnaire du groupe Numericable et patron du groupe international Altice, est au pied d'un mur d'endettement. Vendredi, sous la pression d'une remise au pot surprise de Bouygues, il a concédé un nouvel effort, en direct, alors que les administrateurs de Vivendi étaient réunis. Presque 2 milliards en liquide en plus par rapport à sa proposition du 12 mars. Certes, dans le même temps, Vivendi ne gardera plus que 20% du capital du nouvel ensemble Numericable-SFR, mais l'endettement déjà important de Numericable

A Dunkerque, mardi.  
PHOTO PHILIPPE HUGUEN.  
AFP

passera, après la fusion et la rallonge, à 11,64 milliards d'euros. Cela signifie une dégradation de 3,1 à 3,5 de son ratio d'endettement – l'étalon qui mesure la viabilité d'une entreprise endettée. Avant cet effort, la facture en intérêts se chiffrait déjà à 450 millions d'euros. Dans le camp de Drahi, on en minimise l'impact : « Non, le ratio n'a pas grimpé, il a seulement évolué. Jack Malone, le patron de Liberty Global [leader américain du câble, ndlr], est bien à un ratio de 5. » Une clause de la nouvelle offre vient encore renchérir l'accord : un bonus de 750 millions pourrait être encore versé à Vivendi sous certaines conditions. Le prix final de la transaction inquiète les syndicats de SFR. Ils attendent des garanties plus fortes sur le maintien de l'emploi et de leurs statuts que la simple lettre d'engagement signée par Patrick Drahi.

### FIN DE LA RÉCRÉ

#### POUR LES CONSOMMATEURS

Le nouveau ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, avait plaidé bruyamment pour Bouygues et le retour d'un marché du mobile à trois, gage selon lui d'une pacification des prix. Il a perdu. Mais la guerre des prix pourrait connaître un palier. D'abord parce Numericable a besoin de marges élevées pour digérer l'opération. Lors d'une de ses très rares apparitions devant la presse, Drahi avait été formel : « On s'est engagé à ne pas augmenter nos prix dans le mobile » en cas d'achat de SFR. Pas de danger que Numericable écrase les prix dans le fixe : son offre triple play à très haut débit (au-dessus de 30 mégabits par seconde) démarre à 39,90 euros par mois. C'est 6 euros de plus que celle d'Orange, l'offre Livebox Zen Fibre, à 33,99 euros alors que l'opérateur historique n'est pas réputé pour son agressivité. Numericable a affiché la couleur : la croissance de la recette moyenne par abonné (Arpu) au fur et à mesure de la progression du très haut débit, est l'un des objectifs affichés du futur groupe. Rester ou non chez SFR est une autre question. Ses abonnés pourraient être tentés, comme à chaque bouleversement majeur, de claquer la porte. Une chose est claire : la marque SFR sera préservée. En revanche, celle de Numericable, durablement abîmée depuis son rachat de Noos en 2005 et le chaos qui s'ensuivit pour les abonnés, est, elle, vouée à disparaître. ◆

## REPÈRES

# 13,5

milliards d'euros, c'est ce que va verser Numericable pour acheter SFR. Vivendi prendra également 20% du futur ensemble.

## LE MATCH BOUYGUES-NUMERICABLE

■ **5 mars** Bouygues et Numericable déposent chacun une offre pour SFR.  
■ **12 mars** Bouygues améliore son offre, Numericable aussi.  
■ **14 mars** Vivendi et Numericable entrent en négociation exclusive.

■ **20 mars** Bouygues fait une nouvelle offre.  
■ **4 avril** Fin des négociations. Bouygues renchérit, Numericable également.  
■ **5 avril** Ultime rallonge de Bouygues. Numericable est choisi.

« Nous redoublerons de vigilance [quant aux] engagements [...] de Numericable à ne pas supprimer d'emploi. »

Arnaud Montebourg  
ministre de l'Economie





eDreams, société du groupe eDreams ODIGEO plus grand vendeur sur internet de billets d'avion dans le monde et plus grande société d'e-commerce en Europe, avec plus de 14 millions de clients dans 42 pays à travers le monde.

Avec ses 5 marques, eDreams, Opodo, GO Voyages, Liligo et Travellink proposant les meilleures offres de vols réguliers, charters, low cost ainsi que des hôtels, locations de voitures, croisières et assurances de voyage.

Nous sommes fiers d'annoncer notre prochaine introduction en bourse en Espagne.

## eDreams ODIGEO



La présente communication ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'offre de vente ou de souscription de valeurs mobilières nécessitant un prospectus au sens de la Directive 2003/71/UE. La première offre au public de titres d'eDreams ODIGEO est maintenant close et était uniquement destinée aux investisseurs qualifiés agissant pour leur propre compte. Aucun prospectus n'a été ou ne sera visé par l'AMF en relation avec la présente opération. La présente communication ne doit pas être publiée, transmise ou distribuée directement ou indirectement sur le territoire des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie ou du Japon.

This does not constitute an offer to sell, or a solicitation of an offer to purchase, any securities and is not for distribution, directly or indirectly, in or into the United States, Canada, Australia or Japan. The eDreams ODIGEO initial public offering is now closed to participation. eDreams ODIGEO's shares have not been, and will not be, registered under the Securities Act of 1933 and may not be offered or sold within the United States other than pursuant to an applicable exemption from, or in a transaction not subject to, the registration requirements of the Securities Act.

# ECOFUTUR

**Libération**

## UN NOUVEAU CYCLE POUR LA VILLE

**ENQUÊTE**

UN PLAN D'ACTION  
GOUVERNEMENTAL VEUT  
ENCOURAGER LES  
DÉPLACEMENTS URBAINS  
À VÉLO. OBJECTIFS :  
AMÉLIORER LA QUALITÉ  
DE L'AIR ET LIMITER  
LES DÉPENSES DE SANTÉ.







La mesure phare du plan d'action du gouvernement est l'expérimentation d'une indemnité kilométrique versée à chaque salarié se rendant au travail à vélo. PHOTOS LAURENT TROUDE

Par GABRIEL SIMÉON

Ce ne sera bientôt plus une lubie de Scandinave, de bobo ou de pauvre – comme l'affirment les motorisés. En France aussi, le vélo est amené à prendre une place importante dans nos déplacements au cours des prochaines années. Le signal envoyé par le gouvernement début mars va dans ce sens :

un plan d'action comportant 19 mesures concrètes «à mettre en œuvre en 2014» vise à encourager les modes de déplacement actifs, la marche et le vélo, et à augmenter la part de la bicyclette dans les déplacements domicile-travail.

### Santé et concentration

La pratique de la petite reine est sur la pente ascendante depuis une dizaine d'années déjà grâce à la multiplication des services de vélo-partage et des pistes cyclables. Des études scientifiques en vantent les bienfaits : aller au travail et à l'école à vélo améliore la santé et la concentration. Plus de vélos en ville si-

gnifie aussi moins de pollution de l'air et de bruit, plus de place pour circuler. Au ministère de l'Écologie, on y voyait (avant remaniement) «un mode de transport économique, respectueux de l'environnement et très rapide en milieu urbain, favorisant la décongestion des voies de circulation». Au cabinet du ministre délégué aux Transports, on soulignait aussi les effets bénéfiques sur l'économie de ce «secteur à fort potentiel qui génère chaque année 4,5 milliards de retombées économiques et représente 35 000 emplois» dont la moitié concerne le tourisme à vélo. La Sécurité gagnerait à ce que davantage de trajets domicile-travail se fassent les mains sur le guidon, les

collectivités dépenseraient moins dans les infrastructures routières. Pourtant, moins de 3% des trajets quotidiens se font aujourd'hui à vélo. En cause, le manque de pistes cyclables, d'endroit sécurisés pour se garer (au bureau, à la gare ou à la maison) ou l'interdiction des vélos dans la plupart des transports en commun. Pas très incitatif. «Le relief et le climat, c'est désormais une question d'équipement. Mais la crainte de l'accident et du vol est un vrai sujet. Il faut que le cycliste ait envie de faire du vélo», souligne Dominique Lebrun, le coordonnateur interministériel pour le développement de l'usage du vélo, officiellement appelé «Monsieur Vélo». ●●●

# STRASBOURG, DANS LE PELOTON DE TÊTE

## REPORTAGE

LA CITÉ ALSACIENNE DÉVELOPPE LES AMÉNAGEMENTS POUR VÉLOS.

Strasbourg, capitale française du vélo ? C'est ainsi que le magazine *Terra Eco* désignait la cité alsacienne, première de son « Top 5 des villes où il fait bon pédaler » publié en avril 2013. Avec 580 km d'aménagements cyclables (près de la moitié de sa voirie) et de nombreuses expérimentations en avance sur le plan du gouvernement, l'agglomération fait figure de ville modèle en matière de mobilités dites actives. Les cycles y ont la cote : 8 % des déplacements se font sur deux roues, trois fois la moyenne nationale. Une part qui atteint même les 15 % en centre-ville.

**Espace.** Pour savoir ce que veut dire pédaler dans une ville aussi *vélo friendly*, on y a loué un Vél-hop (le vélo en libre-service local) un jour de semaine. Partant de la gare, on s'engage dans la rue de la Course, une voie à sens unique (pour les voitures) où près de la moitié de l'espace est réservée aux cyclistes venant d'en face. Indispensable une fois en selle pour raccourcir les trajets et éviter de rouler sur le trottoir. Comme Lille, Nantes ou

Grenoble, Strasbourg n'a pas attendu la publication du décret de 2008 généralisant dans les zones 30 ces « sens interdit sauf vélos ». La ville en compte 88 km. Rue de Molsheim, sans bande cyclable, on est forcé de rouler au milieu des voitures lancées à 50 km/h, mais la largeur de la route autorise la cohabitation. Après un pont, à un carrefour, un panneau nous autorise à griller le feu si on tourne à droite, à condition de céder le passage. Une signalisation précieuse évitant d'attendre pour rien et de dépenser trop d'énergie à redémarrer à chaque intersection. Le feu est rouge, on le grille vers la droite devant une voiture de police. A Strasbourg, où 178 carrefours sont déjà équipés, cela ne choque plus personne.

Direction le quai Pasteur et l'« autoroute cyclable », large voie à double sens réservée aux vélos, bétonnée et à l'écart de la circulation. On prend de la vitesse, double facilement quelques piétons égarés et des cyclistes du dimanche. La rocade file sur le quais des Alpes puis celui des Belges, évitant l'hypercentre où

les promeneurs ralentissent la progression.

Aux aménagements existants l'agglomération en ajoute de nouveaux pour former d'ici à 2020 le réseau express Vélostras composé de trois périphériques et neuf radiales sur 120 km. « On s'est inspiré de Copenhague, Munich et d'un projet à Londres, explique-t-on au service déplacement de la mairie. La première rocade est en train d'être bouclée et on ajoutera à l'automne de nombreux services comme des points d'eau, des pompes, de l'outillage. » L'ambition est de faire grimper la part modale du deux-roues à 20 % dans toute l'agglomération à la fin de la décennie.

**« Bonheurs. »** Nous voilà arrivés devant le bâtiment en verre de la région pour rencontrer Annick de Montgolfier, pilier de l'association de cyclistes CADR 67 et vice-présidente de la Fédération française des usagers de la bicyclette (FUB). Après quelques minutes, cette « Madame Vélo » locale tend un rapport portant sur l'une des expérimentations menées en faveur du vélo, la baisse des amendes pour franchisse-

ment d'un feu rouge ou circulation en sens interdit. De 90 euros – « presque le prix d'un vélo d'occasion » – elle est passée à 46 euros en octobre 2012. « Être cycliste à Strasbourg, c'est un vrai bonheur ! Il y a des aménagements cyclables partout, on peut monter dans le tramway à vélo en dehors des heures de pointe, raconte cette joyeuse retraitée. Se déplacer à vélo est une habitude qui persiste depuis des générations, ici. Les associations comme la nôtre sont écoutées par les autorités. » Le maire de la bourgade voisine Hoenheim, Vincent Debes, se joint à la conversation : « La politique menée sur la question du vélo n'est jamais suffisante. » Tout n'est pas parfait, effectivement. A certaines intersections les traces cyclables se perdent, les parkings manquent encore dans les immeubles, et la petite reine est même victime de son succès avec des quais bondés le week-end et des vols à répétition. Mais pour le moment, pas de quoi freiner les ambitions de ce laboratoire national de la pédale.

G.Si.

Envoyé spécial à Strasbourg

●●● Pour y remédier, le plan du gouvernement entend jouer sur différents leviers. Le code de la route, d'abord, pour autoriser les autres usagers à franchir une ligne blanche pour dépasser un cycliste, augmenter à 135 euros l'amende pour stationnement sur pistes cyclables (35 euros actuellement), généraliser le « sens interdit sauf vélos » dans les rues à 30 km/h et permettre aux villes de limiter plus facilement la vitesse en dessous de 50 km/h. « Lorsqu'un feu est positionné hors intersection, devant un passage piéton par exemple, le cycliste est contraint de s'arrêter et de poser pied à terre alors même que le passage piéton est totalement dégagé », décrit le document interministériel.

### Création de parkings sécurisés

Dans les faits beaucoup de cyclistes grillent le feu et se font parfois sanctionner. L'une des mesures prévoit d'installer des « cédez-le-passage » adaptés à certains feux comme on en voit déjà à Strasbourg (lire ci-dessus) et à Paris. La publication des décrets est prévue à l'automne après consultation du groupe interministériel pour la sécurité routière. D'ici la fin de l'année, avant de prendre le TER, on devrait pouvoir cocher en ligne l'option « vélo » en réservant son billet (option déjà disponible pour un achat en gare ou par téléphone) pour embarquer son cycle préféré. Chaque gare se verra transmettre un objectif de création de parkings sécurisés pour bicyclettes à atteindre pour 2020. Sur le plan de la sécurité, il est question de sensibiliser da-

vantage les chauffeurs de poids lourds à la cohabitation avec les deux-roues. Mais la mesure phare de ce plan est l'expérimentation d'une indemnité kilométrique versée à chaque salarié se rendant au travail à vélo. Il s'agira d'une « juste prise en charge des frais engagés par le cycliste », seul à ne pas bénéficier d'un dispositif de soutien, souligne une récente étude d'impact du gouvernement. « Les premières expérimentations débuteront dans un mois. On partira sur une indemnité de 25 centimes par kilomètre », précise Monsieur Vélo. Il en coûterait environ 110 millions d'euros à l'Etat, selon l'hypothèse pessimiste retenue, compensés en par-

### Parmi les mesures « à mettre en œuvre en 2014 », la généralisation de « sens interdit sauf vélos », l'augmentation à 135 euros de l'amende pour stationnement sur pistes cyclables...

tie par une économie sur les dépenses de santé de 35 millions d'euros. Déjà en place en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche, au Danemark et en Norvège, une telle incitation a des bases légales dans l'Hexagone depuis 2003, les entreprises pouvant déduire ces frais des cotisations sociales. Très peu y ont cependant recours. La Fédération française des usagers de la bicyclette (FUB) met en avant une PME de la Drôme, l'Herbier du Diois, qui verse depuis plus de treize ans une prime de 100 euros par mois à ses employés

utilisant un mode de transport n'émettant pas de CO<sub>2</sub>. Les salariés seraient moins stressés, en meilleure forme, plus performants, et l'entreprise y gagne en parking et en publicité. « On pourrait aller plus loin et tester la méthode anglaise "Cycle to Work" : l'entreprise vous aide à acheter votre vélo et vous la rembourse progressivement. Elle a droit à une déduction fiscale sur une partie de ses charges et vous payez le vélo un peu moins cher », propose Geneviève Laferrère, présidente de la FUB. Le plan ne la fait pas bondir de joie : « On se satisfait de ces 19 mesures mais il manque quelque chose d'important : la communication positive autour du vélo. On se préoccupe encore trop des tués sur les routes et pas assez des victimes de la pollution par le diesel. » Côté automobilistes, on redoute la création de zones 30 km/h : « Se garer sur une piste cyclable est déjà interdit, il n'y a juste pas assez de contrôles. Passer l'amende à 135 euros, c'est disproportionné », juge Roger Braun, directeur général de l'Automobile club association. Ce plan essaye d'opposer les moyens de déplacements. Or, chacun doit pouvoir se développer de façon harmonieuse. La FUB ne compte pourtant pas en rester là : « Vingt-six mesures sont déjà prévues pour la deuxième vague du plan, il y en aura sûrement plus », confie Geneviève Laferrère. » Reste à savoir si l'« homo automobilis » acceptera de quitter le confort paresseux de sa voiture pour pédaler dans la joie et la bonne humeur. ►

## EXTENSION DU DOMAINE DE L'ÉCO

## VÉLORUTION

Par JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

Pédale, camarade cycliste, le vieux monde motorisé est derrière toi, le pouvoir dans la ville est au bout du guidon ! Bon, d'accord, on n'est pas encore à Amsterdam, où le vélo est roi et où la bagnole n'a pas tous les droits. A Paris, rouler en fixie reste sans doute la première cause de mortalité du hipster moyen. Un conseil, jeune homme barbu : mets un casque sur ton total look, même si tu as l'air d'un Playmobil. Mais *The Times* *They Are a Changin'* comme chantait ton héros à chemise à carreaux. De pics de pollution à l'ozone en nuages de particules, on s'inquiète enfin de l'impact sanitaire de la civilisation de l'auto : le 12 juin 2013, les gaz d'échappement des diesels ont été classés « cancérigènes certains » par l'OMS. En France, où 50 millions de personnes vivent en milieu urbain, on parle de 20 000 à 40 000 morts par an. Alors quand un gouvernement, avec ou sans verts amers, annonce son intention de sortir le vélo de son ghetto écolo en favorisant sa pratique dans tout l'Hexagone, on ne peut qu'applaudir. Accorder une indemnité kilométrique aux courageux du mollet qui prendront leur bicyclette pour aller au boulot, en voilà une bonne idée ! Elle sera sans doute boudée par les paresseux (achetez-vous un vélo électrique). Et moquée comme un « gadget à bobo » par l'« homo automobilis en 4x4 » et sa copine en Mini. Mais de plus en plus de Français, soucieux de garder la forme et de respirer un air moins vicié, ne voient plus le vélo comme une activité du dimanche. Selon une étude du Club des villes et territoires cyclables, il ne s'est jamais vendu autant de vélos en France (3 millions en 2012), et dans les grandes villes près de 11 % des actifs vont bosser à vélo tous les jours. Tous en selle, la Vélorution (1) est en marche !

(1) Le terme est utilisé par une association d'activistes pro-cyclo qui manifestent en roulant parfois dans le plus simple appareil, mais sa paternité revient à Aguigui Mouna qui, en 1974, fit campagne sur ce thème en tant que « non-candidat à l'élection présidentielle ».





Pascal Gault,  
à Rennes,  
le 17 février.

## PASCAL GAULT

# WEB-THÉRAPEUTHE

### PORTAIT

Par **PIERRE-HENRI ALLAIN**  
Photo **THIERRY PASQUET.**  
**SIGNATURES**

Le numérique serait-il une forme de remède aux troubles psychiques ? On n'en est pas encore là. Mais Pascal Gault est convaincu que les échanges sociaux permis par les nouveaux usages du Web peuvent contribuer à résoudre les difficultés personnelles, relationnelles, économiques et sociales qui en découlent.

**RÈGLES.** Depuis deux ans, cet animateur mène une expérimentation en ce sens à Rennes, au sein d'une structure originale d'aide aux personnes souffrant de problèmes psychiques, la bien nommée Atypick. « J'avais l'intuition que l'informatique pouvait favoriser l'insertion

économique et sociale des personnes souffrant de troubles psychiques, raconte-t-il. Mais sans trop savoir comment. » L'association l'Autre Regard (1), qui propose ateliers et activités à un public en grande fragilité mentale dans la capitale bretonne, va lui en donner l'occasion. Et lui permettre, avec Atypick, de s'appuyer sur les nouveaux médias pour

**« Par son côté binaire, l'informatique ramène au réel et chasse les angoisses. »**

**Pascal Gault**

proposer des formes d'expressions personnelles sous forme de blogs, créations graphiques, sites internet, etc. « L'un des problèmes dont souffrent les personnes victimes de troubles psychiques, c'est la stigmatisation mais aussi l'autostigmatisation, analyse Pascal Gault. Face à l'ordinateur, elles peuvent être elles-mêmes.

C'est un outil qui n'émet aucune opinion, aucun jugement. Cela marche ou ça ne marche pas. Quand on a du mal à faire la part entre le subjectif et l'objectif, c'est inestimable. »

Outre les règles intangibles qui régissent son fonctionnement, l'ordinateur présente en effet l'avantage de ne jamais s'émouvoir ni se lasser de son utilisateur. On peut y expérimenter à volonté. Pascal Gault relève aussi la souplesse d'utilisation d'une machine que l'on peut éteindre et rallumer à sa guise sans que cela change une virgule au programme en cours. Une garantie primordiale pour des personnes qu'un rien peut déstabiliser. « Par son côté binaire, l'informatique ramène au réel et a tendance à chasser les angoisses et les incertitudes, avance-t-il. Plus on pratique, moins on fait d'erreurs, c'est très valorisant. » L'échange à distance, l'anony-

mat que permet le Web sont aussi des atouts précieux pour renouer des liens sociaux. Résultat, après l'ouverture d'un blog collectif comptant aujourd'hui 247 000 visites, les membres d'Atypick, une petite dizaine de personnes, ont réalisé comme des pros les sites web d'une demi-douzaine d'associations artistiques ou socio-médicales rennaises. Le groupe peut s'appuyer sur des bénévoles rodés aux mystères du logiciel, de la programmation et du code. Mais pas seulement. « Le volet initiation et formation au sein même du groupe est primordial », insiste Pascal Gault. Pour les premiers intéressés, l'expérience a en tout cas un avantage majeur : « rompre l'isolement », résume l'un d'eux.

**ACCENT.** Avant Atypick, Pascal Gault, 45 ans, toujours sur le point d'éclater d'un rire franc – « je dois avoir l'enthousiasme pathologique », s'amuse-t-il – a suivi un chemin jonché d'embûches. « Je suis un gamin de la banlieue. J'ai vu toutes ces misères affectives, psychiques, cette consommation d'antidépresseurs et d'anxiolytiques à tous les étages. » Les débuts scolaires sont difficiles lorsqu'il se retrouve, à 6 ans, après avoir vécu à Montréal, catalogué comme « étranger » en raison de son accent québécois et relégué au fond de la classe. « J'ai très vite compris que la normalité était une valeur très relative », commente-t-il. C'est aussi à cette époque que son père quitte le foyer et qu'il doit devenir, aîné d'une fratrie de trois enfants et fils d'une mère victime de graves dépressions, « un grand garçon ». De déménagement en déménagement, Pascal Gault se retrouve dans une cité à Troyes et affiche un goût prononcé pour le dessin et la photographie. Des passions qui le conduisent à l'école des Beaux-Arts de Troyes, puis à celle de Reims. « A 17 ans, je pensais me diriger vers une activité d'art-thérapeute. J'ai lu toutes sortes de livres de psychologie, de psychiatrie, de psychanalyse. » Pascal Gault enchaîne les petits boulots. Gardien de musée, dessinateur dans un cabinet d'architecte, employé de librairie...

En 2004, il décroche une mission plus conforme à ses attentes. Durant quelques mois, il est embauché à la prison de Brest pour y animer des ateliers d'expression artistique avec les détenus. « Cela a été d'une grande richesse. C'est là que j'ai trouvé ce que j'avais envie de faire. » L'informatique, Internet et les nouveaux médias sont devenus la passion de cet autodidacte assumé. Et, des détresses rencontrées en prison, il va passer à celles que traversent les victimes de handicaps psychiques avec Vannes horizons, un groupe d'entraide mutuelle, qui leur propose diverses activités. Une dernière étape avant de rejoindre l'Autre Regard et de lancer Atypick. « L'informatique n'est pas seulement un outil de traitement, conclut-il. Mais ce peut être un formidable outil de réhabilitation, de réinsertion et de rétablissement de la personne dans ses droits et ses capacités à se situer par rapport au monde, à l'espace, au temps, à elle-même, à tout. » Si l'écran peut en plus aider les exclus du système à acquérir des compétences nouvelles et à retrouver une « utilité sociale », c'est tout bon. ♦

(1) L'Autre Regard dépend elle-même de Fil rouge, groupement de coopération médico-sociale.

#### CV

**1969** Naissance à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne).

**2007** Rejoint le groupe d'entraide mutuelle Vannes horizons.

**2009** Décroche un brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport.

**2012** Lance le projet Atypick.

20%

des nouvelles immatriculations en Norvège étaient, en mars, des voitures électriques. Modèle le plus vendu : la Tesla S du constructeur américain Tesla (EcoFutur du 24 février) avec 1493 unités.

« Dans un contexte de renchérissement du coût de l'énergie, les ménages semblent concentrer leurs efforts sur les équipements les plus économes, au détriment d'autres pratiques sobres en énergie dont les gains potentiels sont plus difficiles à estimer. »

Le Commissariat général au développement durable dans son bilan annuel publié la semaine dernière

## BONNE NOUVELLE

### LE NUMÉRIQUE FIXE DES CADRES

Le numérique (services, conseil en technologies et édition) devrait afficher une croissance de 1,1% en 2014 en France, et rester le principal secteur créateur net d'emplois de cadres. C'est ce qu'indique l'association Syntec numérique, qui regroupe près de 1200 entreprises du secteur. « L'industrie du numérique reste un des piliers et atouts de la France, affirme Guy Mamou-Mani, président de Syntec numérique. C'est une carte essentielle pour repartir de l'avant après cette crise qui s'estompe. » En 2013, le secteur du numérique a enregistré un faible repli d'activité.



### « MORPHEUS », LA RÉALITÉ VIRTUELLE CASQUEE

360 DEGRÉS

La course à la réalité virtuelle est lancée. D'un côté, Facebook s'empare du concept avec le rachat d'Oculus Rift et de son casque de réalité virtuelle, de l'autre Sony a présenté le sien, mi-mars : le projet Morpheus. Destiné à la PS4, il plongera le joueur en immersion totale dans le monde du jeu vidéo grâce à des écrans intégrés permettant une vision à 360 degrés. Aucune date de sortie n'a été avancée. PHOTO JEFF CHIU, AP

## SOURIEZ, VOTRE OBJET EST E-RETROUVÉ

### L'IDÉE

maginons. Vous êtes un inventeur. Non, pas un Tesla bis, juste un quidam qui a trouvé un objet dans un lieu public (oui, c'est comme ça qu'on dit, un inventeur). Là, sur ce banc, vous êtes tombé sur des lunettes de soleil très féminines. Comme vous êtes honnête, vous voulez les restituer. Mais vous avez la flemme de les apporter à perpète, au service des objets trouvés. Alors, vous publiez une annonce sur le site France Objets trouvés, une plateforme collaborative lancée en décembre dernier, qui entend « révolutionner le monde des objets trouvés », en permettant aux services professionnels ad hoc et aux particuliers de partager la même base de données nationale. « L'idée n'est pas de remplacer les services existants, qui font plutôt bien leur boulot. Mais l'habitude de s'adresser à eux s'est perdue, notre site vise à la retrouver et à offrir un service

plus large et plus complet grâce à Internet », explique Arnaud Adam, ex-commerçant dans les télécoms, à l'origine du concept. Sur les 12 millions d'objets perdus chaque année en France, 96% ne seraient jamais restitués à leurs propriétaires, « faute de réflexe et de solution intermédiaire pratique ». Mais revenons à nos lunettes. La propriétaire éplorée publie elle aussi une annonce sur le site. Telle couleur, telle forme, telle marque, telle petite égratignure... L'algorithme conçu par la start-up compare tous les binocles de la base de données et propose à Madame les résultats qui lui semblent les plus convaincants. Si l'un d'eux paraît correspondre à ses lunettes, elle paie 10 euros de « frais de mise en relation » pour obtenir les coordonnées de l'inventeur. « C'est un tarif fixe, qui est aussi celui facturé par le service des objets trouvés de la SNCF, tandis que les

droits de garde de la préfecture de police de Paris sont de 11 euros », précise Arnaud Adam. Pour l'instant, le site recense un peu plus de 12 300 annonces. « C'est plutôt bien », estime Arnaud Adam. Dont l'objectif – logique – est d'élargir la base de données. Notamment en développant les partenariats avec des institutionnels, auxquels il offre son logiciel de gestion des objets trouvés (Solidays, Eurockéennes, réseau Keolis – qui gère les transports en commun de la communauté urbaine de Bordeaux –, Stade de France...). « Nous discutons avec des aéroports, des compagnies aériennes, des parcs de loisirs. Et je ne désespère pas de convaincre les mairies qu'il n'y a pas de piège, juste un souci d'offrir à tous un outil plus pratique. » Le « métier » d'inventeur, désormais un jeu d'enfant ?

CORALIE SCHAUB

## CONTRE L'IDÉOLOGIE DU MARCHÉ, LE SENS COMMUN

### EN HAUT DE LA PILE

Par JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

« **A**vis aux non-communistes : tout est commun, même Dieu. » Le bon mot de Charles Baudelaire cité en exergue de ce volumineux pavé (600 pages) résume bien le propos de Pierre Dardot et Christian Laval. Respectivement philosophe et sociologue, ces deux spécialistes de Marx se sont lancés dans une folle aventure intellectuelle et politique : réhabiliter l'idée du « commun », c'est-à-dire du « vivre ensemble » par tous et pour tous. Plutôt optimiste en ces temps de « désolation » du collectif...

Mais Dardot et Laval n'en sont pas à leur coup d'essai : ils avaient déjà publié en 2007 un *Sauver Marx* (La Découverte) qui redonnait toute sa modernité à la pensée du prophète barbu. Leur « commun » s'écrit lui aussi sans « isme », et il n'est pas plus comptable que ce bon vieux Karl du désastre du « socialisme réel » au XX<sup>e</sup> siècle. Exit le procès en paléo-marxisme-léninisme. Envers et contre « l'hypothèque communiste », les auteurs ambitionnent de reconstruire une hypothèse du commun, pour paraphraser Alain Badiou. Alors que l'idéologie du marché s'impose partout, ils revendiquent le droit d'imaginer « un au-delà du capitalisme ». Car ce système tournant sur lui-même, au profit d'une infime minorité et au détriment de tous, est encore plus mortifère qu'il ne l'était au temps de Marx : l'exploitation n'est plus une fin, le turbo-capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle « est en train de détruire les conditions de vie sur la planète et conduit à la destruction de l'homme par l'homme », assènent Dardot et Laval. Accroissement des inégalités, appropriation des

ressources naturelles, des espaces publics, du savoir et des réseaux de communication au profit « d'une petite oligarchie »... Rien ne semble pouvoir arrêter « l'implacable logique » du néolibéralisme triomphant.

Et pourtant, cet empire de l'argent « démontre chaque jour sa redoutable incapacité à apporter la moindre solution aux crises et aux désastres qu'il engendre ». Alors « que faire ? » comme disait Lénine à qui les auteurs ne se réfèrent pas. D'abord repenser l'idée même du bien commun et de l'action pour « retrouver la grandeur de l'idée de révolution », répondent Dardot et Laval qui citent aussi bien Aristote que Hannah Arendt ou Gramsci. Pour eux, « le commun appelle à une nouvelle institution de la société par elle-même », ce qui passe par un total retournement de valeurs envers et contre l'époque : « Il faut opposer le droit d'usage à la propriété », « instituer l'entreprise commune », « instituer l'impropriable », sanctuariser les services publics... Au final, ce travail théorique impressionnant débouche sur une rhétorique néo-marxiste que l'on jugera éculée ou d'une brûlante actualité. C'est selon. Reste cette interrogation : la force du verbe peut-elle encore faire chavirer ce monde comme elle renversa l'ancien ? ◆



« Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle », de Pierre Dardot et Christian Laval, La Découverte, 600 pp., 25 €.

“ Je l'ai appris dans Ici Comme Ailleurs ”

Du lundi au vendredi à 6h20, 11h20 et 16h40 par Lucie Montchovi

Et tous les lundis avec ECOFUTUR

Libération

france  
info

Vivons bien informés.



# DONNEZ, DONNEZ LE BIG DATA VOUS LE RENDRA

## ENQUÊTE

PEUT-ON REPRENDRE LA PLEINE POSSESSION  
DE NOTRE IDENTITÉ NUMÉRIQUE? VOIRE MONNAYER  
VOLONTAIREMENT NOS DONNÉES? DES PROJETS VISANT À  
REDONNER LE POUVOIR À L'INTERNAUTE VONT DANS CE SENS.

Par **PATRICK CAPPELLI**  
Illustration **ANNE-LISE BOUTIN**

« **A**vis aux voyageurs. Homme, 40 ans, marié, deux enfants, cherche séjour, dix jours tout compris, en Tunisie. J'attends vos offres sur cette adresse mail. » Ce genre de petite annonce n'existe pas encore. Mais elle pourrait devenir courante si le Vendor Relationship Management (VRM) ou gestion de la relation avec les vendeurs se met en place. Il s'agit d'une initiative née aux États-Unis visant à redonner au consommateur la maîtrise de ses données personnelles issues de la sphère marchande.

**COFFRE-FORT.** Dans ce système, les entreprises mettent à disposition de leurs clients les historiques de consommation et les autres informations à caractère commercial qu'elles possèdent sous forme de fichiers exploitables par le grand public. Une sorte de coffre-fort virtuel, hébergé sur un cloud personnel sécurisé, qui contiendrait la totalité de nos échanges avec les prestataires de service et les vendeurs de biens. Libre ensuite au consommateur de les exploiter comme il l'entend. Par exemple, en se connectant à des plateformes en ligne gérées par des tiers de confiance pour mettre en concurrence les e-commerçants, en échange d'un accès à son profil numérique. Des appels d'offres à l'envers, où l'individu transformé en marchandise se met aux enchères. Il peut aussi, après analyse de sa consommation d'un service et de son coût, réclamer un nouveau contrat à son opérateur télécom, sa banque, son assureur, etc. Et

passer à la concurrence avec son e-portfolio si la réponse ne lui convient pas. Le concept de VRM a été défini en 2006 par le blogueur et journaliste américain Doc Searls (1) dans le cadre d'un programme de recherche du Berkman Center for Internet & Society de l'université d'Harvard. Il participe d'une économie de l'intention (*intentcasting*, en anglais), soit l'inverse de l'actuelle économie de l'attention, dans laquelle c'est la publicité et le marketing qui nous alertent sur ce qu'il faut acheter. « Les données personnelles sont une matière première précieuse pour les entreprises qui n'hésitent pas à s'en servir. Il n'y a aucune raison que les consommateurs n'en tirent aucun profit », pense Daniel Kaplan, délégué général de la Fing (Fondation pour un Internet de nouvelle génération), association de loi 1901 et think tank numérique. Avec l'explosion du numérique dans tous les secteurs de la société, les données que nous

aussi la fortune des géants du Net comme Google ou Facebook, qui ont bâti leur business model sur ces données que nous leur fournissons gratuitement, et qu'ils revendent ensuite aux annonceurs. Problème : qui est capable de dire quels types de renseignements sont détenus par les entreprises ? Et comment savoir si elles n'en transmettent pas certaines, confidentielles, sans nous alerter ? « Avec l'explosion des données, le débat est le suivant : a-t-on le droit d'accumuler des informations sur les gens à leur insu ? Le VRM reverse le rapport de force en disant aux individus : vous pouvez récupérer ces renseignements », estime Benoît Thieulin, fondateur de la Netscouade et président du Conseil national du numérique. Le secteur de l'assurance, par exemple, est friand de connaissances sur nos comportements et notre état de santé. Avec la mode du *quantified self*, ces objets intelligents (bracelets, montres, *pèse-personnes*) connectés aux smartphones via des applications et qui enregistrent nos moindres actions, la question de la confidentialité devient brûlante. Heures de sommeil, nombre de pas, niveau de tension : ce check-up en temps

**« Régulateur et transparent, le Vendor Relationship Management (VRM) permet de rendre son libre-arbitre au consommateur. »**

Georges Epinette du Groupement des Mousquetaires

produisons ont acquis de la valeur. Chaque requête sur Google, chaque post sur Facebook, chaque achat sur Amazon viennent grossir notre identité marchande virtuelle, lorgnée par les marques et les publicitaires qui engrangent, traitent et exploitent les milliers de traces que nous laissons sur le Web et les réseaux sociaux pour mieux comprendre nos habitudes consuméristes et sociétales. Et atteindre enfin le Saint Graal des annonceurs : nous adresser la bonne offre, au bon endroit, au bon moment. Cette masse d'informations, le fameux big data, fait

réel se retrouve stocké sur des serveurs. « Si demain la société qui contrôle l'appli vend ces données à mon insu à ma compagnie d'assurance, celle-ci ne va-t-elle pas en profiter pour augmenter le prix de ma police ? Voir se débarrasser d'un client à risque si les résultats ne lui plaisent pas ? » s'interroge Benoît Thieulin.

**COOPÉRATION.** Une question qui concerne aussi les cabinets de recrutement, les banques, les agences immobilières, etc. Le niveau de suspicion à l'encontre de cet usage de nos datas a encore





grimpé avec les révélations d'espionnage de la part des agences gouvernementales (affaire Snowden NSA aux Etats-Unis), aidées par la coopération des opérateurs Internet (Google, Apple, Facebook) et télécoms (affaire Orange DGSE en France). «De nombreuses entreprises captent les données de manière plus ou moins transparente, et les réutilisent ou les revendent sans que leurs clients aient leur mot à dire. Avec le VRM, les gens vont pouvoir modifier, supprimer, partager - ou pas - cette information», prédit Valérie Peugeot, prospectiviste chez Orange Labs, le département R&D de l'opérateur français.

Corollaire de cette ère du soupçon version 2.0, une question est devenue centrale : à qui appartiennent ces données ? A ceux qui les collectent, entreprises privées et organismes publics ? Ou à ceux qui les produisent, citoyens, consommateurs, administrés ? En France, chacun peut y avoir accès grâce à la loi informatique et liberté. «Mais c'est un droit très peu exercé. Et, quand il l'est, c'est toujours de manière défensive, suite à un problème ou un litige», regrette Olivier Desbiey, du département innovation et prospective de la Cnil. La Commission européenne planche depuis plus de deux ans sur un projet de règlement concernant les données personnelles qui remplacerait la législation datant de 1995, autant dire la préhistoire à l'échelle du temps numérique. Une directive qui inquiète les multinationales du Net : 3133 amendements - record historique - ont été déposés. Une crainte justifiée : une amende de 100 millions d'euros (ou 5% du chiffre d'affaires) est prévue en cas d'infraction à la nouvelle loi. Des sommes nettement plus douloureuses que les 150 000 euros infligés à Google par la Cnil le 8 janvier pour manquements à la loi informatique et libertés, soit l'équivalent du chiffre d'affaires réalisé en deux minutes par le géant californien.

Une fois n'est pas coutume, la France n'est pas trop en retard par rapport à cette évolution de la société numérique. Le projet MesInfos, mené par la Fing depuis novembre, rassemble sept grandes entreprises privées (2), des administrations et des fondations. Et surtout un groupe de 300 personnes qui ont accès à leurs données personnelles restituées par ces organisations via un «cloud personnel sécurisé» géré par la start-up française CozyCloud.

Le logiciel de Privowny, une société fondée par un Français mais basée en Californie, sert à naviguer dans ce fleuve de relevés de comptes, contrats, factures, tickets de caisse, etc. «L'expérience est suivie par le ministère de l'Economie et par la Cnil. Il s'agit d'observer comment les testeurs utilisent cette opportunité, et inventer de nouveaux services et de nouveaux usages», détaille Daniel Kaplan. Un partenariat 2.0 censé être «gagnant-gagnant» d'après les sociétés qui participent à MesInfos. D'un côté, des consommateurs dotés d'une vision globale de leur identité numérique auparavant éparpillée, capables de dialoguer d'égal à égal avec les entreprises. Et, de l'autre, des organisations plus transparentes et donc moins soupçonnables de pratiques douteuses.

«CATALYSEUR». «D'après notre Observatoire Axa votre service, une étude annuelle sur les attentes des Français menée avec l'Institut CSA, la protection des données personnelles arrive en tête des préoccupations. Nous avons été parmi les premiers à proposer une garantie de protection de la vie numérique», se félicite Damien Bourgeois, chez AXA France. Pour Georges Epinette, directeur informatique du Groupement des Mousquetaires (Intermarché), «le VRM est un enjeu capital. Dans la transition numérique qui est en train de se dessiner, la confiance est primordiale. L'affaire Snowden a été un catalyseur de la prise de conscience des gens. Le VRM est un moyen régulateur et transparent qui permet de rendre son libre-arbitre au consommateur». La Fing doit livrer les résultats de l'expérience MesInfos à la fin du mois. Le VRM réussira-t-il à instaurer un nouveau rapport de forces au profit du consommateur numérique ? Sera-t-il adopté à grande échelle ou restera-t-il un gadget pour geeks paranoïaques ? «Les Trente Glorieuses et le consumérisme de masse nous ont poussés à rester passifs. Le VRM est une piste sérieuse pour nous aider à redevenir actifs», espère la prospectiviste d'Orange Labs. ◆

(1) Cofondateur du site The Cluetrain Manifesto en 1999 et coauteur du livre éponyme («Liberté pour le Net», Village mondial, 2001).

(2) Axa, la Banque postale, le Crédit coopératif, Google, les Mousquetaires, Orange, la Société générale. Rens.: <http://mesinfos.fing.org>

## AU ROYAUME-UNI, CINQ APPLIS POUR UNE CONSO PROTÉGÉE

Les Britanniques étudient le VRM depuis avril 2011, date du lancement du programme Midata. Ce projet impulsé par le gouvernement Cameron est une «incitation aux entreprises pour qu'elles utilisent les données afin d'offrir de nouveaux services aux consommateurs» et vise rien moins que «la création de la meilleure protection du consommateur au sein d'un écosystème numérique personnel émergent». Plus de 25 entreprises des secteurs bancaire, énergie, distribution, communication y participent.

Le Midata Innovation Lab, division opérationnelle du programme, a accouché de cinq applis : Mi Finances (prédire et éviter les problèmes financiers), Stay Safe, Keep Warm, Save Money (aider les personnes vulnérables à accéder à l'énergie la plus adaptée à leur situation), Expert Home Mover (informer automatiquement les organisations publiques et privées de sa nouvelle adresse), Mi Health (mieux gérer une longue maladie), et Relative Calm (les proches surveillent à distance une personne âgée ou vulnérable).

Ce sont des prototypes, mais certaines de ces applis pourraient être diffusées sur le marché. A condition de rassurer au préalable les utilisateurs sur l'usage de leurs données. P.Ca.





PHOTO DEAN TURNER. GETTY IMAGES

## MON HYPER SE MET AU SOLAIRE

DEMAIN

LES GRANDES  
ENSEIGNES  
PRODUIRAIENT LEUR  
ÉLECTRICITÉ.

Ce matin, le soleil brille sur Saint-Quentin-Fallavier (Isère). Il se reflète sur les innombrables cubes en tôle cernant la ville, qui sont en fait d'énormes entrepôts autour desquels s'activent des camions. L'un de ces parallélépipèdes est un centre logistique d'Ikea, desservant les 29 magasins de l'enseigne suédoise en France, et ceux du sud de l'Europe. Et depuis le 15 novembre, il se trouve pourvu d'une toiture photovoltaïque, composée de 15 351 panneaux. «Nous produisons 125% de nos besoins en électricité», indique Jean-Christophe Menuel, directeur de ce site qui symbolise à première vue tout le contraire d'une économie responsable, noyé dans un océan de parkings bitumés et de culture mass-market. Mais pour la marque jaune et bleue, à peine remise de l'affaire des boulettes de viandes suspectes et d'un scandale d'espionnage d'employés, cette touche écolo n'est pas du greenwashing.

**Fermes.** «Nous visons 70% d'indépendance énergétique de nos magasins en 2020», proclame Carole Brozyna-Diagne, directrice du développement durable d'Ikea France. Tous les magasins nouvellement construits recevront des toits solaires. Le prochain sera celui de Clermont-Ferrand. Ikea France réfléchit à faire de même sur les magasins existants, à commencer par celui de Bordeaux. Une traduction directe, dit-elle, de sa politique de responsabilité sociale et environnementale, qui prévoit aussi la récupération d'eau de pluie,

l'éclairage à diodes, le chauffage au bois, l'investissement dans des fermes éoliennes.

Quoi qu'il arrive, la grande distribution accusera toujours une forte empreinte écologique. Le e-commerce apparaît donc comme le Saint Graal : avec Internet, pas besoin de se transporter en voiture sur le parking asphalté d'un magasin suréclairé. Reste que le shopping électronique mobilise d'importants data centers, des infrastructures très énergivores. Quelques projets consistent à récupérer la chaleur des salles abritant ces énormes serveurs émergent, comme à Marne-la-Vallée (pour chauffer des bureaux), mais ce n'est qu'un début. La mobilité propre, en revanche, est un engagement partagé par de nombreuses enseignes, conscientes que venir faire ses courses en voiture est

**La mobilité propre est un engagement partagé par de nombreuses enseignes.**

désastreux sur le plan du CO<sub>2</sub>. Le 26 mars, Auchan et Nissan se sont unis pour créer un réseau de recharge rapide pour véhicules électriques, composé de 130 bornes sur les parkings de l'enseigne nordiste. Fin mai, l'hypermarché Leclerc de Gaillac (Tarn) proposera le soleil comme énergie de recharge, grâce à une ombrière photovoltaïque couvrant un parking. «Un client reste environ une heure dans le magasin. Cela suffit pour une charge de son véhicule en 21 kilowatts. Et si personne ne s'y gare, l'électricité part en autoconsommation dans le magasin lui-même», précise Benjamin Aribaud, chef de projet chez Eden Energy, l'installateur. Au moindre nuage, le réseau reprend la main. Autre exemple de boucle énergétique locale : Carrefour. L'enseigne, qui

promet «40 % d'émission de CO<sub>2</sub> en moins entre 2009 et 2020», va faire rouler quelques camions avec le biométhane obtenu de la décomposition des déchets organiques des magasins (par exemple, les fruits et légumes avariés). Mieux que Monoprix qui mise sur le gaz naturel fossile.

**Chariots.** Objets spectaculaires, les ombrières solaires sont visibles aussi au Leclerc de Saint-Aunès (Hérault) qui revend toute sa production à EDF. Ikea promet aussi des bornes pour voitures électriques, mais raccordées au réseau. L'enseigne préfère mettre en avant ses nouveaux charlots élévateurs à hydrogène, qui se rechargent dix fois plus vite qu'avec les anciennes batteries au plomb branchées sur secteur. Mais l'hydrogène provient le plus souvent d'un processus émetteur de CO<sub>2</sub>. Une

électrolyse de l'eau avec de l'électricité solaire serait plus maligne. L'eau, le nouveau centre commercial Aéroville (Val-d'Oise) en a trouvé une autre utilité : sa source de chauffage et de climatisation, via des pompes à chaleur puisant dans une nappe située entre 60 et 100 mètres de profondeur. Cette «géothermie basse température» ne peut se passer d'électricité pour alimenter les compresseurs qui porteront l'eau au-delà de ses 14°C naturels quand il le faudra. Mais le mastodonte francilien (84 000 m<sup>2</sup>) promet tout de même «une économie annuelle de 310 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit trente fois le tour de la Terre en voiture».

GUILLAUME MAINCENT



SUR LIBÉRATION.FR

EcoFutur L'actualité de l'économie innovante sur notre site.

## DES START-UP EN FAVEUR DES FAVELAS

EN DIRECT DE  
RIO DE JANEIRO

Par MARIE AUTIN

I a les traits fatigués et la voix cassée. Et pour cause, cela va faire cinquante-quatre heures que JR, 22 ans, travaille avec son équipe à la création d'une start-up dans un incubateur improvisé dans un vieux gymnase, au pied du Morro da Providencia, la plus vieille favela de Rio de Janeiro. Il participe, avec une cinquantaine d'autres habitants de cette favela et des designers, graphistes et mentors venus de l'extérieur, au premier Start-Up Week-end organisé dans un bidonville, qui a eu lieu du 28 au 30 mars. Le principe d'un Start-Up Week-end, événement qui a déjà été organisé dans plus de 600 villes, est de développer en un temps très réduit une idée d'entreprise innovante.

**Génération.** Surréaliste dans un quartier où la misère est endémique ? «Pour la première fois, il y avait également un thème imposé : créer une entreprise sociale qui réponde aux besoins spécifiques des habitants des favelas», répond Tony Celestino, en charge de l'organisation des Start-Up Week-end au Brésil. «Quatre problèmes à résoudre ont été identifiés en amont : la collecte des déchets, la génération de revenus, l'éducation et la culture», détaille Rodrigo Baggio, président et fondateur de l'association de «tech-activisme» CDI (Comité pour la démocratisation de l'informatique), à l'origine de l'événement du week-end dernier. JR a, par exemple, mis au point avec son équipe un site visant à promouvoir la culture populaire et folklorique brésilienne auprès des jeunes des favelas. Une autre équipe a créé un site de e-commerce où seraient vendus des vêtements de bébé conçus

et produits par les habitants de Morro de Providencia. «Nous sommes partis du constat que dans la favela, les filles tombent enceintes très jeunes. A 20 ans, elles ont déjà deux ou trois enfants, et ne peuvent pas ou peu travailler», raconte Raquel, 29 ans, qui vit dans la favela.

Nous voulions trouver un moyen d'améliorer leurs revenus.» Au total, 31 groupes avaient déjà présenté des idées de start-up le vendredi soir. Seuls 9 ont été sélectionnés et invités à développer leur idée durant tout le week-end.

**Patient.** C'est finalement une entreprise imaginée par Luiz Carvalho, un homme de 70 ans qui vit dans une favela de la zone nord de Rio, qui a remporté le premier prix. Son projet consiste à faire venir dans les communautés des infirmiers afin de réaliser des examens de santé préventifs pour un coût minime. Analysés en direct, réunis sur une plateforme dédiée, ils permettront de déterminer si le patient a besoin d'un suivi particulier et, éventuellement, de le mettre en relation avec un médecin du système de santé publique.

Les trois premiers gagnants – dont la start-up de Raquel – ont remporté une Xbox, un smartphone mais surtout un hébergement d'un an dans un incubateur. «Au fond l'objectif de ce week-end est de créer des entrepreneurs plus que des start-up, dans un lieu où il est plus difficile qu'ailleurs d'entreprendre, met en avant Tony Celestino. On veut transmettre l'idée qu'eux ont également un rôle à jouer dans les solutions à apporter pour améliorer leur quotidien. Qu'ils ne peuvent pas attendre que cela vienne seulement du gouvernement.»



**CARNET****DÉCÈS**

Pierre, son mari  
 Franck, Camille, Léa,  
 ses enfants  
 Vanda, Lucie, Simon,  
 Théodore, Paloma,  
 ses petits-enfants  
 Émile, son arrière-petit-fils  
 Anne, sa belle-sœur  
 ont la tristesse de vous  
 faire part du décès de

**Régine Deforges**

survenu le 3 avril 2014.

La cérémonie religieuse  
 aura lieu le  
 jeudi 10 avril à 10h30  
 en l'église Saint-Germain  
 des Prés à Paris 6ème.  
 Cet avis tient lieu de  
 faire-part.

Catrina JORGULESCO,  
 sa fille,  
 Dimitri LÉVÊQUE,  
 son petit-fils,  
 Ben,  
 son compagnon,  
 ont la douleur de vous  
 faire part du décès de

**Paule LEJEUNE**  
 agrégée  
 de lettres classiques,  
 maître de conférence  
 à l'université de Rouen,  
 écrivain, poète,  
 féministe et athée.

La cérémonie aura lieu  
 le mercredi 9 avril 2014,  
 à 10 heures, au  
 crématorium du cimetière  
 du Père-Lachaise,  
 Paris (20e).

"Une vie ?  
 L'éternité de l'éphémère."

Ni fleurs ni couronnes.  
 Merci de faire un don  
 à l'Institut Curie.

**SOUVENIRS**

Il y a six ans, le 7 avril 2008,  
 disparaissait  
**Frédérique  
 BERBEZY-TONNELIER**

"Les morts sont des vivants  
 mêlés à nos combats"  
 Victor Hugo.

La reproduction  
 de nos petites annonces  
 est interdite

Le Carnet  
 Emilie Rigaudias  
 0140105245

carnet-libe@amaurydias.fr

**L'HISTOIRE****LE TANDEM DE BERCY RENCONTRE LEURS HOMOLOGUES ALLEMANDS**

Bercy se déplace en duo aujourd'hui à Berlin. Alors que le ministre des Finances, Michel Sapin, avait annoncé, sitôt nommé, que sa première visite serait pour l'Allemagne, il sera accompagné d'Arnaud Montebourg, ministre de l'Economie. Un déplacement «conjoint», là où la France était précédemment représentée par un seul ministre en charge des deux portefeuilles. Dans les faits, le programme des deux collègues, dont la répartition des rôles est calquée sur le modèle allemand de stricte étanchéité, est bien séparé. Le premier rencontrera son collègue conservateur, Wolfgang Schäuble, sur des questions budgétaires, tandis que Montebourg verra des chefs d'entreprise et le ministre de l'Economie social-démocrate, Sigmar Gabriel. Pour peser, les Français ne seront pas trop de deux, à condition de parler d'une seule voix.

**«Les récents résultats économiques de la Grèce prouvent que la voie suivie était la bonne, [...] l'assainissement est plus rapide et meilleur qu'attendu.»**

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, au quotidien *Kathimerini* alors que la Grèce s'apprête à revenir sur les marchés de la dette

**LES GENS****JEAN-PIERRE JOUYET LAISSE LA PRÉSIDENTIE DE LA BPI**

Jean-Pierre Jouyet a annoncé qu'il quittera la présidence de la Banque publique d'investissement le 1<sup>er</sup> mai. Après le départ de la vice-présidente, Ségolène Royal, nommée mercredi ministre de l'Ecologie, et celui de Louis Gallois, futur président du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën, le conseil d'administration de la BPI est en plein renouvellement. Dans ces conditions, *il me paraît sage qu'il y ait un nouveau président de la Banque publique d'investissement*, a jugé Jean-Pierre Jouyet. Selon lui, «le bilan de la première année de BPI France est très bon, puisque près de 80 000 entreprises en France ont été accompagnées», et son «rôle est désormais reconnu au service de l'économie et de l'emploi». Pour sa succession, Jean-Pierre Jouyet n'a cité aucun nom, mais a observé que la loi stipulait que le président devait être un représentant de la Caisse des dépôts et consignations. Directeur général de cette dernière, il a souligné qu'il continuera «à suivre les activités de la BPI», et les participations importantes qu'elle y a engagées. PHOTO AFP

5

ans, c'est l'âge du petit Californien qui a réussi, par hasard, à pirater la Xbox One verrouillée pas son père. La presse américaine le considère comme le plus jeune hacker du monde. Il est parvenu à ouvrir le compte de son père en tapant plusieurs espaces en guise de mot de passe. Alerté, Microsoft a corrigé la faille de sécurité et a offert un chèque de 50 dollars à l'enfant ainsi qu'un an d'abonnement à la plateforme en ligne Xbox Live.



Lafarge a réalisé un chiffre d'affaires de 15,2 milliards d'euros en 2013. PHOTO TH.CAMUS, AP

# Lafarge et Holcim scellent leur alliance

**FUSION** Le mariage des cimentiers français et suisse donnerait naissance au leader mondial du secteur.

Les cimentiers français Lafarge et suisse Holcim sont au bord d'une megafusion qui a pris les marchés par surprise vendredi. Après avoir confirmé en fin de semaine dernière la clôture des Bourses qu'ils étaient bien en «négociations avancées» pour donner naissance à un futur numéro 1 mondial du secteur valorisé à 55 milliards d'euros, leurs conseils d'administration respectifs ont approuvé samedi leur plan de rapprochement. Il doit être annoncé aujourd'hui d'après le *Figaro*, par le biais d'une offre publique d'échange par Holcim sur Lafarge et qui sera donc intégralement payée en actions sans le moindre centime de cash à déboursier.

À l'issue de cette «fusion entre égaux», selon Lafarge, dont les discussions avec Holcim durent depuis plusieurs mois, le futur groupe aura son siège social en Suisse et deux sièges opérationnels, l'un à Paris et l'autre en Suisse. Le PDG de Lafarge Bruno Lafont en sera le patron opérationnel tandis que son président sera l'actuel patron d'Holcim, le Français Bernard Fontana. Dominants. La fusion d'Holcim (16 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2013) et de Lafarge (15,2 milliards) qui pèsent donc à eux deux plus de 30 milliards d'euros et 130 000 emplois, donnerait naissance à un géant, incon-

testable leader mondial du secteur. L'opération devra cependant être approuvée par les autorités antitrust qui scrutent depuis plusieurs années les ententes entre cimentiers. Le nouvel ensemble sera en position dominante à la fois en Europe et aux États-Unis dans un marché mondial déjà très concentré et dominé par une poignée d'acteurs. D'où les

**Lafarge reste plombé par une importante dette de 10,33 milliards d'euros.**

cessions probables d'usines et de centres de distribution qui seront exigées par ces régulateurs avant de donner leur accord à un tel projet. «Il y a de gros sujets de concurrence», reconnaît une source proche du dossier, mais les deux groupes auraient des «complémentarités très fortes», ajoute-t-elle, avec Holcim, réputé pour son efficacité commerciale, et Lafarge pour ses capacités d'innovation. Si elle devait se réaliser, cette fusion «se traduirait par des effets positifs tant pour les clients et les salariés que pour les actionnaires», insistent les deux groupes, qui précisent qu'elle n'aurait pas d'impact sur l'organisation en France. Confrontés à des surcapacités de production alors que le marché de la construction, en baisse, ne s'est toujours pas relevé du choc de 2008 et

que les prix de l'énergie ont augmenté, les deux cimentiers ont été contraints ces dernières années de réduire fortement leurs coûts. Très diversifié à l'international où il est présent dans 62 pays et sur 1570 sites de production, Lafarge reste plombé par une importante dette de 10,33 milliards d'euros au 31 décembre, qui l'a contraint à céder de nombreux actifs. La mutualiser avec Holcim la rendrait bien plus soutenable, alors qu'elle lui a coûté la bagatelle de 835 millions d'euros l'an dernier.

**Complémentaires.** Assaïnis financièrement et présent sur des marchés mondiaux qui devraient progresser de 2 à 5% en 2014 contre 0 à 3% en 2013 – le marché français, qui ne pèse que 9% de l'activité de Lafarge, reste en berne –, les deux cimentiers sont par ailleurs plutôt complémentaires géographiquement. Ensemble, ils pourraient mettre en place une stratégie offensive afin de contrer la montée en puissance des cimentiers issus des pays émergents, comme le mexicain Cemex et le chinois Anhui Conch, premier producteur mondial avec une capacité de 217 millions de tonnes de ciment par an, devant Lafarge (205 millions) et Holcim (174 millions).

CHRISTOPHE ALIX



Hier, lors du départ  
à Concarneau. PHOTO  
JEAN-SÉBASTIEN EVRARD/AFP



# AG2R: cadors et cadets de paire

La transat présente des valeurs sûres tels Desjoyeux ou Le Cam, associés avec de jeunes navigateurs.

Par **DINO DI MEO**  
Envoyé spécial à Concarneau  
(Finistère)

Le ciel est bien gris à Concarneau, pour le départ de la 12<sup>e</sup> Transat AG2R-la Mondiale, hier matin. En contrebas du quai, le ponton où sont amarrés les quinze monocoques est noir de monde. Mais au lieu des visages souvent crispés les jours de départ de traversée, ce sont des sourires qui s'affichent. Sans doute le fait de savoir que la destination est Saint-Barthélemy, 3890 milles nautiques plus à l'ouest, rend l'ambiance plus décontractée.

Les Figaro semblent minuscules. Deux marins à bord d'un bateau de 10 mètres pendant trois semaines pour traverser l'Atlantique, c'est un peu exigu. Dernières embrassades, clin d'œil complices, poignées de main chaleureuses. Kito de Pavant, engagé avec Gwenaél Gbick sur *Made in Midi*, demande un autographe à Jean Le Cam (*Interface Concept*), son voisin de ponton. Les deux anciens vainqueurs échangent quelques mots et rient de bon cœur.

Quelques minutes auparavant, les trente skippeurs étaient rassemblés sous le grand chapiteau pour un dernier briefing météo. Michel Desjoyeux, Roland Jourdain, Jean Le Cam, Gildas Morvan... le plateau

de cette édition est très relevé, avec des anciens vainqueurs d'il y a vingt ans mêlés à de plus jeunes marins déjà expérimentés. «*En monotypie, les courses sont toujours très serrées*», explique Le Cam, qui, lors de l'édition 1994, l'avait emporté en compagnie de Roland Jourdain avec 64 secondes d'avance sur Bertrand de Broc et Marc Guillemot. C'était déjà professionnel à l'époque. Et ça l'est encore plus aujourd'hui. Mais à Concarneau, ce week-end, il n'y avait que

## REPORTAGE

pour les trois «anciens». Desjoyeux-Jourdain-Le Cam, réunis avec quelques cheveux gris en plus pour une photo souvenir, histoire de se remémorer les belles années du métier de coureur au large.

**ANARCHIE.** Ce retour en Figaro de skippeurs partis pendant des années sur des bateaux bien plus complexes n'a rien de très étonnant. La

plupart se sont retrouvés sans sponsor, sans projet et parfois sans bateau. Michel Desjoyeux, dont le palmarès est impressionnant, s'est même habitué à être l'invité de marque. Lors de la Transat Jacques Vabre l'an dernier, c'était avec François Gabart. Cette fois, il reprend du service avec Corentin Ho-

**Ce retour en Figaro de skippeurs partis sur des bateaux plus complexes n'est pas étonnant. La plupart se sont retrouvés sans sponsor et parfois sans bateau.**

reau, 24 ans, sur *Bretagne-Crédit mutuel*. «*Un mélange de générations qui me permet de m'amuser avec envie*», explique Desjoyeux, 48 ans. Pour moi, c'est du ludique. Une anarchie intéressante. »

A 49 ans, Roland Jourdain (*La Cornouaille*) se lance dans une autre belle aventure, en embarquant avec

lui Martin Le Pape, 25 ans, qui «*pourrait être son fils*». Le rôle des seniors est primordial dans la transmission du savoir.

Kito de Pavant, qui, à 53 ans, dispute sa cinquième Transat AG2R, parle de «*retour à des trucs simples et plus faciles*» : «*Après avoir navigué sur un 60 pieds, on revient à échelle humaine*», dit-il.

Ce sont de vraies usines à gaz, limite dangereuses. Et je ne parle pas des multicoques. Sur ceux-ci [des Figaro Bénéteau II], il y a tout de suite moins de stress.

Là-dessus, il ne peut rien vous arriver, surtout en double. Et pour la préparation, trois personnes suffisent amplement. Du coup, c'est aussi beaucoup moins cher. En revanche, ils sont un peu lents... L'océan te semble vraiment plus grand ! »

Une saison de Figaro coûte environ 150 000 euros, contre des millions

d'euros pour un 60 pieds, ce qui rend la chasse aux partenaires plus facile. Autre avantage de ces petits bateaux : la taille des voiles, presque huit fois plus petites, et donc beaucoup moins lourdes. «*Cela a beau être un petit bateau, les départs se préparent de la même façon et c'est du boulot*», nuance Philippe Laot, préparateur du bateau de Gildas Mahé, 38 ans et Jean Le Cam, 54 ans. Ils sont une dizaine à pouvoir prétendre à la victoire. Les choix météo vont être plus stratégiques que jamais. »

**MARQUAGE.** Hier à 13 heures, après un parcours côtier très technique, la flotte a pris la direction de l'Espagne. Avant d'aller rejoindre la marque de parcours à La Palma aux Canaries, les équipages devront naviguer au près dans une mer formée pendant une vingtaine d'heures. «*Le vent va forcer progressivement jusqu'à lundi matin*», précisait Kito de Pavant. Nous aurons un passage de front avec du vent fort, de la pluie et de la mer. Ce ne sont pas des conditions extrêmes, mais cela demeure inconfortable et sollicitant sur des bateaux de dix mètres. »

Pas de quoi se reposer dans le golfe de Gascogne, puisqu'il faut s'attendre à un marquage à la culotte. Hier après-midi, Gildas Morvan et Charlie Dalin (*Cercle vert*), vainqueurs de l'édition 2012 ont magistralement négocié le parcours côtier pour prendre l'avantage d'une courte tête. ◆

## REPÈRES

7200

kilomètres, c'est la longueur de la course (3890 milles), de Concarneau à l'île antillaise de Saint-Barthélemy, via les îles Canaries. Les concurrents tablent sur une traversée de vingt à vingt-cinq jours.



100 000

euros, c'est le budget minimal avec lequel on peut participer, selon Yvon Breton, directeur général délégué du groupe d'AG2R-la Mondiale. Les concurrents voguent sur des monocoques Figaro 2.



## LA PERF

OGIER SURVOLE  
LE RALLYE DU PORTUGAL

Sébastien Ogier (Volkswagen Polo-R) a remporté dimanche le rallye du Portugal, 4<sup>e</sup> manche du championnat du monde des rallyes (WRC). Le champion du monde en titre, déjà vainqueur de cette épreuve à trois reprises (2010, 2011, 2013), signe son 19<sup>e</sup> succès en WRC, le troisième cette année, et renforce sa position en tête du championnat du monde. Il devance au Portugal le Finlandais Mikko Hirvonen (Ford). « Cette année, je suis encore plus relax que par le passé, a-t-il indiqué. Avoir acquis mon premier titre me permet d'être plus libéré. » Auteur de huit temps scratch sur seize spéciales, le Français n'a jamais paru en difficulté, débarrassé dès l'ES5 de son principal concurrent au championnat du monde, son propre coéquipier, Jari-Matti Latvala. Le Finlandais, qui était à trois points d'Ogier au départ du rallye, est désormais distancé de 29 points. Il a terminé au-delà de la dixième place après être parti en tonneaux, vendredi après-midi dans la première spéciale. PHOTO FRANCISCO LEONG, AFP



## LE BIDE

LIGUE 1: SAINT-ETIENNE  
TRÉBUCHE FACE A NICE

Avec un nul arraché contre le cours du jeu dimanche à domicile face à l'OGC Nice (1-1), l'AS Saint-Etienne a compromis ses chances de qualification pour la Ligue des champions. « Notre jeu a été très pauvre », a regretté l'entraîneur Christophe Galtier (photo). Les verts sont désormais à cinq points du troisième du championnat, Lille, qui, bien que réduit à neuf lors des vingt dernières minutes, a gagné avec la manière à Toulouse, samedi (2-1). Cette 32<sup>e</sup> journée de Ligue 1 a été assomée samedi par la victoire, face à Reims, 3-0 d'un Paris SG fonçant vers le titre, et surtout préoccupé par son quart de finale retour de Ligue des champions à Chelsea mardi soir, qu'il aborde en position de force (3-1 à l'aller). Les autres matchs : Marseille-Ajaccio 3-1, Bastia-Sochaux 2-2, Bordeaux-Rennes 2-2, Guingamp-Montpellier 1-2, Lorient-Evian 1-1, Valenciennes-Lyon 1-2, Monaco-Nantes (résultat non parvenu). PHOTO ROBERT PRATTA, REUTERS

## L'HISTOIRE

FACE À L'ALLEMAGNE, LES TENNIS  
FRANÇAIS SE REPRENENT EN LORRAINE

Les Français, ultrafavoris en quarts de finale de la Coupe Davis, avaient peur de s'embêter face aux Allemands, privés de leurs trois meilleurs joueurs. Alors ils ont perdu leurs deux premiers simples, vendredi, à Nancy, histoire de pimenter la suite. Samedi, ils ont redressé la barre en double avec Michaël Llodra et Julien Benneteau, et hier, ils ont fini le boulot. Jo-Wilfried Tsonga, n°12 mondial, a expédié Tobias Kamke (n°96) en trois sets (6-3, 6-2, 6-4), vengeance la défaite de Benneteau. Puis Gaël Monfils (n°25) a puni (6-1, 7-6 [0], 6-2) Peter Gojowczyk (n°119), qui avait battu Tsonga en cinq sets. En demi-finale, la France accueillera en septembre la République tchèque.

2

clubs français se sont qualifiés pour les demi-finales de la Coupe d'Europe de rugby : Clermont, vainqueur de Leicester samedi (22-16), rencontrera les Saracens. Et Toulon, tombeur dimanche du Leinster (29-14), affrontera le Munster, qui a écrasé Toulouse (47-23) samedi.



## À CHAUD LE SUISSE A GAGNÉ POUR LA TROISIÈME FOIS LA CLASSIQUE BELGE

## Cancellara flambe en Flandres

A 33 ans, Fabian Cancellara (Trek) a remporté dimanche son troisième Tour des Flandres. Déjà vainqueur en 2010 et 2013, le Suisse a égalé le record des victoires dans cette classique de 259 kilomètres entre Bruges et Audenarde. Le Bernois, surnommé Spartacus, a réglé au sprint ses trois compagnons d'échappée, Greg Van Avermaet, Sep Vanmarcke et Stijn

Vandenbergh. « Désolé pour la Belgique, je bats trois Belges ! » a rigolé Cancellara, alors que Peter Sagan a fini seizième.

Le Suisse signe ainsi son premier succès de la saison, après sa deuxième place à Milan-San Remo. Au palmarès, il rejoint le Belge Achille Buysse, trois fois vainqueur entre 1940 et 1943, l'Italien Fiorenzo Magni (entre 1949

et 1951), les Belges Eric Leman (entre 1970 et 1973), Johan Museeuw (entre 1993 et 1998) et Tom Boonen (entre 2005 et 2012), septième hier. De nombreuses chutes ont émaillé ce Tour, la plus dramatique concernant le Belge Johan Vansummeren, qui a percuté une spectatrice, transportée à l'hôpital dans un état très grave (coma), avec pronostic vital engagé.

La marque à l'étoile brille  
dans la nuit bahreïnienne

**F1** Nouveau doublé pour Mercedes, Hamilton ayant passé Rosberg dès le départ. Force India est sur le podium.



Lewis Hamilton (à gauche) et Nico Rosberg, à l'arrivée du GP. PHOTO PATRICK BAZA, AFP

Le 900<sup>e</sup> Grand Prix de l'histoire, disputé dimanche sur le circuit de Bahreïn, a proposé tout ce qui fait le sel de la F1. Un départ musclé, de la haute stratégie, des luttes d'une grande intensité entre pilotes d'une même équipe, des messages radio tous azimuts, et un accrochage spectaculaire (entre Maldonado et Gutierrez) qui a provoqué l'intervention de la voiture de sécurité et relancé le spectacle alors qu'il restait dix tours.

Dix tours d'anthologie qui ont vu les pilotes Mercedes, l'Anglais Lewis Hamilton et l'Allemand Nico Rosberg, s'affronter en toute liberté, à la seule condition de ramener leur flèche d'argent sans la briser. Avec une maestria rappelant presque les plus beaux moments des duels Prost-Senna des années 80... Hamilton et Rosberg ont coupé la ligne d'arrivée dans

cet ordre, dans un parfait état d'esprit.

Autant d'événements ont cloué le bec des grands décideurs de la F1, dont le patron de Ferrari, Luca di Montezemolo, et le boss commercial de la compétition, Bernie Ecclestone, qui, la veille, avait provoqué une réunion d'urgence pour évoquer le manque de spectacle de la F1, revisitée depuis le début de la saison sur le plan technique. Les 57 tours de ce troisième GP ont balayé leurs pauvres arguments.

Il y a d'abord eu ce départ de rêve d'Hamilton, s'imposant face à son équipier dès le premier virage. Le show entre les deux pilotes Mercedes, qui se connaissent depuis l'adolescence, pouvait commencer. Les autres pilotes ne lâchaient pas l'affaire pour autant. Hasard ou configuration particulière du circuit de Sakhr, on a assisté dans presque chaque équipe

à des duels fratricides. Ainsi, les pilotes Ferrari, Fernando Alonso et Kimi Räikkönen, ne se sont pas fait de cadeaux avec au final, un avantage infime à l'Espagnol.

Ceux de l'équipe Williams, qui avaient eu quelques mots en Malaisie, ont cette fois eu toute liberté de s'expliquer, d'homme à homme, sans que la radio ne vienne gâcher leur bataille. Felipe Massa a eu le dernier mot face à Valteri Bottas. Chez Force India, même intensité entre le Mexicain Sergio Perez et Nico Hülkenberg, mais cette fois Perez a eu le dessus, montant sur le podium. Mais la grande surprise est venue de la performance du nouveau pilote Red Bull, l'Australien Daniel Ricciardo, qui s'est mesuré à son coéquipier quadruple champion du monde, l'Allemand Sebastian Vettel, et qui, à la régulière, l'a mis dans ses rétros.

LIONEL FROISSART

## LES GENS

L'ÉTHIOPIEN  
KENENISA  
BEKELE ROI  
DU PAVÉ PARISIEN

C'était son premier marathon, hier, à Paris et l'Éthiopien Kenenisa Bekele l'a facilement gagné, faute de concurrence sérieuse. En 2 h 05 min 04 sec, il bat de six secondes le précédent record de l'épreuve. A 31 ans, le triple champion olympique, sur 5 000 et 10 000 m, affirme : « Je peux courir plus vite que ça. Oui, le record du monde est une possibilité, bientôt. » Et dès son prochain marathon, à l'automne peut-être. En attendant, il va revenir sur piste, courir quelques 10 000. Mais le marathon, discipline beaucoup plus rentable financièrement, constitue son objectif pour les JO de Rio en 2016.

PHOTO AP

«Anelka est  
au Galo [coq].»

Alexandre Kalil, président du club brésilien Atletico Mineiro, qui a le coq pour emblème. L'attaquant français était de trop à West Bromwich après sa quenelle

Libération est habilité aux annonces légales et judiciaires pour le département 75 en vertu de l'arrêté du 20 décembre 2013

1119719

L'UNION

SARL au capital de 5 000 euros  
5 rue Lucien Sampaix - 75010 PARIS  
RCS PARIS 800 289 514

Aux termes d'une délibération en date du 18/03/2014, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par Madame Amina WAHBI de démissionner de ses fonctions de gérant et a nommé en qualité de nouveau gérant Mme Anne Marie GOULUT, demeurant 4 villa Saint-Fargeau - 75020 PARIS, pour une durée indéterminée à compter de ce jour.

Pour avis.



REGARDS DE JEUNES SUR «LIBÉ» (7) CHARLOTTE, 19 ANS, EN IUT INFORMATIQUE À MONTPELLIER:

# «C'est clair, "Libé", vous n'êtes pas les plus rapides!»

Traités de «ringards» et d'«étriqués» par leur actionnaire, vous pensez bien que les salariés de *Libération* n'étaient pas très contents. Ils ont eu alors l'idée d'aller demander à des jeunes, ces créatures étranges -a priori ni ringards ni étriqués- que l'on dit rétives à l'actualité, leur rapport à *Libé* et, plus généralement, à l'information. Charlotte, 19 ans, étudie l'informatique en institut universitaire de technologie (IUT) à Montpellier.

«J'aime être au courant de ce qui se passe. Je m'informe toute la journée avec mon téléphone portable - même quand je suis en cours. Je reçois les notifications de *Libé*, mais aussi celles du *Figaro* et du *Monde*. Bon, c'est clair, *Libé*, vous n'êtes pas les plus rapides! Du coup, quand il y a une nouvelle actu, genre des nouvelles du Boeing disparu, je vais voir d'abord sur les autres sites. «Mais tous les soirs, avant de m'endormir, je fais le tour des trois journaux, toujours depuis mon téléphone. Je clique sur les articles qui m'intéressent, parfois sur les mêmes sujets mais traités de manière différente. C'est fascinant de voir comment on peut parler d'un même événement de plusieurs façons, selon que l'on est un journal de droite ou de gauche. Quand on lit *Libé*, on sent bien qu'il y a un parti pris à gauche. C'est clair. Quand je dis ça, ce n'est pas péjoratif. «A *Libé*, les articles ne sont pas du tout rédigés de

**Libération**  
**NOUS SOMMES UN JOURNAL**

la même façon selon le journaliste qui écrit. J'aime vraiment bien ça. Je n'ai pas du tout cette impression en lisant *le Monde*: on dirait que tous les rédacteurs suivent un même modèle pour rédiger leurs articles. Vous, à *Libé*, c'est différent. Je ne sais pas à quoi ça tient. Vous avez plus de liberté, peut-être?

«En tout cas, quand je tombe sur un article écrit d'une manière qui me plaît, il m'arrive de taper le nom de l'auteur pour lire les derniers publiés. J'aime quand les articles sont signés même si ce n'est pas toujours le cas.

«Certaines rubriques me plaisent plus que d'autres, bien entendu. Je suis dans l'informatique: forcément, je suis un peu geek... forcément, je lis la rubrique Ecrans! Mais pas seulement. Je lis aussi les sujets Société, par exemple.

«Après, j'avoue, je ne vais jamais acheter un journal en papier, que ce soit *Libé* ou un autre d'ailleurs. Pas parce que je trouve que ça fait vieux, non, cela n'a rien à voir. C'est plus une histoire de facilité. *Libé*, je peux le lire sur mon téléphone. Pourquoi aller au kiosque? En revanche, le matin, je prends les journaux papiers distribués gratuitement dans le tram. C'est sympa pour les infos locales. Et puis, surtout, je les ai sous la main, je n'ai pas à me déplacer.»

*Libé n'est pas une marque*



**NOUS SOMMES DES ILLUSTRATEURS**

Par HONORÉ

 SUR LES INTERNETS

► **Twitter** @nousjournal  
► **Facebook** facebook.com/noussommesunjournal  
► **Tumblr** noussommesunjournal.tumblr.com  
► **Mail** noussommesunjournal@gmail.com

# Adolfo Suárez, l'homme qui tua Francisco Franco

Par **JAVIER CERCAS** Ecrivain

L'auteur a publié, sur le coup d'Etat du 23 février 1981 et l'histoire d'Adolfo Suárez, *Anatomie d'un instant* (Actes Sud, 2010). **Dernier roman paru**: les Lois de la frontière (Actes Sud, 2014).

À la mort d'Adolfo Suárez, le 23 mars, a provoqué plus d'une surprise. Je ne pense pas au fait, prévisible, que certains de ceux qui le traitèrent avec le plus de brutalité lorsqu'il était Président le couvrent aujourd'hui d'éloges. Ce qui est surprenant, en revanche, c'est qu'on entende souvent que, depuis le coup d'Etat manqué du 23 février 1981, nous sommes tous reconnaissants à Suárez d'avoir démontré, tandis que les balles des putschistes sifflaient autour de lui dans l'hémicycle du Congrès espagnol, qu'il était tout disposé à devenir le héros de la démocratie. C'est surprenant, parce que c'est faux : quand le coup d'Etat eut lieu, personne n'accorda la moindre importance au geste de Suárez – l'un des trois à rester debout face aux putschistes, tandis que tous les autres élus s'allongeaient. La majorité n'y vit que le dernier artifice d'un président opportuniste, faiseur et en bout de course. Beaucoup furent même presque gênés, peut-être parce que ce geste

dénouait, par contraste, le comportement général : la preuve en est que, à peine un an et demi plus tard, Suárez se présenta aux élections et son parti obtint la bagatelle de deux députés. Cependant on ne cesse plus d'entendre depuis sa mort que Suárez fut un héros ; selon moi il le fut, mais d'un genre particulier, qui explique peut-être la parti-

**On ne cesse d'entendre, depuis sa mort, que Suárez fut un héros ; il le fut, mais d'un genre particulier, qui explique la particularité de notre démocratie. Un «héros de la trahison».**

cularité de notre démocratie. Je l'ai appelé un jour un «héros de la trahison». L'oxymore me paraît toujours valable. Qu'est-ce qu'un héros de la trahison ? Nous sommes habitués à faire de la loyauté une vertu, et elle l'est ; mais il y a des moments historiques où la trahison est plus difficile, courageuse et honnête que la loyauté. La transition espagnole a été l'un d'eux. On a beau-

coup rappelé, ces jours-ci, que lorsque le roi nomma Suárez président du gouvernement, les démocrates furent horrifiés par le choix de cet arriviste du franquisme, alors secrétaire général du Mouvement national ; on a peu rappelé, en revanche, que ce furent les franquistes les plus durs que cette nomination enthousiasma. C'est naturel : cet homme jeune, habile, séduisant, énergique, kennedien et complaisant était l'un d'entre eux, et la meilleure garantie que le franquisme n'allait pas mourir avec Franco. Quelle immense

erreur. En moins d'un an, grâce au dialogue, bien sûr, mais aussi grâce à des tours de passe-passe et des trucs de bonimenteur, Suárez liquida le franquisme et posa les bases de la démocratie. Et ainsi le grand héros se convertit en grand traître, du moins pour les franquistes ; pour les autres, pour presque tous les autres, il devint peu à peu cet intrus au passé sale qui s'était sali les mains en trahissant les siens. Cela, c'est la moitié évidente du prix qu'il dut payer pour sa prouesse.

L'autre moitié est plus secrète, mais à travers elle le destin de Suárez rejoint celui de Tom Doniphon, le personnage d'un western indélébile de John Ford : *L'Homme qui tua Liberty Valance*. Valance est l'homme le plus dur au sud de Picketwire, un territoire sauvage où se développe la petite ville de Shinbone, et où règne la loi de Valance, celle de la barbarie. J'ai dit : l'homme le plus dur ; c'est inexact : j'aurais dû dire, l'homme le plus dur après Doniphon, l'envers de Valance. Doniphon n'impose pas la barbarie, mais la barbarie est son royaume ; il y trouve tout, y compris un futur prospère avec la femme qu'il aime. Jusqu'au moment où arrive à Shinbone un avocat, Ransom Stoddart, qui apporte dans ses bagages la loi et la civilisation, et qui bouleverse tout. Valance veut éliminer Stoddart pour que la loi n'entre pas à Shinbone, Doniphon, qui a du courage mais aussi l'instinct de la vertu, comprend que le bien est dans la loi et le mal dans la barbarie. Il trahit alors son monde, soutient Stoddart et le fait triompher de la seule manière possible : en tuant Valance et en sauvant la vie de l'avocat. C'est la meilleure chose qui puisse arriver aux gens du sud de Picketwire, car la loi est la seule défense possible des faibles contre les forts, mais c'est aussi le pire qui puisse arriver à Doniphon : tandis que Stoddart lui enlève la femme qu'il aime et part avec elle à Washington pour y mener une carrière politique, lui, incapable de vivre sous une autre loi que celle de la barbarie, perd tout et coule dans le puits de l'histoire.

Il est arrivé quelque chose de semblable à Suárez. En juillet 1976, lorsqu'il devint président du gouvernement, il était l'homme le plus dur au sud des Pyrénées, le franquiste au visage lisse, celui qui connaissait le mieux le régime précédent. Le roi le choisit pour ça : pour tuer Valance ; je veux dire : pour tuer le franquisme. Et il le fit. Mais il ne s'est pas arrêté là ; il engendra aussi une démocratie, démocratie qui, pensait-il, lui serait aussi favorable que la dictature, ou même davantage. C'était ingénu. De même que Doniphon se trompait en croyant que dans la civilisation qu'il créait en tuant Valance il pourrait prospérer avec la femme qu'il aimait, de même Suárez se trompa en croyant qu'il pourrait prospérer dans la démocratie qu'il avait créée en détruisant le franquisme. Doniphon était le meilleur dans le monde de Valance – comme Suárez était le meilleur dans le monde de Franco –, mais il n'était qu'un parmi d'autres dans le monde de Stoddart – comme Suárez en démocratie : le royaume de Doniphon et de Suárez n'était pas de ce monde, celui de la civilisation qu'ils fondèrent, mais de celui de la barbarie qu'ils ont détruite. En tuant Valance, Doniphon se tuait lui-même : la mort du franquisme fut pour Suárez, au fond, une forme de suicide. Ford nous dit que la démocratie américaine se fonde sur un crime réel : l'assassinat de Valance par Doniphon. On pourrait dire que la démocratie espagnole se fonde sur un crime symbolique : l'assassinat du franquisme par Suárez. C'est pourquoi il n'est pas seulement un héros de la trahison : c'est aussi le héros fondateur de notre démocratie.

Bien des années plus tard, Stoddart revient à Shinbone pour assister aux funérailles de Doniphon. Il revient avec sa femme, celle qui fascinait Doniphon, ou qui l'a peut-être fui. Tout a changé au sud de Picketwire. La loi a apporté la liberté, le bien-être, la justice ; tout a changé aussi pour Stoddart, devenu un homme politique important. Quant à son épouse, on devine qu'elle a découvert, mais un peu tard, qu'elle a fait le mauvais choix. Quoi qu'il en soit, nul ne se souvient à Shinbone de qui fut Doniphon : seul Pompey, son fidèle domestique noir, veille son corps ; le croquemort en a profité pour voler les bottes du mort. Si l'on en juge par la dimension de ses funérailles, le vieux président Suárez a eu plus de chance que le vieux cow-boy ; mais, à en juger par les obscénités, mensonges et vilénies entendues, chacun tirant sur les bottes du mort pour se les approprier, on peut en douter. Peut-être aurait-il mieux valu qu'il meure seul, uniquement veillé par sa famille et ses rares amis. Finalement, c'est cela, le destin habituel des héros. Traduit de l'espagnol par Philippe Lançon.

L'ŒIL DE WILLEM





Par **DANIEL SCHNEIDERMAN**

## Remaniement, un orgasme en continu

Devant le nouveau gouvernement, la petite bande de l'info continue est comme devant un cadeau de Noël, qu'on n'en finirait pas d'attendre, avant de le déballer. L'attente d'abord, cœur battant : restez avec nous, ne quittez pas l'antenne, c'est pour demain, pour tout de suite, pour bientôt. C'est l'heure de gloire des conseillers tuyautés, et des pronostics corrigés des variations horaires. De la coulisse, monte la plainte des smartphones martyrisés. Machin sera ici, c'est certain. Et Truc est d'ores et déjà ministre d'Etat. Quant à Bidulette, un très très gros ministère. Mais vraiment très gros, même si on ne sait pas ce qu'il contiendra. Mais on ne vous a rien dit. Ça peut bouger. Ne parlez pas. Enfin les rennes, le père Noël sur le perron

### MÉDIATIQUES

de l'Elysée, et voici le paquet. Que de surprises ! Que de merveilles ! Que de promesses ! Paritaire ? Vraiment paritaire ? Sortons les calculatrices. Oui, paritaire. Pas beaucoup de sang neuf ? Tant mieux. On pourra critiquer l'immobilisme, le conservatisme, l'absence d'audace. Dans le cas inverse, on était tout prêts à guetter gaffes et couacs des novices. Chacun son petit morceau. Les nouveaux, les recalés, ceux qui ont espéré jusqu'au bout : il y en aura pour tout le monde. Les analystes analysent les rapports de force. Vallsiens, hollandistes, dosages, coefficients, stratégies. Le vallsien en embuscade sur D3 sera-t-il capable de faire trébucher les trois hollandistes en C5, C6 et A2 ? En vingt-quatre heures, sitôt connue la composition du gouvernement, Valls est passé du statut de puputiste ayant forcé la main de Hollande, à celui d'otage dudit Hollande. La belle partie, qui change de visage en fonction de la perspective !

Pendant que les analystes analysent, les psychologues psychologisent. On compte même quelques capillicultologues : «Royal a mûri, elle sera loyale. La preuve, son chignon» (Anna Cabana, sur BFM). Il y en aura pour tout le monde. Les couacologues guettent les couacs. Les conteurs de sagas ressortent leurs fiches (qui n'est pas capable de réciter par cœur la saga Royal-Hollande, avec options tweet et scooter ?) Déjà, les sondeurs sondent. Au loin, les reporters de radio pourchassent entrants et sortants, premiers mots, derniers mots. Restez avec nous : nous sommes avec Jean-Marc Ayrault qui va prendre son train pour Nantes, avec Ségolène Royal qui sort de chez elle.

Viennent ensuite les passions du pouvoir. Entrants et sortants, éloges, embrassades, serments, je marcherai dans tes pas, vous en êtes un autre. Pour un Montebourg qui se tourne les pouces en écoutant Moscovici, tant de bonheur, tant de tristesse d'Etat. Toutes ces passions primaires transpirant pour une fois des pierres du faubourg Saint-Germain. Sapin et Rebsamen, surjouant la camaraderie devant la caméra de l'Élé : «C'est un ministère très humain. Quand je pense qu'on parle de chiffres du chômage ! Mais comment ose-t-on ? Le chômage, ce ne sont pas des chiffres, ce sont des hommes, des femmes, de la souffrance, tu vas voir, toute la compassion humaine, que tu trouveras dans cette belle maison !»

Délire des premiers pas hésitants. Arrivant en vélo à Sciences-Po, Christiane Taubira prononce trois mots. Mais ce vélo n'est pas un vélo : c'est une «exclusivité à l'Élé». Visitant une gendarmerie, Bernard Cazeneuve, nouveau ministre de l'Intérieur, se fait présenter un casque avec visière. Question : «Et on peut voir à travers ?» Hop, en boîte pour le *Petit Journal*. Mais le morceau de choix, c'est Ségolène. Avec elle, c'est la légende princière de la République, qui pénètre en Majesté dans la triste politique quotidienne et, dès le premier jour, se propose de «remettre à plat» l'écotaxe. On croit entendre déjà les stylos, qui signent les contrats d'édition.

Maigre moisson, en revanche, pour le «premier couac» : rien d'autre qu'une petite bagarre pour le Commerce extérieur. Il paraît que Montebourg l'a piqué à Fabius, qui ne s'est pas laissé faire.

Dans l'euphorie du partage du butin, dans cette euphorie carnivore, c'est une jouissance continue, qui nous est donnée à voir. Un interminable orgasme collectif, une partouze de commentaires. A force d'être ensemble jour et nuit, une étrange dynamique s'est créée entre eux, qui dit aux spectateurs la jouissance obscène de la fréquentation du pouvoir. Dans leur exultation, ils ont zappé le monde extérieur. Ils nous ont oubliés.



SUR LIBÉRATION.FR

Retrouvez nos chroniques sur :  
[www.libération.fr/chroniques](http://www.libération.fr/chroniques)

## L'aide aux pays les plus pauvres en danger sous la gauche ?

Par les directeurs de nombreuses ONG

Monsieur le président de la République, «pouvons-nous encore, au regard des difficultés que nous traversons sur le plan économique, sur le plan budgétaire, pouvons-nous encore conserver une politique ambitieuse de développement ?» Il y a un an, en clôturant les assises du développement et de la solidarité internationale, vous vous étiez posé cette question, pour répondre immédiatement et sans ambiguïté par l'affirmative. «Compte tenu de son rang, de sa place, de son histoire, de ses valeurs, je réponds oui. Nous le pouvons, nous le devons, nous le ferons», disiez-vous.

Or, un an plus tard, où en est-on ? Non seulement, votre affirmation, pourtant forte et claire, ne s'est pas traduite dans les faits, puisqu'en 2013 le niveau d'aide publique au développement accordé par la France est en baisse. Mais, sous prétexte de modernisation de l'Etat, un risque encore plus important plane aujourd'hui sur l'aide vers les pays les plus pauvres. Un risque que les orientations prioritaires promues par votre gouvernement depuis près de deux ans soient vidées de leur substance. Et un risque bien réel pour des budgets destinés notamment à la santé materno-infantile, aux programmes d'appui à la gouvernance, à la lutte contre le sida et le paludisme, qui, pourtant, ont montré leur efficacité !

Alors que la France ne cesse de réaffirmer son engagement international de consacrer 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement, la réalité est donc bien différente. Aujourd'hui, seul 0,46% du revenu national contribue à cette politique, soit un investissement budgétaire réel d'environ 4 milliards d'euros, sur un budget total de la France de plus de 407 milliards. Cette contribution déjà insuffisante ne devrait subir, sous aucun prétexte, de nouveaux coups de rabot.

Quel bénéfice économique extraordinaire tirerait-on en France de nouvelles réductions sur un budget aussi faible ? La réalité est qu'il sera à peine mesurable. Pour les plus pauvres de la planète les conséquences seront considérables, y compris en termes de vies humaines.

En 2012, l'aide française a permis de scolariser 10 millions d'enfants et d'améliorer l'accès à l'eau potable pour près de 2 millions de personnes. Seize pays d'Afrique subsaharienne, dont de nombreux parmi les pays prioritaires de l'aide française, sont aujourd'hui en bonne voie de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Autant de preuves que l'aide publique au développement, un investissement aux effets décuplés par rapport aux sommes dépensées est source d'améliorations considérables dans les conditions de vie des populations, et que nous, citoyens français, pouvons être fiers d'y contribuer. Pour la France, la 5<sup>e</sup> puissance économique mondiale, renier aujourd'hui – sans le dire, bien sûr – ses engagements internationaux, serait renoncer à une exigence de solidarité dans le monde extrêmement inégalitaire que nous connaissons. Ce se-

rait, sans l'avouer, faire payer les effets de notre crise aux populations les plus pauvres de la planète. Ce serait priver des enfants d'éducation, de vaccins, des malades de traitement contre le sida ou le paludisme, des agriculteurs de semences, des réfugiés d'abris et des citoyens d'électricité, de routes et de tous les moyens qui leur permettraient de sortir de l'extrême pauvreté.

Est-ce dire que rien n'a bougé sur ce sujet en France ? Non. En un an, la France a fait évoluer sa politique de développement en se dotant d'une loi d'orientation qui contribuera à améliorer la transparence, favorisera le débat public et permettra de mieux informer les citoyens des réalisations et des résultats de cette politique. Les principes sont là mais les moyens manquent. Nombreux sont ceux qui ont ainsi regretté de ne pas voir inscrit, dans le texte, l'engagement d'une trajectoire ascendante pour atteindre l'objectif des 0,7%, et les moyens budgétaires pour y parvenir. On pourrait se satisfaire d'orientations louables et de bons principes mais dans des situations de crise qui vous ont mobilisé personnellement comme celles que traversent la Centrafrique aujourd'hui, le Mali ou la Syrie, ou, quand il s'agit de faire face aux effets pour des millions de personnes des conséquences du changement climatique, l'aide au développement est cruciale. Non pas une aide qui mettrait sous perfusion ces Etats, en nourrissant une dépendance que leurs citoyens eux-mêmes rejettent, mais bien une aide qui permette aux populations les plus vulnérables de faire face aux chocs immédiats et aux institutions nationales de se réformer pour créer les cadres d'un développement durable.

Un an après votre discours aux assises du développement et de la solidarité internationale, nous ne pouvons croire que vous acceptiez que la réponse à ces défis soit dans de nouvelles coupes budgétaires, qui pour être faites sans publicité n'en seront pas moins réelles. Un tel chemin est incompatible avec une politique française de développement «ambitieuse» qui pour redevenir crédible doit l'être politiquement mais aussi financièrement. Pour que cette politique publique reste un des piliers majeurs de l'action étrangère de la France, votre ambition se traduira-t-elle dans le budget 2015 et celui des années à venir ?

**Parmi les signataires :** Jean-Louis Vielajous Président de Coordination SUD (représentant 130 ONG) ; Luc Lamprère Directeur général Oxfam France ; Friederike Röder Directrice ONE France ; Bruno Spire Président Aides ; Thierry Brigaud Président Médecins du Monde ; Jean-Marc Boivin Directeur Handicap international France ; Khady Sakho Niang Présidente Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations ; Jean-Daniel Balme Directeur du service de coopération au développement ; Bernard Pinaud Délégué général CCFD-Terre Solidaire ; Frédéric Apollin Directeur général d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières ; Hakima Himich Présidente de Coalition Plus ; Mike Penrose Directeur général d'Action contre la faim ; Pierre Perbos Président Réseau Action Climat-France...

## CULTURE

**EXPOSITION** La BNF offre un saisissant instantané des ultimes moments de prospérité et d'insouciance avant que l'Europe ne sombre dans la grande boucherie du XX<sup>e</sup> siècle.

Par **ÉDOUARD LAUNET**

C'est déjà l'été à la Bibliothèque nationale de France (BNF). Un été confiant, effervescent, en surchauffe, et finalement dramatique. Un été 14. L'Europe est alors en pleine croissance, l'industrie tourne rond, les arbres montent jusqu'au ciel. Paris, capitale mondiale de la culture, est une fête. Mais en quelques semaines, patatras ! Un conflit généralisé, et bientôt des millions de morts, plus encore de blessés, un effondrement économique. Une génération est balayée, les tranchées redessinent les rapports sociaux pour l'après-guerre, tanks et canons bouleversent la carte du monde. La littérature – avec en tête les *Thibault*, de Roger Martin du Gard – a raconté cette métamorphose. Il n'était donc pas absurde que ce soit la BNF qui s'y colle en présentant une exposition sur « Les derniers jours de l'ancien monde », bel arrêt sur image sur cette saison où tout a basculé.

**ÉTINCELLE.** Le centenaire de la Grande Guerre nous ramène en 1914 comme si c'était hier. Mais cet hier est en fait une autre planète : c'est le premier mérite de cette manifestation que de nous le rappeler. A cette époque, l'Europe encore très rurale ne compte que trois républiques : France, Portugal, Suisse – le reste n'est que têtes couronnées. L'économie est si dynamique qu'il faudra attendre 1973 pour que l'Europe (Russie comprise) retrouve le même PIB. L'armée est partout : il y a en France 880 000 hommes sous les drapeaux en raison de la « loi des trois ans » (de service militaire obligatoire) pour une population totale de 40 millions. Le militaire est un personnage populaire, hormis répression sanglante des manifestations. La société qu'a décrite Proust se réunit en-



A Longchamp, lors du défilé militaire du 14 juillet 1914. PHOTO AGENCE MEURISSE. BNF. DÉPARTEMENT DES ESTAMPES ET DE LA PHOTOGRAPHIE

# Eté 14 la fin d'un monde





Des cosaques partant pour la Prusse Orientale. PHOTO AGENCE ROL BNF



Des brancardiers au secours d'un blessé français. PHOTO AGENCE ROL BNF

core dans les salons du faubourg Saint-Germain. Et tout ce beau monde se dirige vers un suicide collectif que personne ne pourra arrêter. Pourquoi? Comment? Les commissaires Frédéric Manfrin et Laurent Veyssière livrent les pièces du dossier – extraites des collections de la BNF, des archives de la Défense et de nombreux musées – sous quelques têtes de chapitres: le cosmopolitisme culturel, pacifistes et bellicistes, l'omniprésence du militaire, la préparation de la guerre, la mobilisation.

C'est un parcours dans l'image, les manuscrits, les affiches et les télégrammes qu'il faut faire pas à pas en cherchant des motifs d'étonnement. Ils ne manquent pas. «*Même sans la catastrophe qu'il déclencha sur l'Europe, cet été de 1914 nous serait demeuré inoubliable. Car j'en ai rarement vécu de plus luxuriant, de plus beau, je dirais presque de plus estival*», écrit Stefan Zweig dans le *Monde d'hier*. La guerre totale n'avait pas été anticipée ni

Jaurès et quelques autres pressentent la bou cherie à venir. Jaurès est assassiné le 31 juillet.

**ORAGE.** Il est émouvant de découvrir dans le journal de Romain Rolland, en date du 3-4 août, ces lignes prémonitoires: «*Je suis accablé. Je voudrais être mort. Il est horrible de vivre au milieu de cette humanité démente et d'assister, impuissant, à la faillite de la civilisation*». Au même moment, Paul Claudel quitte son poste de consul à Francfort et note dans son propre journal: «*Nous partons sous les huées et les projectiles de la foule. Ma femme se cache au fond de la voiture avec l'enfant pour ne pas être maltraitée*».

Le parcours expose aussi des mitrailleuses et des uniformes, car il faut bien montrer la guerre. Il révèle ces défilés de mobilisés dans les rues de Paris, si joyeux, si fiers et bientôt morts. Mais le plus spectaculaire est peut-être ce «mur des noms» qui réunit 1008 fiches de soldats «Morts pour la France» le 22 août. Il eût été possible, avec un mur immense, d'en mettre des milliers de plus: le bilan de cette seule journée fut de 27 000 victimes dans le seul

camp français. Fin septembre, on comptait déjà près de 185 000 décès. Même lors de Verdun, il n'y aura pas autant de victimes. Le visiteur pourra se dire, au terme de cette traversée de l'été 14, que le conflit mondial était inéluctable, que tout y menait à commencer par les nationalismes turgescents et l'ignorance des massacres à venir. Mais rien ne permet, hormis les romans peut-être, d'appréhender vraiment ce que fut le traumatisme d'une génération précipitée dans un orage d'acier, pour paraphraser l'Allemand Ernst Jünger (l'un des écrivains mis en exemple dans l'exposition).

Un reproche: si le parcours donne un saisisant instantané de ces trois mois, il donne hélas peu d'éléments sur les bouleversements sociaux et culturels que va engendrer le conflit mondial, sur les premiers jours du nouveau monde qui se dessinent dès l'été 1914. «*Aujourd'hui encore, quand je prononce le mot été, je ne peux que songer involontairement à ces radieuses journées de juillet 1914, que je passai à Baden, près de Vienne*», poursuit Stefan Zweig, qui se suicidera en 1942. ◆

#### ÉTÉ 14: LES DERNIERS JOURS DE L'ANCIEN MONDE

BNF François-Mitterrand, 75013. Jusqu'au 3 août. Rens.: [www.bnf.fr](http://www.bnf.fr)

### «Même sans la catastrophe qu'il déclencha sur l'Europe, cet été de 1914 nous serait demeuré inoubliable.»

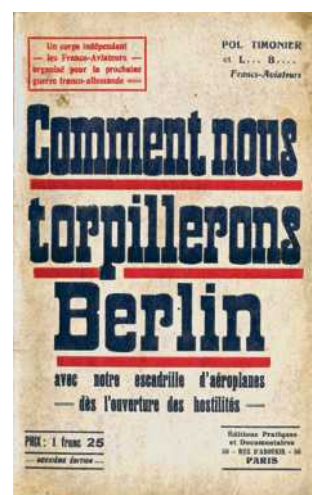
Stefan Zweig

même imaginée (les plans des états-majors se révéleront obsolètes avant la fin de l'année) alors que les observateurs occidentaux avaient pu voir dans les conflits balkaniques, dès 1912 et 1913, les prémices de la «guerre moderne»: tranchées, artillerie lourde, grande violence. Des photographies nous le prouvent ici.

La guerre rêvée était courte, joyeuse et presque nécessaire. Même les Futuristes (mouvement artistique du début du XX<sup>e</sup> siècle fasciné par le monde urbain, la machine, la vitesse) l'appelaient de leurs vœux, signant un texte titré: «Pour la guerre, seule hygiène du monde et seule morale éducative». Exaltation d'une époque qui n'avait jamais connu les massacres de masse. Après l'étincelle que fut, le 28 juin à Sarajevo, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, et de son épouse, la duchesse de Hohenberg, rien ni personne n'a pu stopper l'incendie, pas même les rois. «*Guillaume II [empereur d'Allemagne, ndlr] fait des discours confus. La seule chose qui émerge clairement, c'est qu'il ne veut plus la guerre, même si cela signifie l'abandon de l'Autriche*», écrit le ministre prussien de la Guerre Erich von Falkenhayn le 28 juillet. Mais les militaires et l'opinion publique sont déjà en route vers le front. Seul



«La guerre de demain», affiche de 1889 par le «capitaine Danrit». PHOTO BNF



«Comment nous torpillerons Berlin» (1913). SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

Expos, concerts, parutions: l'histoire des conflits fait l'objet d'un déferlement d'événements.

## Une mobilisation sur tous les fronts

C'est par centaines que se comptent les manifestations – expositions, théâtre, concerts, événements sportifs – célébrant le centenaire de la Grande Guerre. Elles sont d'une étonnante variété. L'Historial de Péronne, dans la Somme, présente une exposition dévolue aux sons (bruits et musiques) de 14-18, sur laquelle nous reviendrons. Les Rencontres d'Arles dévoileront cet été le premier recensement photographique des monuments aux morts français.

A Paris, la Cinémathèque organise jusqu'au 5 mai un cycle 14-18 à travers les documentaires et les fictions. Dans le Nord-Pas-de-Calais, 40 musées s'associent pour présenter 40 expositions sur le thème «Guerres et Paix, du haut Moyen-Age à nos jours», en s'attachant particulièrement à la Première Guerre mondiale et au rôle de l'art et du patrimoine au sein des conflits. Avec en parti-

culier «Désastres de la guerre: 1800-2014» au Louvre-Lens, et «Guerre à la guerre: les expressionnistes allemands 1914-1918» au palais des beaux-arts de Lille.

Cette vague déferle également dans les librairies, sous des formes variées. Pour avoir les clés sans se ruiner, se tourner vers Jean-Jacques Becker (*L'Année 14*, Armand Colin Poche) ou Antoine Prost et Jay Winter (*Penser la Grande Guerre*, Points Seuil). Pour avoir une vision latérale en couleurs, se tourner vers *Mémoire de verre, mémoire de guerre* (La Martinière), un ouvrage du photographe Patrick Bard et de Marie-Berthe Ferrer, qui raconte une étonnante histoire, celle de dix-huit portraits de poilus retrouvés dans l'église d'un village normand: ce sont des portraits en vitrail!

É. La.

L'ensemble de ces manifestations est détaillé sur le site [centenaire.org](http://centenaire.org)



## LES GENS

LADY GAGA ENTERRE  
CE SOIR LA SALLE  
DU ROSELAND  
BALLROOM

C'est ce soir que le Roseland Ballroom de New York, sur la 52<sup>e</sup> avenue, reçoit Lady Gaga pour la dernière fois – et qui que ce soit pour la dernière fois, d'ailleurs, puisqu'il fermera et sera démolie ensuite. Pour cette septième et dernière prestation, prévue pour durer environ une heure, la plasticienne de la pop, qui se dit inspirée entre autres par Jeff Koons et Marina Abramovic, traversera une passerelle à la rencontre du public (entourée de gardes, néanmoins) pour faire la causette, frotter sa sueur contre ses fans, poser pour des selfies. Surmontée d'une perruque de 13 kilos, elle montera peut-être dans le carré VIP pour pousser la chansonnette. Verdict du *New York Times* pour ce show : «*Superstar depuis six ans, Lady Gaga est déjà un objet de nostalgie.*» Du *Guardian* : «*Le public attendait quelque chose de plus scandaleux.*» Son dernier album, *Artpop*, sorti en novembre, a été un flop commercial. PHOTO AFP, GETTY IMAGES NORTH AMERICA

## Colère dans les centres dramatiques

Des directeurs de centres dramatiques nationaux et régionaux et de centres chorégraphiques nationaux ont exprimé, dans un communiqué publié ce week-end, leur «*colère*» quant à l'accord intervenu sur l'assurance chômage en mars, qui «*fragilise encore davantage les plus précaires*». Nommés par la ministre de la Culture, ces directeurs ont appelé le gouvernement à ne pas agréer cet accord qui impose des mesures d'économie pour le régime spécifique des intermittents du spectacle et une hausse des cotisations, sans reprendre les propositions de réforme avancées par la profession.

## «Gloria», un film en platine à Panamá

Après le «*Vargas Llosa du roman*», qui vise à devenir un Pulitzer hispanophone, l'Amérique latine vient de créer l'équivalent des Oscars du cinéma avec les «*platines*», remis avant-hier soir à Panamá. Tous les pays d'Amérique du Sud participent à ce raout, ainsi que le Portugal et l'Espagne (la statuette est de l'artiste Javier Mariscal). *Gloria*, du Chilien Sebastián Lelio, a reçu trois des neuf prix décernés.

## AUSSITÔT VU

À PARIS, LE COLLECTIF FAMILIE FLÖZ  
PORTE HAUT LES MASQUES

Ils sont allemands, ils portent des masques. Ils sont tantôt drôles, tantôt touchants. Ils incarnent des bébés ou des vieillards. Le collectif Familie Flöz – mimes, acrobates, musiciens – nous livre, en une heure et demie, départ arrêté, rien de moins que l'histoire de la vie vue à chacune de ses extrémités, quand l'être humain est près du sol. Après avoir fait forte impression dans le «*off*» d'Avignon l'été dernier, voilà les Flöz pour la première fois à Paris avec un autre spectacle, *Infinita* (photo), où le trivial côtoie la finesse. On y découvre, ahuri, que l'expression figée d'un masque peut prendre autant de nuances qu'un visage, selon les situations, l'attitude des corps et le mouvement des mains. Rien que cela mérite le déplacement. É.L.A. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE, WIKISPECTACLE «*Infinita*», de la Familie Flöz. Le Monfort, 106, rue Brancion, 75015. Jusqu'au 13 avril. Rens. : [www.lemonfort.fr](http://www.lemonfort.fr)



## Skip The Use fait son cirque au Trianon

Dès qu'il s'agit de mentionner un groupe français capable de mettre promptement le feu aux poudres, les noms de Shaka Ponk et de Skip the Use viennent à l'esprit. Les deux formations suivent d'ailleurs des trajectoires parallèles, avec la sortie quasi concomitante d'un nouveau disque et des prestations live attendues fébrilement par une cohorte de fans prêts à mouiller le tee-shirt. Après les premiers, voilà peu au Bataclan, ce sont donc les seconds qui annexent, en l'occurrence ce soir, le Trianon, à Paris, avec un

troisième album dont le titre, *Little Armageddon*, fonctionne comme une antiphrase. Cohérente et racée, la formation nordiste a mis peu de temps (six ans) à se tailler une place au soleil du funk-rock-electro. Signe d'évolution tangible (confinant à l'assurance ?), la guitare acoustique et le chant en français parviennent même à se frayer désormais un passage dans la sarabande. G.R. PHOTO SLAM PHOTOGRAPHY

Trianon, 80, bd de Rochechouart, 75018. Ce soir, 20 heures, et en tournée. Rens. : [www.letrianon.fr](http://www.letrianon.fr)

**LIVRE** L'ex-homme politique attaque l'écrivain, qui s'est inspiré de l'affaire du Sofitel pour son roman.

La balade judiciaire  
de DSK contre Jauffret

Dominique Strauss-Kahn a-t-il besoin d'argent ou de morale ? Le 26 mars, deux mois et demi après la parution au Seuil de la *Ballade de Rikers Island*, roman de Régis Jauffret qui s'inspire de son aventure new-yorkaise (lire *Libération* du 16 janvier), l'ancien directeur du Fonds monétaire international et hiérarque socialiste a assigné en justice, pour diffamation, l'auteur et son éditeur. Il avait déclaré son intention de porter plainte dès le 16 janvier, contestant par la voix de son avocat «*les déclarations diffamatoires de Monsieur Régis Jauffret contenues dans son dernier livre, ainsi que celles tenues ce matin à la radio dans le cadre de sa promotion*».

Ce jour-là, sur France Inter (qui n'est pas attaquée), l'écrivain avait dit que s'il avait utilisé «*Il*» plutôt que Dominique Strauss-Kahn, Dominique ou DSK, c'était parce qu'écrire le vrai nom «*ne fonctionnait pas*». La

*Ballade de Rikers Island* mélange les faits qu'on connaît, une sorte d'enquête menée par Jauffret en Afrique sur les traces de Nafissatou Diallo et son propre imaginaire mis dans la peau de son antihéros, mais aussi d'Anne Sinclair, pour aboutir à une fiction ambiguë, énergique et sans lendemain. Le romancier s'appuie pour la troisième fois sur un fait divers mondialisé : Sévère, en

sa relation intime avec lui. Edouard Louis, qui vient de publier *En finir avec Eddy Bellegueule* (Seuil, l'éditeur de Jauffret), best-seller du moment, est actuellement au cœur d'une polémique du même genre : sa famille proteste dans la presse contre l'image qu'il donne d'elle. Les hommes se révoltent contre les personnages qu'on fait d'eux. Cette guerre est bien sûr alimentée par les doubles discours promotionnels des auteurs eux-mêmes, qui présentent d'abord leurs livres comme

me des romans vrais, en prise directe sur leurs vies ou celles de leurs modèles, avant de repasser la frontière et d'en appeler à la liberté de fiction. Le nouveau livre de Marcela Iacub, *Édipe reine* (Stock), débute par cette phrase : «*La vérité est qu'il était incapable d'envoyer les femmes au ciel avec sa queue.*»

PHILIPPE LANÇON

«*L'héroïne m'a libéré. Je n'aime pas trop en parler à cause de ma fille et de ma famille, mais combiné avec le fait que je jouais des trucs très simples et répétitifs en Afrique, cela a vraiment changé ma pratique musicale.*»

Damon Albarn chanteur de Blur, à *Q Magazine*

## L'HISTOIRE

DU MOU DANS LA  
DÉFINITION DU  
VIN EN ESPAGNE

David López, ingénieur agronome et professeur de législation vitivinicole, prépare ses cours quand, soudain, il tombe sur la définition de «*vin*» (*vino*) dans le *Dictionnaire de la langue espagnole* de l'Académie royale. Horreur, le vin y est décrit comme une «*liqueur alcoolique*» cuite par fermentation. Aussitôt, López écrit à l'Académie : une liqueur est une boisson «*spiritueuse obtenue par distillation, macération ou mélange*» d'alcool, eau, sucre et essences aromatiques. Rien à voir avec le vin, donc, qui, d'après le code international de pratiques œnologiques, résulte de «*la fermentation alcoolique complète ou partielle du raisin frais, foulé ou non, ou du moût de raisin*». L'Académie ne lui a toujours pas répondu.

## MÉMENTO

**Orchestre Tout Puissant** Marcel Duchamp, *The Tontons* Pop songs ternaires du combo iconoclaste mené par le Genevois Vincent Bertholet puis le trio indie de Houston Dynamo, 9, rue G.-Jossierand, Pantin (93). Ce soir, 20h30.

**WaterBabies** Le duo (piano-batterie) lauréat du tremplin Rezzo 2013 du festival Jazz à Vienne présente son album *Inner Island* dans le cadre des soirées «*Lundi, c'est Rémy*» Comedy Club, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, 75010. Ce soir, 19h30. Entrée libre.

**Yom** Le clarinetiste en quartet avec le *Silence* de l'exode, projet autour de l'histoire du peuple juif Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, Saint-Denis (93). Ce soir, 20h30.





**NET** Lancée il y a cinq ans avec peu de moyens, la webradio new-yorkaise branchée bio attire un large public grâce à ses émissions et podcasts militants sur la nourriture.

# Heritage Radio en connaît un rayon sur l'alimentation

Par **IRIS DERCEUX**  
Correspondante à New York  
Photos **ALEX TROESCH**

Nous débarquons dans un studio fait de bois, de bric et de broc, où se fabrique l'une des radios new-yorkaises les plus populaires du moment : Heritage Radio Network. Une station 100% web, produite dans des conteneurs réaménagés en studio, installée dans le jardin d'un restaurant bio et branché de Brooklyn, au beau milieu de hangars désaffectés. Ici, le mélange radio-resto ne dérange absolument personne, notamment parce que Heritage Radio Network est entièrement consacrée au thème de la nourriture, de la ferme à l'assiette en passant par la politique agricole, environnementale ou encore le pouvoir de l'agrobusiness. L'alimentation est ici un angle de décryptage des Etats-Unis. L'objectif est ambitieux : «*Nous voulons devenir le ESPN de la nourriture !*» lâche le fondateur des lieux, Patrick Martins, se référant ainsi à la grande chaîne câblée américaine entièrement dévolue aux sports. Ils n'ont pas tout à fait les mêmes moyens ni la même approche... Ici, on entretient sa niche avec un regard militant, souvent marqué

**«Ils ont fait de la nourriture un sujet complexe, riche, et pas seulement une affaire de recettes. C'est une réserve de savoirs, mais avec un ton, une saveur underground.»**

**Peter J. Kim** codirecteur du Mofad à New York

à gauche et définitivement hipster. C'est sérieux mais également branché, artisanal et libre. Avantage du Web, il est possible de jurer à souhait pendant les talk-shows. La webradio est ainsi emblématique d'un style «do it yourself» très en vogue à Brooklyn : réaliser de grandes choses avec des moyens certes limités, mais beaucoup de pragmatisme, de cool et de créativité. «*Vous connaissez le terme "terroir" ?*» interroge Patrick Martins, en français – trace de son passage à l'université de Grenoble. «*Brooklyn est plutôt un "têtoir",* poursuit-il en riant, fier de son jeu de mot. *Il y a une émulation et une énergie créatrice folle ici, il en sort de belles choses.*»

**FERMES LOCALES.** Cinq ans après sa création, Heritage Radio Network revendique plus d'un million d'auditeurs et une bibliothèque de podcasts qui circulent sans se périmiser aux Etats-Unis et dans quelque 200 pays. Au-delà des chiffres, elle s'est surtout construite une réputation. «*Ils ont fait de la nourriture un sujet complexe, riche, et pas seulement une affaire de recettes. C'est une réserve de savoirs, mais avec un ton, une saveur underground,*», s'enthousiasme Peter J. Kim, codirecteur du nouveau Museum of Food and Drink (Mofad) de New York. «*La radio est un truc de vieux aux Etats-Unis. Ils ont réussi à capter l'attention de jeunes que les médias*



Patrick Martins (à gauche) lors d'une de ses émissions dans les locaux de la radio.



Les conteneurs de la station sont dans le jardin d'un resto hipster de Brooklyn.

ont de plus en plus de mal à cerner», ajoute Mike Colameco, ancien chef cuisinier, animateur télé sur de grands réseaux américains qui a désormais son show sur Heritage.

L'idée a germé dans la tête de Patrick Martins dans les années 2000. Il est alors à la tête de la société Heritage Foods, qui distribue des viandes bios produites dans des fermes locales. Il est aussi l'un des initiateurs du Slow Food aux Etats-Unis, et grand fan de Carlo Petrini, l'Italien à l'origine de ce mouvement. «*Dans les années 70, Carlo avait lancé une radio clandestine pour diffuser ses idées de gauche, raconte Patrick Martins. Ça m'a toujours semblé être un média très démocratique, ayant l'avantage de nécessiter un investissement financier minimum.*» Il songe donc à une radio qui aurait pour mission de «*susciter chez les Américains assez de curiosité pour qu'ils prennent la nourriture autant au sérieux que les Français ou les Italiens.*»

**BÉNÉVOLES.** En 2009, le site web est donc lancé. C'est d'abord une croissance de l'entreprise Heritage Foods, avant de devenir une association indépendante. A ce titre, elle ne génère pas de profit et repose sur les souscriptions de membres, la publicité d'entreprises liées à l'agriculture biologique, et quelques aides publiques. Cette année, elle fonctionne ainsi avec un budget de 300 000 dollars (219 000 euros), trois employés, six stagiaires et une armée d'animateurs radio bénévoles ou venant avec leur propre financement (par exemple une marque souhaitant sponsoriser leur émission). Patrick Martins est conscient que rien de tout cela ne serait possible sans cette somme de «*travail volontaire*». «*Le but final est de rémunérer tous les animateurs*», assure-t-il. Ils sont actuellement 35 à animer autant de shows hebdomadaires de quinze à soixante minutes, disponibles en live et en podcast. Dans *Cookings Issues*, le chef Dave Arnolds répond à toutes les questions imaginables du public, de la découpe du concombre à la température du frigo en passant par les OGM. *Greenhorns* est consacré à la vie «*des jeunes générations de fermiers et ranchers américains*», tandis que *The Speakeasy* se penche sur la science des cocktails.

Lors de notre passage, l'animateur et son invitée discutent sérieusement de bourbon tout en comparant leur tatouage «FTW» («Fuck the World»). Qu'est-ce qui les motive à participer aussi nombreux à cette aventure ? La passion, le lancement d'une carrière, le flair, le militantisme... «*On partage le goût de l'artisanal, une forme de rejet du milieu "corporate" et des boulots enfermés dans un bureau. Participer à la radio, c'est faire partie de ce réseau, le cultiver en rencontrant des pairs, se créer des opportunités*», note Jimmy Carbone, animateur de *Beer Sessions* et propriétaire d'un bar à bières new-yorkais. «*Nous voulons défendre un monde durable, écologique et délicieux*», ajoute Erin Fairbanks, codirectrice de la radio. Avant de conclure : «*Les problèmes liés à l'alimentation sont si diffus et visibles aux Etats-Unis qu'il est impossible de ne pas s'en soucier.*»



## LES GENS



## MATTHIEU CROISSEAU, FUTUR BOSS DE L'«OBS» ?

Les nouveaux actionnaires du *Nouvel Observateur* ont proposé Matthieu Croissandeau, rédacteur en chef au *Parisien*, comme directeur de la rédaction et de la publication. Il remplacera à ce double poste Laurent Joffrin, qui a démissionné mi-mars, deux mois après la décision du propriétaire de l'hebdomadaire, Claude Perdriel, de le vendre au trio Bergé-Niel-Pigasse, qui détient déjà le *Monde*. La candidature de Matthieu Croissandeau a été approuvée vendredi par le bureau de la société des rédacteurs, qui l'a auditionné. Elle devrait être soumise au vote de la rédaction en milieu de semaine. Croissandeau devra recueillir plus de 50 % des suffrages pour être désigné, une procédure qui donne aux journalistes un réel droit de veto. Matthieu Croissandeau était parti au *Parisien* en 2011 après avoir passé une quinzaine d'années au *Nouvel Obs*, où il a notamment été rédacteur en chef du service Politique. PHOTO AFP

66

ans, c'est l'âge de David Letterman, présentateur du *Late Show* de CBS, qui va partir à la retraite. Il en a fait l'annonce jeudi, lors de son émission. Ce devrait être pour 2015, après vingt-deux ans passés au *Late Show*, emblématique des talk-shows américains du soir, qui lui a valu nombre d'Emmy Awards. Letterman a expliqué avoir pris sa décision en accord avec Leslie Moonves, le patron de CBS. On assiste à un renouvellement de génération dans les émissions de soirée américaines, Jay Leno, présentateur du *Tonight Show* sur NBC, ayant laissé sa place au rigolo Jimmy Fallon en février.

## VU DE MA LUCARNE

Par GRÉGOIRE BISEAU

## François Hollande et le journalisme de comptoir

**A**vertissement : si par mégarde ou hasard, vous vous échouez ce soir sur France 3, il est préférable d'aimer manger du François Hollande. La chaîne publique propose pas moins de deux documentaires sur notre cher chef de l'Etat : *Moi, Président ou que se passe-t-il dans la tête de François Hollande ?* par l'ex-patron du Point Franz Olivier Giesbert, et *François Hollande et nous*, d'Anne Cabana (du Point itou) et Julien Johan. Or, après visionnage, on a dû se reporter au dossier de presse pour bien comprendre le sens caché de cette soirée. Selon la directrice des documentaires de France 3, il s'agirait de comprendre « qui est donc François Hollande ? Quel projet politique poursuit-il ? Quel est l'objectif final de sa présidence ? » A l'aune de ces trois critères, on est obligé de conclure que cette soirée est un naufrage.

Car de politique il n'est pratiquement jamais question. Les deux journalistes ne se sont intéressés qu'à un tout petit bout du problème : l'homme, son style et ses femmes. Pourquoi pas. Mais comme les deux journalistes ont, semble-t-il, exactement le même avis sur la question, ça donne la fâcheuse impression de regarder deux fois le même reportage. On ne peut pas dire que cela soit spécialement à charge, ou très méchant. Ni qu'il y a rien à sauver : des témoins livrent un bon mot ou un regard parfois original. Mais c'est le fond de sauce qui pose souci : la poli-

tique, en forme de psychologie de bazar. L'ex-patron du Point commence la psychothérapie de Hollande par une scène censée être fondatrice : Hollande et Trierweiler à la Bastille le soir de la victoire. Elle lui murmure : « Embrasse-moi sur la bouche. » Mais comme on ne sait pas lire sur les lèvres, FOG repasse la scène au ralenti, puis nous dit : « Observez bien. » Et là, que voit-on ? Un Président qui hésite en effet à embrasser. Et donc ? Ce serait, à en croire FOG, le révélateur ultime, que les Français ont élu un chef de l'Etat qui ne « sait pas trancher », qui se « comporte avec les femmes comme avec le pays », qui se « cherche en permanence une porte de sortie ». Tout est à l'avenant.

Le pompon revient à Catherine Nay, l'éditorialiste d'Europe 1, qui, avec sa morgue aristocratique, assène mot pour mot dans les deux docs la même analyse puissante. Selon elle, si le chef de l'Etat a chuté en popularité après l'été 2012, ce serait parce que Hollande a offert, sur la plage du fort de Brégançon, le spectacle d'un couple de « *Bidoches en vacances* », « avec un pantalon qui lui tombe sur les pieds et un tee-shirt trop large ». On se permet de rappeler qu'à l'été 2012 il s'est aussi passé un petit rien du tout qui a pu contrarier certains Français : contrairement à sa promesse, François Hollande a choisi de ne pas bloquer un prix de l'essence qui venait de repartir à la hausse. France 3, ce soir, 20 h 45.

## VU SUR LE WWW



## PATATAP: ZDOING, SCRATCH, KSSSS...

Un écran gris : c'est à première vue tout ce qu'offre Patatap.com. Mais ce site, œuvre de net-art à lui seul, est en réalité un bac à sable visuel et sonore. Le clavier de l'ordinateur sert d'interface : avec la touche espace, on choisit une palette de couleurs. Avec les lettres, on compose la musique. Zdoing, scratch, kssss. C.Gé. <http://www.patatap.com>

## A LA TELE CE SOIR

## TF1

20h55. **Camping paradis.** Téléfilm de François Guérin : *Ça décoiffe au camping.* Avec Laurent Ournac. 22h45. **New York Unité Spéciale.** Série américaine : *Prisonnières, Jeux de pouvoir, Circonstances atténuantes.* Avec Mariska Hargitay. 1h15. **Au Field de la nuit.**

## FRANCE 2

20h45. **Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre.** Série américaine : *Derrière l'armure, L'étrangleur de Boston, Le diable au corps.* Avec Jordan Bridges, Bruce McGill. 23h00. **Un œil sur la planète.** *Faut-il quitter la France ?* Magazine présenté par Étienne Leenhardt. 0h45. **Le désordre et la nuit.**

## FRANCE 3

20h45. **Histoire immédiate.** Série israélienne : *Moi, président...* Documentaire. 23h05. **Grand Soir 3.** 0h10. **Météo.** 0h15. **La case de l'oncle Doc.** *Mes parents sont gais.* Documentaire. 1h10. **Midi en France.** Documentaire. 2h05. **Plus belle la vie.** 2h35. **Les Grands du rire.**

## CANAL +

20h55. **Hostages.** Série israélienne : *Épisodes 8, 9 & 10.* Avec Ayelet Zurer, Yair Lotan. 22h50. **Spécial investigation.** *Business ethnique : enquête sur un tabou.* Documentaire présenté par Stéphane Haumont. 23h45. **L'œil de Links.** *Best of.* Magazine.

## ARTE

20h50. **Le mépris.** Drame franco-italien de Jean-Luc Godard, 103mn, 1963. Avec Brigitte Bardot, Michel Piccoli. 22h30. **Voyage en Italie.** Comédie dramatique italienne de Roberto Rossellini, 97mn, 1953. Avec Ingrid Bergman, George Sanders. 23h55. **De bière en cendres.**

## M6

20h50. **Top chef Episode 12.** Émission présentée par Stéphane Rothenberg. 23h50. **Le chef en... Le chef en Bretagne.** Documentaire présenté par Cyril Lignac. 23h50. **Le chef en... Le chef au Maroc.** Documentaire. 2h20. **A gifted man.** *Face au déni.* Série.

## FRANCE 4

20h45. **La planète des singes.** Film de science-fiction américain de Tim Burton, 120mn, 2001. Avec Mark Wahlberg, Tim Roth. 22h40. **Monte le son !** Magazine. 23h05. **Monte le son, le doc.** 24 heures à Manchester, le nouveau son d'une ville qui se réveille. Documentaire.

## FRANCE 5

20h35. **Un village français.** Série française : *Le traité, Règlements de comptes.* Avec Robin Renucci, Audrey Fleurot. 22h30. **C dans l'air.** Magazine présenté par Yves Calvi. 23h35. **Dr CAC.** Magazine. 23h40. **Avais de sorties.** 23h50. **Entrée libre.**

## LES CHOIX



## Vite, viiite...

TF1, M6, 17 heures et 17 h 20. Allez vite fait, OK, la Une et la Six lancent simultanément la même émission, **L'Addition s'il vous plaît** et **Mon Bistrot préféré**.



## On se dépêêêe...

Arte, 20 h 50. Oui bon d'accord, et mes fesses, tu les aimes mes fesses gnagna, Bardot, Godard, le **Mépris**, mais on l'a tous déjà vu, non ?



## Ouiii, ça y est !

OCS, 20 h 55. Car voilà la raison de notre empressément : ouiiiiii, c'est ce soir et 24 heures après les Américains, la saison 4 de **Game of Thrones**.

## PARIS 1ERE

20h40. **Staline, le tyran rouge.** Documentaire. 22h15. **Au cœur de la seconde guerre mondiale (1/3).** Documentaire. 23h05. **Au cœur de la seconde guerre mondiale (2/3).** Documentaire. 23h55. **Au cœur de la seconde guerre mondiale (3/3).** Documentaire.

## TMC

20h45. **Fast and Furious 5.** Film d'action américain de Justin Lin, 120mn, 2011. Avec Vin Diesel, Paul Walker. 23h05. **2 fast 2 furious.** Film d'action américain de John Singleton, 107mn, 2002. Avec Paul Walker, Tyrese Gibson. 0h05. **Starship Troopers 3.**

## W9

20h50. **L'attaque du métro 123.** Policier américain de Tony Scott, 105mn, 2008. Avec Denzel Washington, John Travolta. 22h50. **Enquêtes criminelles : Le magazine des faits divers.** 2 reportages Magazine. 0h55. **Météo.**

## GULLI

20h45. **L'auberge du sixième bonheur.** Biopic américain de Michael Robson, 158mn, 1958. Avec Ingrid Bergman, Curt Jürgens. 23h25. **Poisson d'avril.** Comédie française de Gilles Grangier, 102mn, 1954. Avec Bourvil, Annie Cordy. 1h10. **Les Parent.** Série.

## NRJ12

20h50. **Crimes en Bourgogne.** Documentaire présenté par Jean-Marc Morandini. 22h40. **Crimes à Orléans.** Documentaire présenté par Jean-Marc Morandini. 0h30. **Crimes en Auvergne.** 2h15. **La maison du bluff 4 - L'hebdos**

## D8

20h50. **Wanted : choisis ton destin.** Film d'action américain de Timur Bekmambetov, 2007. Avec Morgan Freeman, James McAvoy. 22h50. **L'Aigle de la neuvième légion.** Drame de Kevin Mac Donald, 111mn, 2011. Avec Channing Tatum. 0h50. **Programmes de la nuit.**

## NT1

20h45. **Bachelor, le gentleman célibataire.** *Episode 7* Télé-réalité présenté par Greg Ascher. 22h35. **Baby boom.** *Vocation sage-femme* Documentaire. 23h50. **Baby boom.** *Minuit à Poissy.* Documentaire. 0h55. **Tous différents.** Magazine. 2h35. **En mode Gossip.**

## D17

20h50. **Commissaire Moulin.** Téléfilm français : *Au nom de nos enfants.* Avec Yves Rénier, Clément Michu. 22h30. **Commissaire Moulin.** Téléfilm français : *Silence radio.* Avec Yves Rénier, Clément Michu. 0h25. **Programmes de nuit.**

# GRAND ANGLE

## Hénin-Beaumont

# A la sueur de son Front

Il aura fallu moins de vingt ans à Steeve Briois, conseiller municipal d'opposition et «petit-fils de mineur», pour devenir maire FN. Récit de sa stratégie en cinq points.

Par CHARLOTTE ROTMAN et HAYDÉE SABÉLAN

**L**a salle du conseil municipal d'Hénin-Beaumont sent encore l'encaustique, le parquet en chêne grince toujours, et le décor de village peint au bout de la pièce n'a pas bougé.

Mais tout a changé. Avant, Steeve Briois était assis près de la porte, l'éternel conseiller d'opposition, pinailleur, souriant, ricaner ou agressif. Depuis le 30 mars, il est le maire Front national. Pendant qu'une partie de la France votait pour le second tour et que les CRS empêchaient des militants de gauche d'entrer dans l'hôtel de ville, le secrétaire général du FN se faisait remettre l'écharpe tricolore. Ses fans ont hurlé «Bri-ois» «Bri-ois», Marine Le Pen leur a mimé quelques «chut», et pris des photos avec son smartphone comme une groupie. L'opiniâtre Steeve Briois, qui se présente comme un «*enfant du pays*», «*petit-fils de mineur*», conseiller FN depuis presque vingt ans, a vu passer quatre maires, socialistes ou divers gauche, dont un emprisonné en plein mandat puis un autre empêché par un AVC.

A 41 ans, le fils d'un ouvrier de Seclin (Nord) et d'une comptable au comité d'entreprise des Houillères du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, détenteur d'un BTS de commerce, a ravi la mairie d'Hénin-Beaumont (27 000 habitants) à la sixième tentative. Récit d'une stratégie en cinq points.

### Occuper le terrain

Steeve Briois aime faire valser les mémés, au-delà de la courtoisie minimale d'un politiste habitué des poignées de mains et des bises aux enfants. Dans les associations de retraités ou lors des bals du 14 Juillet, il s'attarde au bras de l'une, puis de l'autre, en essayant de suivre l'accordéon. «*Cela me rappelle les thés dansants où m'emmenait ma grand-mère*», nous a-t-il confié un jour. «*Quelle patience*», soupire Bruno Bilde, son complice, pour qui «*sa cote de confiance vient de là : il ne se force pas*». C'est surtout la preuve de son acharnement à conquérir la ville.

Les militants, les adhérents et les électeurs FN, il les traque inlassablement depuis deux décennies. Election ou pas, il est en «*campagne perpétuelle*». Toute l'année, quelle que soit la météo, il est sur les marchés du mardi et du vendredi, dans les rues, au comptoir des cafés, à la sortie des usines, dans les vide-greniers : il ne faut pas y déceler un sens



Entre les mains d'une Héninoise. PHOTO A. THIRION, LIBÉRATION



du sacrifice. C'est une stratégie parfaitement rodée. «*On fait des visites de quartier, on boit un petit verre avec les habitants pour avoir leur ressenti. S'il y a une petite réunion, on y va. Comme ça, ils voient qui nous sommes. Et nous, on remplit des cahiers de doléances sur l'école, la sécurité, les aménagements urbains*», expliquait-il, quelques mois après l'élection présidentielle de 2012.

«*Dans chaque quartier, notre référent doit être comme le facteur : on le connaît et, à force d'être vu,*

*il s'inscrit dans le paysage*», ajoutait Laurent Brice, acolyte et ami de lycée de Steeve Briois. A la nouvelle année, il envoie ses vœux à l'amicale des sapeurs-pompiers, des boulistes, aux amateurs de jardins, à l'association Non à la solitude... Ultra-réactif, le doigt sur la photocopieuse, il s'empare du moindre fait divers, rebondit sur les menaces de fermeture d'usine pour balancer un tract que les militants déversent dans les 12 000 boîtes aux lettres ou distribuent dans les rues. Dans la ville, beaucoup l'appellent «Steeve». A Hénin-Beaumont, le Front national a un visage : le sien.

### Camaraderie frontiste

Centre névralgique, la permanence du parti est un lieu de travail et de convivialité auquel Briois tient beaucoup. Il y a, dans la cuisine, du café en grande quantité, des bières et du Coca au frais, des bretzels. A midi, les militants y déjeunent souvent d'un sandwich. Le soir, après des journées de campagne, Steeve Briois aime s'époumoner sur Sardou ou Claude François, avec les bénévoles. Les militants y fêtent des anniversaires, la galette des rois, le Beaujolais nouveau (évidemment accompagné de saucisson). Il y a des sapins à Noël, décorés par les enfants des adhérents. Autour de Steeve Briois, les militants plient des tracts, passent prendre des affiches à coller, regardent les infos en continu. «*Quand on est entre nous, ça se passe bien, on est des bons vivants*», glisse l'un d'eux. «*On a fidélisé*», complète Briois, qui se voit en «*chef d'orchestre*» attentif à ce qui soude les militants. «*Il faut développer ce côté convivial. Les gens marchent à l'affect*», assure-t-il lors des visites qu'il effectue en tant que secrétaire général du parti dans d'autres fédérations. Le FN a peu à offrir, si ce n'est cette «*fraternité militante*», cette camaraderie qui tient chaud, surtout quand on est à la retraite ou au chômage.

### Incarnar l'opposition

Apéro militant à Hénin-Beaumont. Les pains surprise jambon-pâté attendent, les petites filles regardent Marine Le Pen comme une star de télé. Ça se passe en mai 2013, dans la petite salle du Colysée. Celle-ci a vu les soirées électorales FN et la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui avait donné de l'espoir à la gauche locale éparpillée. Marine Le Pen vient soutenir son favori à quelques jours du procès de Gérard Dalongeville, maire de 2001 à 2009, qui a purgé neuf mois de préventive pour détournements de fonds. A la tribune, elle jubile : «*Puisqu'il s'agit de parler de lui, soyez fiers*». Elle ajoute : «*Dans l'ordonnance de renvoi de la juge, un seul élu a son nom pour avoir dénoncé le*





système Dalongeville, c'est Steeve Briois !» Applaudissements.

À Hénin-Beaumont, il incarne l'opposition, la droite classique a quasiment disparu. La droite, qui représentait un tiers des électeurs à son arrivée, en 1995, a explosé : un de ses leaders a rejoint l'ex-socialiste Dalongeville, et trois autres le FN, dont le fils de l'ancienne élue d'opposition UDF comme conseiller municipal. Briois est l'opposant, enragé, épluchant les factures de la ville, tonnant en conseil municipal, même quand le maire lui coupe le micro. Il n'est pas le seul à s'opposer pourtant : en 2004, quand la gestion Dalongeville a provoqué 85% de hausse de la taxe d'habitation, d'ex-socialistes ont été à l'origine d'une manif, pas lui. Mais Briois est constant, et la gauche très occupée. À se diviser, à se trahir, jusqu'à donner des infos au FN. Quand Marine Le Pen débarque dans la circonscription et au conseil municipal en 2007, elle met ses mots de juriste sur la croisade de Briois, et son charisme de «peuple» à son service. Le conseiller FN renforce son image de chevalier blanc à l'assaut de la «mafia socialiste». Et quand Gérard Dalongeville, du fond de sa cellule, se met à balancer, chargeant la fédération, et finit par en faire un livre, *Rose Mafia*, c'est encore le FN qui en profite, sur l'air de «on vous l'avait bien dit».

#### «DéFNiser»

Une fête d'école. Il ne dit rien. Il salue. Les gens s'approchent pour bavarder ou se plaindre. Dans sa main, juste une «carte de visite», sur laquelle ne figurent ni «Front national», ni «FN», juste la flamme tricolore. Les armoiries d'Hénin-Beaumont prennent plus de place. Le texte ? «Permanence de Steeve Briois, conseiller municipal d'Hé-

nin-Beaumont et conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais», les horaires d'ouverture, le téléphone, l'adresse, le site internet. C'est l'autre secret : la «dé-FN-isation». Ici, le parti n'est pas encore dédiable, mais son candidat a fait mieux : il s'est «déFNisé».

Dans l'avalanche de tracts sur Hénin-Beaumont, il y a les nationaux, sur les sujets habituels, avec le visage de Marine Le Pen, et les mots «Front national». Et puis les tracts locaux, sur l'insécurité, au moindre incendie suspect, ou sur les «occupations illégales» des gens du voyage, bien sûr. Mais aussi sur la neige, si elle tarde à être déblayée, sur le gel du barème de l'Aide au logement, sur les rythmes scolaires ou le refus de voir démolir un restaurant. Mais sans l'étiquette FN. Sur les 28 pages de son programme, elle ne figure qu'à la dernière page, une seule fois, après les promesses sur le bio dans les cantines, les jardins partagés, le «plan vélo», ou la lutte contre l'habitat indigne. Ça aussi, c'est une technique. On s'adapte, on récupère les marqueurs du camp adverse.

Sur sa carte de vœux 2014, Steeve Briois a glissé une phrase de Jean Jaurès et, dès le lendemain de l'élection, il a fait replacer le buste de l'homme dans son bureau, une récupération qui fait bondir ses opposants de gauche. Quelques mois plus tôt, à la mort de Pierre Mauroy, il avait signé un hommage dithyrambique à l'ancien Premier ministre socialiste.

#### Se crédibiliser

Avant même le premier tour des municipales, l'éternel aspirant se voyait maire. Il parlait de cette hypothèse à l'indicatif, jamais au conditionnel. Quand il se promenait dans la ville, il s'imaginait

changeant les pylônes qu'il trouve moches, il visualisait de nouvelles animations en centre-ville... Il prenait des notes consciencieusement quand il rencontrait un riverain mécontent. Au café, il laissait dire quand on lui proposait un verre en l'appelant «monsieur le maire», incapable de réprimer un sourire.

Avant le scrutin, il présentait une sorte de *shadow cabinet*, attribuant des responsabilités à des futurs adjoints, organisant des formations sur les finances ou l'urbanisme. Il annonçait avoir recruté un futur directeur général des services et avait dans son bureau les CV de possibles agents municipaux. Cette tactique lui avait permis d'avaliser qu'une victoire FN était possible et d'asseoir une «crédibilité». «Il faudra qu'on soit irréprochables. On sera scrutés. Il faut qu'on n'ait rien à nous reprocher en 2017», analyse-t-il.

Avant l'élection, il n'était pas le seul à se projeter. Au fil des mois, de plus en plus d'habitants se sont mis à le solliciter comme s'ils étaient déjà ses administrés, pour une lettre de recommandation, un dossier de surendettement... A la permanence, une trentenaire, coiffeuse en congé parental accompagnée de sa mère et de ses deux enfants, vient le voir car sa «demande de logement n'aboutit à rien». «Pourtant, je peux mettre 550 avec les APL», plaide-t-elle alors devant quelqu'un qui n'est à ce moment-là qu'un élu d'opposition sans prérogatives... Briois prend le temps, et des notes, ouvre un dossier. La jeune femme se sent encouragée, et glisse : «On souhaite rester à Hénin-Beaumont, on a de l'espoir pour 2014.» Elle ajoute : «Les gens qui sont pour le FN, ici, ils ne s'en cachent plus. Et c'est très bien... Vivement.» C'était deux mois avant son élection. ◆

Les étapes du candidat en campagne : le marché (ici en janvier), le bistrot, pour partager un verre (novembre 2012). Et, bien sûr, le thé dansant (en mars 2011 à Montigny-en-Gohelle), et les sorties d'usine (en 2010, à Douvrin, avec Marine Le Pen).

PHOTOS AIMEE THIRION  
ET BAZIZ CHIBANE

# PORTRAIT CHRIS ESQUERRE



Ex-consultant chez Arthur Andersen, cet humoriste glaçant cultive sa subtilité incongrue loin des exhibitions du stand-up.

## Fermez les vannes

Par **HERVÉ MARCHON**  
Photo **MARTIN COLOMBET**

«**J**e suis peut-être éternel», dit-il en rigolant. Chris Esquerre vient d'avoir 39 ans, il en paraît 25. Visage poupin, veste à capuche, baskets. Il reçoit dans un troquet en bas de chez lui, tables Formica, chat qui ronronne sur le zinc. Il commande un café puis un jus d'orange. Il habite un simple studio au coin de la rue, quartier Bastille, comme quand il était étudiant. Célibataire. «*Je vis léger*», dit celui qui a passé cinq ans à Canal+ (*l'Édition spéciale*, *le Grand Journal*) à faire de l'humour très sérieusement. Revue de presse des journaux que personne ne lit, portrait «incongru», conseils loufoques. «*Mon humour n'est pas un humour de vannes. Je veux que le rire soit fortuit, celui qui échappe du cerveau sans qu'on s'y attende*». Son spectacle, qu'il joue en week-end depuis trois ans à Paris, creuse cette veine d'un humour tout en subtilités, aux détails ciselés, précisément écrit. Il est prolongé jusqu'en juin. L'humoriste vient d'ouvrir un site parodique de commerce en ligne où il vend de l'huile, des chaussettes, des ronds de serviette. Sur scène, Esquerre ne rit jamais. A Canal+, il demandait que le public n'applaudisse pas pendant sa chronique. «*J'aime*

*glacer l'ambiance, pour ensuite la déglacer*», annonce-t-il avec un air gourmand. Il se marre d'un rire ondulant, sincèrement surpris de cette formule qu'il vient de trouver. Il nous tape sur l'épaule au moment où il va dire une phrase importante. Chris Esquerre parle sans calcul, pas de réponses toutes faites. En privé, il parle de lui, dit «je» sans se cacher. En spectacle, loin des codes du stand-up, il n'emploie la première personne du singulier que cinq fois. Revue.

«**Je suis cool.**» Chris Esquerre a commencé sa vie professionnelle en costard-cravate. Consultant chez Andersen après une licence d'économie et Sup de Co Rouen, il se voit «*faire carrière*». Il gagne bien sa vie, mais au bout d'un an «*l'argent ne compensait plus le déplaisir du labeur quotidien*». Il change et passe trois ans chez Humour Consulting Group, une boîte qui utilise le rire pour débloquent des relations sociales tendues. «*Ma culture, c'est encore l'entreprise*», confesse-t-il. *Je lis les pages saumon du Figaro. J'adore les histoires d'usines d'emboutissage de laque.* Il est abonné au Monde, version papier. Il assume de ne pas «être branché. Mon humour est désuet, je ne suis pas à la mode». «Chris n'est ni parisien ni mondain», complète son ami Roman Alexander, producteur exécutif de son spectacle. Chris Esquerre cite Jacques Tati dont il siffle la musique du film *les Vacances de*

*Monsieur Hulot*. Il a les Deschiens ou le dessinateur Voutch pour références.

«**J'aime les œufs.**» Au chômage après avoir démissionné de son poste de consultant, Esquerre se souvient qu'il faisait rire avec ses discours à Sup de Co ou à des mariages. Il enregistre un faux reportage sur les œufs durs dans ce bar en bas de chez lui, devenu son QG. Il envoie la maquette aux radios. «*Il n'y avait aucune nécessité artistique, seulement un besoin financier.*» C'est le printemps de la présidentielle 2002, il n'a «peur de rien». En décembre, France Bleu lui confie une quotidienne : un micro-trottoir où il fait croire le plus absurde aux passants (déménagement du Louvre à Roissy, port obligatoire de la moustache dans l'armée). Puis Radio Nova, M6 où il détourne les programmes de la chaîne. C'est Canal+ qui le récupère. Il réussit à y imposer son «*humour en suspension*» quand tous les autres chroniqueurs utilisent l'énergie du bon mot pour faire rire. «*C'est pourtant la hantise des chaînes, ces moments de vide.*» Mais il concède que c'était beaucoup de boulot pour «*peu de plaisir immédiat*». Pour monter sur scène en 2011, il arrête la télé. Il se réserve une apparition hebdo sur France Inter dans l'émission *On va tous y passer*. En janvier, il y annonce sa candidature à la présidence de Radio France, comme Stéphane Guillon. Tout le monde a ri, personne n'en a plus parlé.

### EN 7 DATES

«**J'ai fait un peu de cinéma. Dans une coloscopie.**» Il est graveleux par accident. Et sûrement «pas comédien. Humoriste à 100%», dit Roman Alexander. Il estimait bizarre de monter sur scène tous les soirs pour redire le même texte. Il y trouve maintenant du plaisir, savent ses proches. Le personnage qu'il incarne sur scène est son double : «*Je cherche à assumer en public le débile intérieur qui est en moi.*» Inspiré par les *Idiots* de Lars von Trier, il promet de baver pendant vingt minutes sur scène. Un rôle au cinéma ? «Non, je ne passe pas de castings.» «*La frénésie médiatique n'est pas ce qui l'anime*», souligne Alexander. Chris est un des artistes les moins bling-bling que je connaisse. Il doit avoir un revenu mensuel moins élevé que celui d'un mauvais joueur de foot de Ligue 2 et il s'en contente. Statut d'intérimiste du spectacle. «*Je suis une cigale déguisée en fourmi*», dit-il intéressé. Qui dépense peu : «*Je possède un smartphone, un scooter et une voiture. C'est tout.*»

«**J'ai toujours été sensible à l'art.**» Chris Esquerre a grandi à Saint-Pierre-de-Manneville, petit village de 400 habitants à l'ouest de Rouen au bord de la Seine où il baignait son chien, «un gros terre-neuve». Père prof d'arts plastiques, devenu peintre sculpteur installé à Vence. Mère institutrice. Divorcés. Il baigne dans une «culture de gauche», qui est encore la sienne. Il s'ennuie à l'école jusqu'au bac. «*Au collège, c'est ma mère qui faisait mes rédactions.*» Avec sa sœur, aujourd'hui assistante de la présidente de la Sorbonne, il joue «aux grossistes en gazon coupé et herbes mortes. On se passait des commandes, on livrait». Sa première copine lui fait lire Nathalie Sarraute. Ses lectures se sont arrêtées là. «*Je sais, ce n'est pas glorieux de ne pas lire. Mais, quand je lis, j'ai l'impression que ma vie s'arrête et que l'auteur continue à vivre.*» Pourtant il aime les mots, peut «passer des heures le nez dans le Grevisse» pour rédiger la chronique parfaite. Il écrit seul. Aux livres, il préfère l'oisiveté : «*J'aime avoir les pieds dans l'herbe.*»

«**Je suis quelqu'un de très ému.**» La veille de l'interview, Esquerre a cru voir sa grand-mère dans la rue, morte il y a deux ans. «*Même manteau, même oreille un peu longue. J'ai versé une petite larme.*» Il aimerait animer une émission qui «transgresse tous les codes de la télé : malmenier les invités promo, arrêter de se réjouir, contrarier les téléspectateurs». Fini les deux minutes de rigolade, il veut «un truc» plus proche de ses émotions. «*Je ne les refrène jamais quand elles surgissent.*» Il a peur de ne pas se renouveler, de ne pas faire accepter ses nouvelles idées. «*Je pourrais toujours vendre des frites*», dit-il pour conjurer l'inquiétude de l'avenir. Chris Esquerre va déménager. Il a trouvé un deux-pièces. «*Il va enfin pouvoir recevoir ses amis autour d'une table basse pour manger des chips*», rassure Alexander. ◆





Penélope Cruz

# What did you expect?\*



\*Vous vous attendiez à quoi ? FRED & FARID Orangina Schweppes France SAS RCS Nanterre B 404 907 941

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LÉGUMES PAR JOUR. [WWW.MANGERBOUGER.FR](http://WWW.MANGERBOUGER.FR)